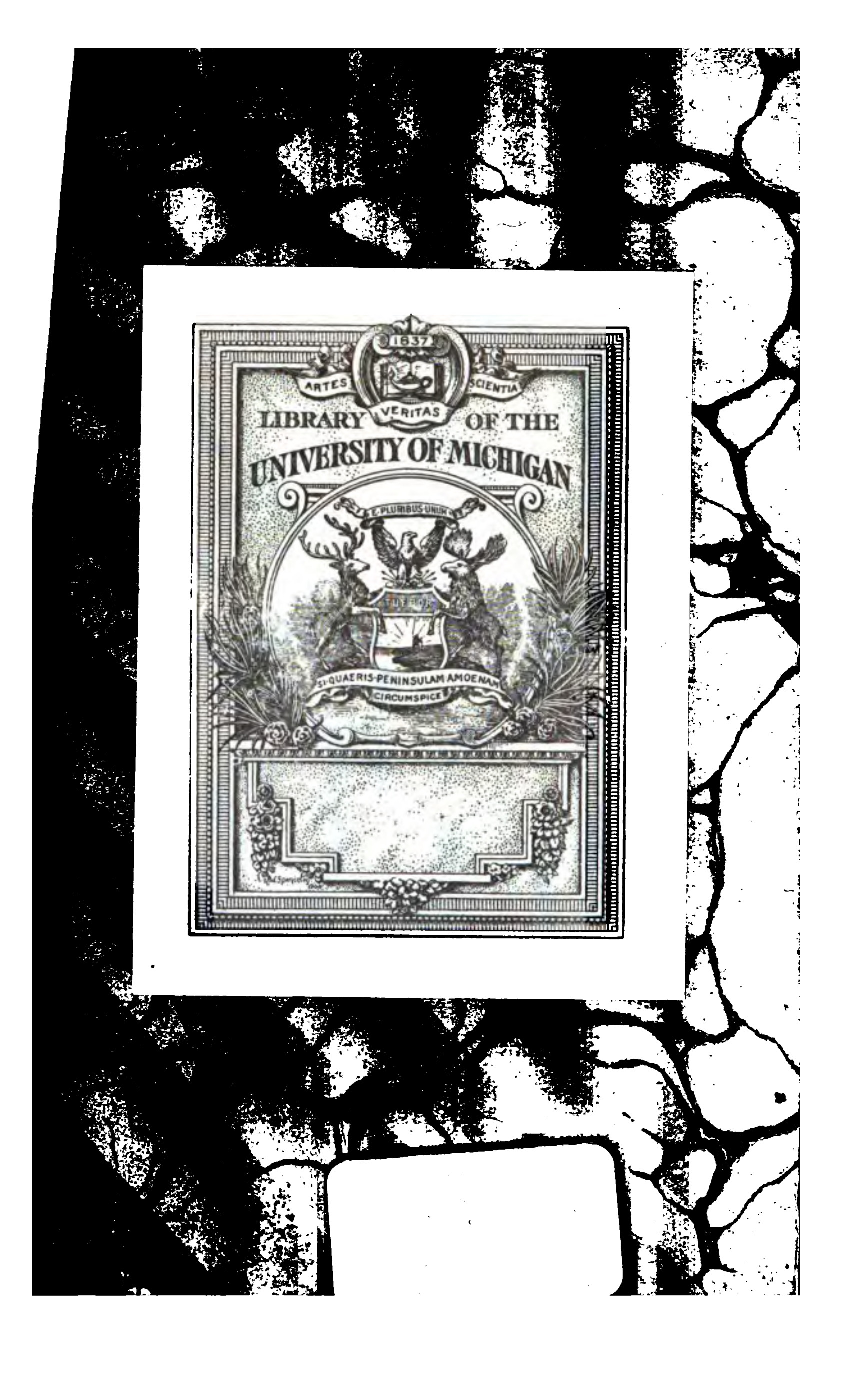
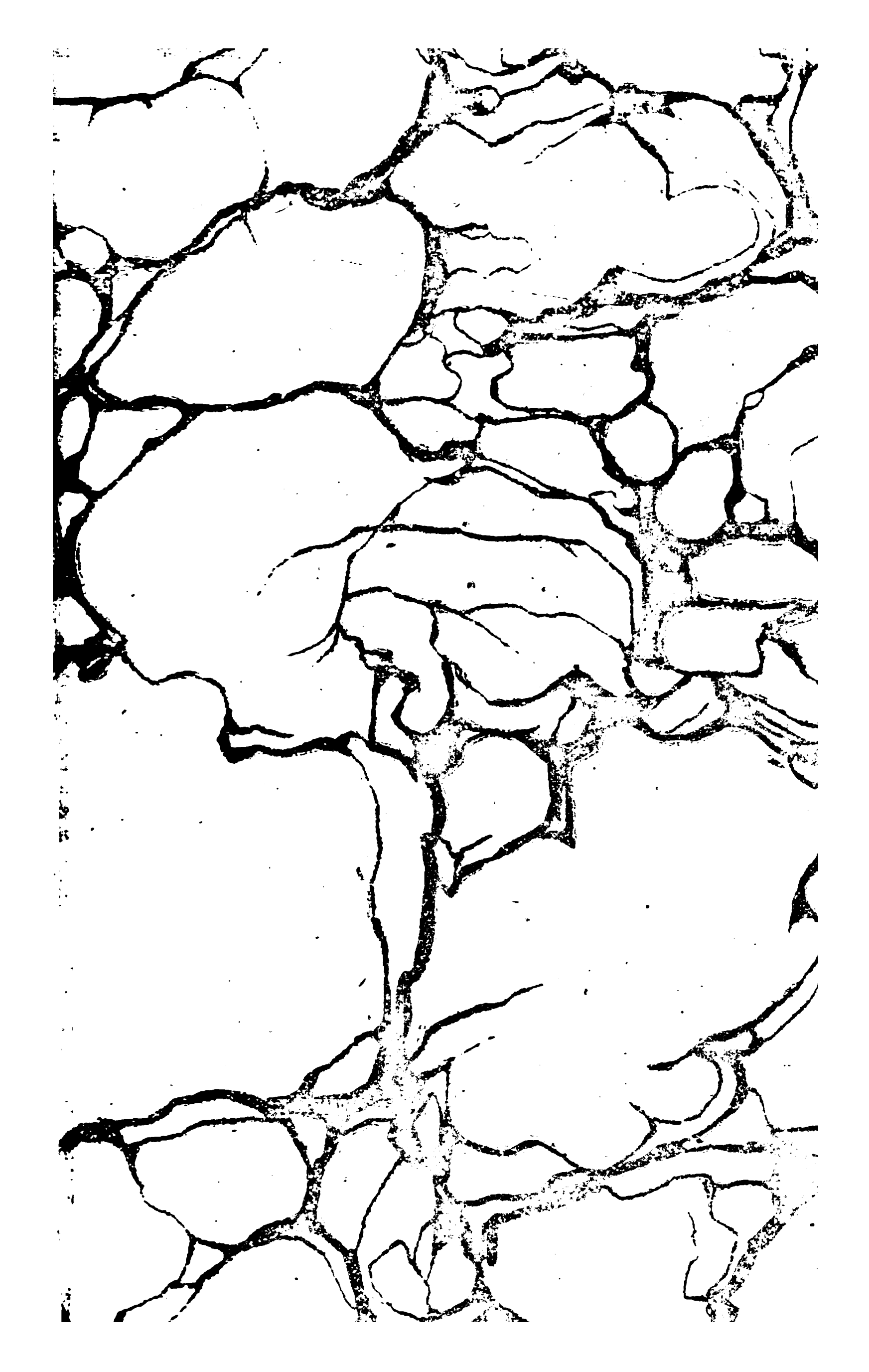

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



fs 3.50
+35



L'HEURE VENGERESSE

DES

CRIMES BISMARCKIENS

DU MÊME AUTEUR

Païenne. Un vol. in-16. Plon-Nourrit, éditeur.

Chrétienne. Un vol. in-16. Plon-Nourrit, éditeur.

Mémoires de Madame Adam (Juliette Lamber). Sept volumes in-16. A. Lemerre, éditeur.

- I. — *Le Roman de mon enfance et de ma jeunesse.*
- II. — *Mes premières armes littéraires et politiques* (1855-1864).
- III. — *Mes sentiments et nos Idées avant 1870* (1865-1870).
- IV. — *Mes Illusions et nos Souffrances durant le siège de Paris* (1870).
- V. — *Mes Angoisses et nos Luttes* (1871-1873).
- VI. — *Nos Amitiés politiques avant l'abandon de la Revanche* (1873-1877).
- VII. — *Après l'abandon de la Revanche* (1877-1880).

Jean et Pascal. Un vol. in-16. A. Lemerre, éditeur.

Laide. Un vol. in-16. A. Lemerre, éditeur.

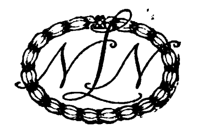
MADAME ADAM

(JULIETTE LAMBER)

L'HEURE VENGERESSE

DES

CRIMES BISMARCKIENS



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

11, RUE DE MÉDICIS, PARIS

MCMXV

Il a été tiré de cet ouvrage
douze exemplaires sur Vergé d'Arches,
numérotés à la presse de 1 à 12.

PRÉFACE

Depuis longtemps désillusionnée sur l'idéalisme de ma trop aimée République, croyant toujours passionnément à la Revanche, mais dans un avenir que mon âge ne me permettait pas d'atteindre, j'avais pris ma retraite.

A cette heure, rentrée dans l'armée des combattants hardis et passionnés de notre France, je me crois le droit de rappeler mes états de service, de rééditer ce que fut ma lutte de vingt ans contre celui qui a fait l'Allemagne plus teutonne encore et dont le teutonnisme diabolique n'a eu, durant toutes les années de son omnipotence qu'un but, un seul : détruire à tout jamais notre France.

Et cela, par les moyens les plus bas, les plus traîtres que la paix recouvre et par ceux les plus monstrueusement préparés que la guerre découvre.

Mes états de service! Ma lutte contre M. de Bismarck dans *la Nouvelle Revue* que j'avais créée pour cette lutte et où j'écrivais la « Politique Extérieure », l'inspirant et la dictant d'abord, puis la signant à partir d'octobre 1885 pour que M. de Bismarck n'en ignorât.

Cette lutte, je l'ai soutenue sans un arrêt, jusqu'à la chute du chancelier de fer, et continuée vis-à-vis de sa « créature » (je ne trouve pas d'autre mot) Guillaume II, dans *la Nouvelle Revue*, et dans *la Parole Française à l'Étranger* durant vingt-cinq années.

La réédition des coupures de mes *Lettres sur la Politique Extérieure* dont une grande partie fut toujours consacrée à M. de Bismarck devrait avoir pour titre : *Le Lion et la Fourmi.*

Lisait-il mes *Lettres sur la Politique Extérieure*? Oui !

M. Herbette, notre ambassadeur à Berlin, m'a raconté que, plus d'une fois, il n'avait pas brisé lui-même la bande de *la Nouvelle Revue*, M. de Bismarck la faisant chercher dès son arrivée.

C'est là pour ma haine un titre glorieux que je ne changerais contre aucun autre.

Une amie secrète, donnons-lui le nom de

comtesse Vasili, me disait que lorsqu'elle venait à Paris et voyait M. de Bismarck au départ, — elle était Berlinoise, — le chancelier lui conseillait de voir « cette diablesse de femme » et ajouta plus d'une fois : « Qui m'en débarrassera? »

Résolue à reprendre la suite de mes mémoires avec le titre : *Aux alentours de la Revanche*, je raconterai « l'attentat bismarckien » dont je fus victime à Laybach, chez mes amis Slovaques. C'était à mon entrée en Hongrie où je venais, invitée par les amis de Kossuth, les républicains de 1849, qui, en exil, avaient eu pour amis dévoués Edmond Adam et moi. Je fus blessée au visage et mes « petits morceaux noirs, appliqués sur mes blessures », ne contribuèrent pas peu à me rendre plus sympathique à Budapest.

Je m'étais donné la mission, ayant rapporté de mon voyage en Russie les preuves diplomatiques de la félonie de l'empereur d'Autriche et de la hauteur d'âme de Nicolas Ier, de réconcilier les vaincus de 1849 et la Russie. Je conterai cela en même temps que d'autres attentats, ayant eu le très grand honneur, bien français, de valoir la peine d'être haïe par...

Bismarck ! Je dis Bismarck ! Monsieur et Prince allant mal au monstre vomi par le vieux dieu Thor, et l'auteur responsable de tous les crimes présents d'une Allemagne pétrie par lui.

Mais j'ai tenu ma vengeance, moi la Fourmi ! J'ai vu enchaîné, j'ai entendu gronder de rage le Lion après avoir répété et écrit : « Je ne veux pas que notre ennemi luciférien meure, je veux qu'il assiste à sa déchéance et qu'il en pleure des larmes de sang. »

Dieu, notre Dieu éternellement jeune, permettra que je puisse répéter ces mêmes paroles pour Guillaume II protégé du vieux dieu Thor et que Bismarck a pétri à sa ressemblance.

L'heure vengeresse des crimes bismarckiens sonnera en même temps pour les crimes de Guillaume de Hohenzollern.

. . . .

Ces pages rééditées de ma *Politique Extérieure* ont une mission à laquelle je compte qu'elles ne failliront pas : celle de contenir pour l'heure de la victoire une leçon éclatante de haute moralité historique.

Les dites pages consacrées à M. de Bismarck prouveront que la déloyauté, le mensonge, les basses trahisons, le crime, quels que soient l'au-

dace, le cynisme, la puissance des ressources qui les mettent en œuvre ou les recouvrent, aboutissent aux condamnations que les victimes réclament des lois éternelles de justice et de vérité.

Parler de M. de Bismarck, le suivre dans ses combinaisons louches, dans ses mensonges, dans l'avilissement qu'il exige de ses créatures, dans l'abaissement qu'il impose à ses alliés, dans sa férocité criminelle et lâche contre ceux qui lui résistent, c'est faire l'histoire de la lutte du Bien contre le Mal.

Guillaume II est le bénéficiaire des œuvres de M. de Bismarck; plusieurs de leurs crimes, comme celui des tortures subies par Frédéric III, leur sont communs. C'est donc dans les œuvres du grossier forgeron de la monstrueuse Allemagne « au-dessus de tout » que le Kaiser doit être puni, comme c'est par Guillaume que Bismarck a été précipité.

Deux héritages sont recueillis à cette heure : celui de Bismarck (car Guillaume Ier n'a été qu'un porteur de sceptre) et celui d'Alexandre III, l'un endetté de mensonge et de bassesse, l'autre riche de loyauté et de hauteur d'âme.

Guillaume II, malade de la maladie de son

père, pour lequel il a été atroce, est puni dans son fils : son orgueil le fait courir à fond de train vers la déchéance.

Nicolas II s'auréole des hautes vertus de la loyauté, de la grandeur d'âme d'Alexandre III.

L'action lui donne les vigueurs d'un père honoré, vigueurs que la paix laissait inactives.

Guillaume s'agite et le diable ou le dieu Thor, au choix, le mène. Il marche dans l'orgueil triomphal de la défaite vers la folie.

Nicolas II, calme, s'achemine vers la victoire, guidé par les trois Alexandre, ses aïeux, tous trois amis de notre France.

La sainte Belgique, son Roi, sa Reine, martyrs, appellent sur nous les bénédictions divines.

L'Italie vaillante se souvient que combattre l'Autriche avec la France, c'est marcher à la victoire.

Et notre Jeanne, ô miracle, salue de l'épée l'armée anglaise. Fer à fer, France et Royaume Uni bouteront hors de France, hors de Lorraine[1], hors de Belgique, l'ennemi de tous : l'Allemand !

1. Si je n'ai pas dit hors de *l'Alsace*-Lorraine, c'est que je veux dédier ce livre, dont chaque page écrite a contenu ma pensée vers elle : A l'Alsace.

A L'ALSACE [1]

A l'heure où l'orage gronde, où les éclairs, quoique rares encore, permettent de voir au travers des nuages massés, à l'heure où l'Allemagne au-dessus de tout! *devient une enveloppe fragile, c'est l'heure où le voile du Temple prussien se déchire!*

Les plus aveugles peuvent, à cette heure, découvrir la grossièreté des machineries dont les barbares tudesques se servaient pour refouler le noble essor de nos facultés gauloises, celtes et latines, sous toutes leurs formes, au profit des seules et lourdes conceptions germaines.

Aveugles, nous subissions la déformation de toutes nos découvertes de toute nature qui nous

1. *Cette dédicace, publiée par le* Figaro, *reproduite cent fois dans la presseavec des commentaires, m'a donné la preuve que beaucoup de Français s'étaient laissés convaincre par la* kulture teutonne *du teutonisme de l'Alsace.*

revenaient brevetées à la prussienne. Dans les arts la lourdeur pédantesque était par nous-mêmes baptisée puissance. Dans l'histoire n'avait droit à l'admiration que l'historien allemand!

Le cliquetis des mots, l'allure de la conversation, le trait lancé et renvoyé, les exercices charmants des phrases à bâtons rompus, l'élégance de notre esprit français ne trouvait plus le choc en retour et s'épaississait. Plus de causeries dans les salons, plus de belles discussions littéraires, le respect du professeur laissait pénétrer le monologue, l'A. + B. s'installait en France, l'esprit se gourmait, se solennisait, et la conversation française fuyait découragée.

Nous, les vieux, nous avions lutté pour la retenir! Mais bientôt nous nous heurtions, vaincus, à la « Conférence »!

« *Nos causeries n'étaient pas documentées!...*
« *Elles se cantonnaient dans le bagout littéraire,*
« *tandis que la conférence dans les salons, sur*
« *l'histoire!...* »

Et quand le conférencier citait M. Mommsen, « *l'incomparable, le génial historien allemand, dont les découvertes tudesques mettaient* « au-dessus de tout » *les travaux des Universités prussiennes! A la bonne heure, on retenait*

quelque chose avec quoi on pouvait stupéfier les ignorants ! »

Le superlatif était d'avoir entendu citer M. de Gobineau, un diplomate français, « écrivain de valeur », qui confessait hautement la supériorité de la race germanique.

Combien de fois, pour échapper à ces humiliations, me suis-je enfermée dans ma vieille abbaye, où furent instruites de choses purement françaises Mlles de Sévigné et Marie Racine !

Mais les milieux germanisants ou désertant la causerie française, qui seule entretenait les vitalités de notre esprit, devenaient toujours plus nombreux.

J'essayai, quoique perdant pied, de résister à l'enlizement, et je me passionnai pour prouver, pour démontrer avec quelle patience, quelle rouerie savante, quelle continuité les travaux d'approche allemands nous dépossédaient des qualités de notre race.

En histoire, depuis des siècles, répétais-je, ils ont contourné les indications, renversé la précision des textes, escamoté les preuves qu'ils ont puissamment enterrées.

Tout, partout et toujours, aboutissant en Germanie, à l'Allemagne « au-dessus de tout »,

très naturellement l'Alsace devait être germaine et sa patrie initiale rester définitive!

Rien de ridicule comme cette « Revanche » française voulant reprendre à la Germanie l'une de ses provinces filiales entre toutes. Et en quel nom, s'il vous plaît? Au nom des plus fabuleux droits d'une race gallo-celto-latine!

Que de convictions faites à ce sujet en France! Et soutenues par plus d'un Français se croyant bien Français! Ceux-là mêmes admettant, au besoin, le désir de retrouver l'Alsace et les Alsaciens, « Français de cœur », ils admettaient de le reconnaître.

L'un de mes amis, diplomate comme M. de Gobineau, le baron de Ring, prit un jour la peine d'écrire pour moi tout un mémoire, duquel il ressortait ceci que j'abrège, mais que je note, car il est un reflet des opinions ou vagues ou précises d'un grand nombre de Français :

« La germanisation de l'Alsace-Lorraine remonte très loin, mais elle est suffisante si l'on se reporte au moment où César nous apprend que, de son temps, les tribus germaniques occupaient une partie de la Gaule belgique. Or, l'Alsace devait être à la même enseigne...

« Comment se sont germanisés les pays de la

rive gauche du Rhin? Le processus a lieu durant la domination romaine, toujours par une infiltration, mais cette fois par une infiltration sui generis.

« *Constamment en lutte avec les Germains durant quatre siècles, les légions romaines en ont pris et réduit en esclavage un nombre immense, et sur le nombre la plupart sont restés en Alsace pour échapper au voisinage de l'interminable guerre et pour jouir à l'intérieur de la* « *paix romaine* ».

« *D'un autre côté, des Germains venaient en Gaule librement et s'y engageaient comme colons.*

« *La rive gauche du Rhin n'est donc pas devenue germaine par conquête, mais par un phénomène d'endosmose ethnique, ce qui n'empêche pas qu'elle soit bien germaine sous le rapport du sang el de la langue.* »

Le baron de Ring voulait bien reconnaître qu'il restait quelques gouttes de sang gaulois dans les veines alsaciennes, mais c'était comme bon Français qu'il s'obligeait à cette concession.

Et il ajoutait, inconscient de sa trituration allemande :

« *L'Alsace gauloise, puis germanique, puis redevenant gauloise, il y a là des impossibilités!* »

Sauf, mon très cher ami, si l'on n'admet pas que l'Alsace ait été jamais germaine, répliquai-je au mémoire du baron, et je le prouve.

Ce ne peut être par des esclaves germains, comme vous l'affirmez, esclaves amenés par les légions romaines, que l'Alsace s'est germanisée, puisque les légions n'en fixaient jamais près d'elles, mais les envoyaient à Rome ou dans les villes.

Le germanisme, pas plus que le celtisme, n'importaient dans les provinces conquises un apport de sang. Les invasions aryennes, de même que les invasions germaniques, n'ont amené en Alsace qu'un très petit nombre des leurs dont les caractères physiques ont été immédiatement absorbés par les primitifs.

L'infiltration germanique s'est bien arrêtée au Rhin! En tout cas, de César à Charlemagne, c'est-à-dire pendant dix siècles, il existe une différence radicale entre les gens de la rive droite et ceux de la rive gauche, latinisés et civilisés dix siècles plus tôt.

L'un des grands arguments tudesques est qu'il ne peut être nié que, durant tout le moyen âge, les Alsaciens n'aient senti et pensé comme la Germanie.

Or, il est absolument faux que les Alsaciens aient jamais pensé et senti comme les Allemands. Il suffit de voir leur art roman et leur goût traditionnel pour conclure.

Ce n'est pas seulement le cœur, mais tous les éléments de la civilisation qui sont français chez les Alsaciens.

S'il est vrai que, durant le moyen âge, l'Alsace et la Lorraine aient été rattachées à l'empire d'Allemagne, ce qui paraît vague, l'Alsace ne présente que des ressemblances ethniques, assez lointaines, qui ne portent guère que sur la langue : il est facile de le prouver.

Loin de graviter autour de l'Allemagne et de se nourrir de son esprit durant tout le moyen âge, l'Alsace se retrouve et se développe dans le sens parallèle à la France, de façon indéniable, se rapprochant davantage de la nation qui a les mêmes origines de race qu'elle-même.

Le nom Elsass (Alsace) est de pure origine celtique. Il vient de Ell, abréviation de Bel, l'Apollon des Celtes. Le dieu Soleil des Celtes donne son nom à la rivière fécondante Ill. Sass signifie situation, position.

Eh! oui, l'Alsace est bien gauloise, de cette race qui marque de son sceau d'esprit goguenard,

malicieux et gai, la critique de l'ennemi lourd, sans finesse et sans goût.

Il ne faudrait pas être Picarde, comme je le suis, et ne pas connaître un paysan picard et un paysan alsacien, pour ne pas avoir constaté des ressemblances d'observation plaisante des mêmes « crus ».

L'Alsace gauloise a connu les Germains comme pillards. Elle n'a pas changé d'avis depuis sur eux.

Ce sont les Latins et non les Germains qui l'ont conquise, et elle a parlé leur langue, et elle a partagé leur foi païenne d'abord, puis chrétienne.

L'Alsace n'eut pour suzerain l'Empire germanique qu'après le partage de l'Empire de Charlemagne, et en même temps que les cantons suisses. Mais cet Empire ne gouverna jamais les villes libres d'Alsace.

S'il abusait du droit de lever sur elles des contributions, elles ne les versaient qu'en échange de franchises, une à une arrachées.

Lorsque l'Alsace fut réunie à la France, elle se donna de son plein gré, et je possède l'admirable médaille d'or qui fut frappée alors; je la reçus un matin, avec mon courrier, d'un Alsa-

cien inconnu, avec ces mots : « Don à qui la mérite. »

Le 30 septembre 1781, l'anniversaire de la réunion de l'Alsace à la France fut fêté à Strasbourg. Une médaille aussi fut frappée. Elle porte ces mots :

FIDES ALSATIÆ (L'Alsace fidèle)

Et je ne puis regarder ces deux médailles sans ajouter : « L'Alsace malheureuse ».

Pour répondre à la propagande germanique, moi aussi, un jour, j'ai fait ma « Conférence », et le titre en était : « Non, l'Alsace-Lorraine n'est ni germaine ni germanisée. »

Et j'ai fait des conversions!

Je suis allée en pèlerinage de Strasbourg à Sainte-Odile, qu'aucune légende germanique n'a souillée! J'ai visité le village de Truttenhausen (Maison des Druides).

Le vieux Dieu de Guillaume II n'y a jamais été prié en ses plus beaux jours de résurrection. J'ai murmuré à sainte Odile le mot béni qui n'a cessé de survoler de mon cœur sur Strasbourg et Metz depuis quarante-quatre ans : « La Revanche! » *Mot sacré qui m'a fait qualifier cent fois de « rabâcheuse! »*

Hélas! plus la galopade soldatesque teutonne se rapprochait, plus le bruit devenait intense à mes oreilles aux écoutes, plus s'épanouissaient les assurances d'une paix congressive, universelle, dans l'esprit français hypnoptisé par Berlin.

A mesure que le Kaiser frappait plus impatiemment du pied de son cheval le sol de l'Allemagne « au-dessus de tout » pour en faire sortir ses légions et fondre sur notre France, elle se bouchait les oreilles pour ne pas entendre!

Et les éclaireurs de la randonnée infernale étaient à nos portes!

Sans la Belgique catholique, — sans la Belgique socialiste dans le sens des légitimes revendications sociales et non de la haine des classes, — nous étions écrasés avant de nous être dressés...

Sans le miracle des saintes protectrices de Paris, 1870 renaissait plus destructeur encore.

Mais voici la Revanche! mot ailé qui vole vers les Résurrections. Mot béni qui a soutenu en petit nombre, durant près d'un demi-siècle, les cœurs fidèles.

Mot d'amour et de sacrifice, tu as, par grand miracle aussi, tout à coup, pénétré le cœur de

nos fils, de nos petits-fils, le cœur de notre France tout entière.

Grand mot, expression sainte des grandes dignités nationales, tu es aujourd'hui placé sous la protection du Dieu des armées, que nous avons réappris à prier !

JULIETTE ADAM.

L'HEURE VENGERESSE

DES

CRIMES BISMARCKIENS

Janvier 1880

La carrière de M. de Bismarck. — Il entre au Ministère en 1862. — Il organise l'armée. — Premières manifestations de son procédé politique. — Sa fourberie envers le Danemark, envers la Russie, envers l'Autriche. — Après Sadowa, Bismarck désavoue l'Italie. — Il enlève à l'Autriche ses alliés, les États confédérés, et leur impose l'organisation militaire prussienne. — La question du Luxembourg. — Bismarck travaille à isoler la France. — Dépêche du Tsar au roi de Prusse en 1870 : *Comptez sur moi.* — L'Italie dont l'armée est désorganisée ne peut nous aider. — La France vaincue, Bismarck emploie nos milliards à préparer d'autres guerres. — Voyage de Guillaume Ier et de Bismarck à Saint-Pétersbourg. — François-Joseph y vient avec le comte Andrassy. — « *On ne saura que l'Allemagne fait la guerre à la France que quand on entendra le canon en Champagne* », dit M. de Bismarck. — Guerre russo-turque, paix de San Stefano. — Congrès de Berlin. M. de Bismarck renie ses promesses à la Russie. — Visite de M. de Bismarck à l'exposition de Vienne en 1873. — « *Il*

est le fossoyeur de la dynastie », dit l'impératrice d'Allemagne. — Alliance avec l'Autriche. — Conception d'une Allemagne s'étendant jusqu'aux quatre mers.

Il y avait autrefois un art de gouverner les hommes. Il n'y a plus aujourd'hui avec M. de Bismarck qu'un procédé pour les conduire. L'homme fatal poursuit son œuvre de guerre par des moyens toujours identiques, toujours trompeurs et, chose incroyable, provoquant les mêmes surprises et rencontrant les mêmes crédulités...

Après ses boutades de Francfort, son servilisme à Saint-Pétersbourg, ses méchants propos sur Paris, M. de Bismarck est appelé au Ministère en 1862.

Tout d'abord, avec son amour exclusif de la guerre, il s'occupe passionnément de l'organisation de l'armée. Et en même temps qu'il prépare ses forces militaires, il fait l'épreuve de son procédé de politique extérieure qui se résumera toujours par ce mot : la Fourberie. Il encourage secrètement l'insurrection polonaise tandis qu'il fait un traité avec la Russie pour l'écraser.

Puis il conclut une alliance avec l'Autriche pour broyer le pauvre Danemark. Nouvelle traîtrise, il pousse son allié à prendre possession du Lauenbourg, et, après un souper à Gastein, par-dessous la table il propose à l'ex-président de la Confédération germanique, le comte de Reichberg, l'achat de Lauenbourg pour 800 000 thalers, jouant son ancien supérieur à Francfort, désho-

norant l'Autriche et prouvant aux petits États que la maison de Habsbourg peut les spolier pour de l'argent. Bon tour dont il se vante avec cynisme !

Après ces essais, il mûrit son plan de bataille contre son alliée de la veille. Il a depuis longtemps préparé la France en se montrant à elle sous l'apparence d'un faux infirme. La pauvre Prusse *difforme*, c'est son mot, demande seulement à se redresser, il lui faut la ligne du Mein. La bonne France peut prendre la Belgique, ce foyer de démagogie ; le Luxembourg qui n'a aucune raison d'être ; elle doit rétablir sa limite naturelle à Sarrebruck. L'Italie réclame la Vénétie, M. de Bismarck lui promet de l'appuyer dans ses revendications...

La France était engagée, en cas d'alliance de l'Italie et de la Prusse contre l'Autriche, à ne pas défaire son propre ouvrage. Le seul danger pour le fourbe était que la France réussît par ses bons conseils à Vienne à obtenir la cession de la Vénétie contre des compensations pécuniaires ou autres. Il fallait agir à la cour d'Autriche contre cette possibilité un instant menaçante. M. de Bismarck fit écrire par les bons parents de Prusse à la mère de l'empereur François-Joseph, à la grande-duchesse Sophie, à plusieurs autres princes et princesses de la Cour qu'on ne ferait pas la guerre. L'Autriche, alors tranquille, ne voulut pas céder. La grande-duchesse Sophie est morte

avant d'avoir pardonné à la Cour de Prusse ce procédé bismarckien, digne de Machiavel ou de Frédéric le Grand.

La Hongrie attendait depuis 1849 le moment où elle revendiquerait ses libertés. La fourberie de M. de Bismarck savait jouer des insurrections. Citons son inoubliable dépêche au comte Usedom quand le général La Marmora tardait trop à son gré à organiser le soulèvement hongrois.

Bismarck à Usedom, 13 juillet 1866 : « Insister énergiquement pour qu'on se mette en relations avec le Comité hongrois; le refus de La Marmora nous donne quelques soupçons contre l'Italie et les services qu'elle pourrait rendre pendant la guerre. Nous voulons ouvrir les hostilités dans le courant de la semaine prochaine. Nous sommes frappés des hésitations inexplicables de l'Italie pour une alliance avec la Hongrie. Nos anxiétés sous ce rapport seraient multipliées si l'Italie voulait s'engager dans une guerre stérile dans le quadrilatère. »

L'armée prussienne bat l'Autriche à Sadowa. Le jour même la Prusse somme l'Italie, sa complice la veille dans le projet d'insurrection hongroise, de se tenir en paix chez elle, sans quoi elle la laisse seule aux prises avec l'Autriche.

Avant que l'Autriche foudroyée se secoue et se souvienne de ses petits alliés, les États confédérés, M. de Bismarck leur prouve qu'elle les a oubliés; il exige d'eux qu'ils fassent alliance avec

la Prusse, sous peine d'être écrasés par l'armée victorieuse et, lorsque l'Autriche se souvient et réclame, M. de Bismarck répond : « Vous me parlez d'alliés ! Ce ne sont plus les vôtres ! Ce sont les miens ! »

Aussitôt, à ces alliés, il enjoint de forger eux-mêmes des armes pour se combattre. Tous reçoivent l'ordre impératif de se soumettre à l'organisation militaire prussienne, sous le commandement des officiers prussiens, obligés qu'ils sont de subir non une conquête, mais une fourberie, et plus vaincus par une alliance que l'Autriche ne l'a été par une défaite.

1867 vient d'étonner l'Europe avec la question du Luxembourg et faire comprendre à la France ce qu'est dans l'esprit de M. de Bismarck la formule d'ordinaire si simple : Promettre et tenir ! Loyalement, honnêtement pour tout le monde, c'est une seule et même chose. Pour l'homme fatal, pour le fourbe, ce sont deux choses différentes.

La force militaire des petits États annexés ou confédérés croissant de jour en jour, M. de Bismarck voulut resserrer leur union par la haine et la perspective d'une guerre contre la France. Qu'importaient au fourbe ses engagements !

Fidèle à son procédé unique, il commença son travail d'isolement de la France, comme il avait fait pour l'Autriche, par les mêmes moyens, ne négligeant pas non plus les *troubles intérieurs.*

Nous en avons eu la preuve nous-mêmes avec les séparatistes de Nice, par la propagande des socialistes de Saxe, par les encouragements donnés aux internationalistes de France et à ceux de l'Italie.

Chez nos voisins, il entretenait l'agitation contre nous, dans le parti d'action, irrité alors contre la France, à propos de Rome et du Trentin.

A la Russie, il conseillait de prendre en Orient des terres comme il avait conseillé à l'Autriche d'en prendre dans la guerre du Schleswig, conseillé à l'Italie d'en prendre en Vénétie, conseillé à la France d'en prendre en Belgique et dans le Luxembourg.

La guerre de 70 éclate comme une bombe sur la France, guerre acceptée follement avec 300000 hommes contre un million de soldats allemands. L'Autriche voit les troupes russes se masser à sa frontière pour la surveiller. La dépêche du Tsar au roi de Prusse : « Comptez sur moi », proclame hautement l'alliance de la Russie et de la Prusse.

Les Italiens sont entretenus dans l'irritation. Malgré le désir incontestable de Victor Emmanuel de venir au secours de la France[1], l'Italie est impuissante et ne peut nous secourir à cause de la désorganisation de son armée, réduite à la plus stricte économie par le ministère Lanza qui en a même vendu les chevaux.

1. J'ai conté dans mes *Mémoires* comment notre ami Nino Bixio m'en donna la preuve.

La France vaincue malgré son héroïsme, parce que l'homme fatal a voulu qu'elle fût seule au dehors et trahie au dedans, voilà ce que fut, pour nous et pour nos vainqueurs, 1871. La fortune de la Prusse est à son comble, l'empire est fait : argent, terres, gloire, tout abonde à Berlin. M. de Bismarck va-t-il jouir en paix du fruit de ses machinations? L'homme de guerre emploie aussitôt l'argent de la paix à la préparation d'autres guerres. A peine gorgé, il songe à la misère future et prépare une autre promenade lucrative à Paris.

Il va en Russie et reste avec son empereur deux semaines à Saint-Pétersbourg. Il renouvelle les promesses de Potsdam, il y ajoute. Et bientôt après Andrassy, féal serviteur de M. de Bismarck, vient avec François-Joseph à Saint-Pétersbourg. M. de Bismarck a su faire comprendre aux Cours de Russie et d'Autriche que, pour résoudre la question d'Orient, une entente est nécessaire entre les trois empereurs, trompant ainsi d'une part le prince Gortschakoff et l'empereur Alexandre et, d'autre part, le comte Andrassy et l'empereur François-Joseph.

Mais au premier indice d'une attaque contre la France, un vieux diplomate déjà soupçonneux, sinon éclairé, le prince Gortschakoff, avertit l'Europe et, avec l'Autriche, avec l'Angleterre, coupables comme la Russie d'avoir laissé grandir en Europe la dictature prussienne, tous déclarent à

M. de Bismarck que c'est assez, peut-être trop!

L'homme fourbe, voyant ses calculs déjoués, s'emporte, s'écrie qu'une autre fois on ne saura qu'il fait la guerre à la France que quand on entendra le canon en Champagne et il ajoute, en parlant de l'Autriche et de la Russie : « Ah! vous vous mêlez de mes affaires, eh bien! je vais vous donner de l'ouvrage. »

La question d'Orient, latente jusque là, surgit tout à coup. Le Comité slave, instrument inconscient de l'ennemi et qui se croit mû par son patriotisme, oblige l'Empereur à faire la guerre. L'armée russe en pleine réorganisation est jetée sans ordre à la frontière et subit un échec devant la bravoure de l'armée turque en Asie et en Europe.

Des lamentations hypocrites sont envoyées par dépêche de Berlin à Saint-Pétersbourg après chaque défaite; des félicitations pompeuses après chaque victoire. M. de Bismarck crie haut que, si l'on touche à la Russie, il en sera le gendarme.

L'armée russe bat l'armée turque et se présente devant Constantinople. Nous apprenons la paix de San Stefano.

Les articles du traité ne contenaient pas la moitié des promesses faites à Saint-Pétersbourg par Méphistophélès-Bismarck : on l'a dit et nous le croyons.

Mais voici que la scène change. Le gendarme se retire dans sa guérite : il en sort agneau timide,

bêlant que toute l'Europe est contre la Russie, qu'il faut la calmer par un congrès à Berlin : l'Italie comme toutes les autres nations, attirée par des promesses secrètes, y vient joyeuse et le ministre Zanardelli confiant en M. de Bismarck crie au comte Corti en pleine gare de Rome : « Souviens-toi que le Trentin est à nous ! » Bismarck à cette nouvelle s'écrie : « Il est possible que je leur aie promis le Trentin, mais ils l'auront ou ne l'auront pas, suivant mes besoins. »

Le congrès de Berlin est une dernière lueur d'espoir pour la Russie, qui croit que l'alliée envers qui elle a tenu tous ses engagements n'a pas de son côté oublié ses promesses.

Le trompeur en a bien ri.

Mais après ce procédé ceux-là mêmes qui étaient aveuglés en Russie ont eu les yeux dessillés à tout jamais. Il n'y avait plus pour Bismarck lui-même, malgré l'audace de ses ruses, l'espoir de reprendre le prince Gortschakoff à quelque glu. C'est alors qu'il fallut se tourner complètement vers la bonne Autriche et l'on s'y est tourné quoique cela ne semblât pas facile après les fourberies de 1867.

En 1873, quand M. de Bismarck vint à l'exposition de Vienne avec son empereur, il se sentit plus curieusement regardé que tendrement accueilli par la population. L'Impératrice s'était enfuie pour ne pas recevoir l'empereur d'Allemagne et il avait fallu la surprendre pour ainsi

dire à sa résidence d'Ischl pour qu'elle consentît à le voir.

Les femmes en Autriche ont plus de divination que les hommes, ce qui arrive quelquefois ailleurs. Marie-Thérèse, au moment du partage de la Pologne, refusa d'abord de signer, répétant : « Impossible que du roi de Prusse vienne quelque chose de bon pour l'Autriche. » La grande-duchesse Sophie ne pardonnait pas 1866.

En Prusse même, une femme, l'Impératrice, eut un jour l'intuition de l'avenir, lorsque parlant de l'homme qui a usé et abusé de tous les gouvernements, de toutes les nations, de tous les partis, elle disait : « Il est le fossoyeur de la dynastie. »

Quel spectre rouge a évoqué M. de Bismarck à Salzbourg? La Russie qui, pour faire diversion au nihilisme, cherchera un dérivatif extérieur en soulevant en Autriche vingt millions de Slaves, l'Italie irrédentiste toujours prête quand M. de Bismarck veut l'agiter, la France « lancée sur la pente du jacobinisme » et où notre cruel ennemi possède tant d'éléments de désordre conscients ou inconscients. Tout cela certainement dans les mains de l'habile escamoteur prit assez de consistance pour faire voir à un politique ou naïf ou soumis comme le comte Andrassy qu'il n'y a de possibilité d'union européenne qu'entre l'Autriche, jetée hors de la Confédération germanique et l'Allemagne, cariatide admirable dont les ro-

bustes épaules soutiennent l'équilibre du monde entier.

Alors il a été facile, l'Autriche-Hongrie persuadée, abusée, de reprendre pour elle l'ancien traité conclu avec la Russie et de faire avec ce vieux cliché de nouvelles conventions que M. de Bismarck paiera avec la seule monnaie qu'il ait jamais à la main et à la poche : l'ingratitude.

Mais l'ingratitude a son danger. Tôt ou tard les griefs oubliés, les outrages dévorés en apparence surgissent dans la mémoire des peuples, l'expérience de l'Autriche en 1866, l'expérience de la Russie plus récente leur prouvent que le prince-chancelier, en les poussant à la guerre, sait qu'il a tout à gagner à la victoire de l'un des deux peuples et qu'il n'a rien à perdre ni dans leur défaite, ni dans la ruine de tous deux.

L'Europe n'a-t-elle pas enfin assez travaillé pour le roi de Prusse? Comprend-elle ce qu'a voulu, ce que veut M. de Bismarck? Les armements de l'Allemagne, l'augmentation de l'effectif qu'elle exige de ses alliés, son emportement lorsque ses adversaires se fortifient, tout cela ne prouve-t-il pas surabondamment à ceux qui ont la passion de la paix qu'il n'y a qu'un danger de guerre européenne : l'Allemagne, et qu'un danger de troubles intérieurs pour l'Italie, la Russie, la France : les procédés de M. de Bismarck?

En tout cas nous croyons avoir démontré qu'une alliance avec l'Allemagne est toujours

une duperie, que le prince-chancelier usera, sans scrupules, sans remords de tromper, de tous les moyens pour réaliser une conception fantastique : l'Allemagne entre quatre mers : celle du Nord, la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique.

Mars 1881

Le rêve du chancelier : Une monarchie de soldats. — Théorie de M. de Moltke sur la guerre. « *Jamais*, dit-il, *l'Allemagne n'a déclaré la guerre.* »

Deux personnages donnent leur avis au commencement de 1881 : M. de Moltke prêche la sainteté de la guerre; le maréchal de Manteuffel la beauté des annexions, les ressorts de l'unité germanique fondée sur le militarisme. Cette unité se perpétue par la haine de l'ennemi héréditaire et l'orgueil de la conquête commune, incessamment remise sous les yeux des confédérés, voilà donc le ressort.

Elle aboutira, si l'histoire prête vie à M. de Bismarck, au rêve collectiviste d'une monarchie de soldats et d'armée sans parlement, sans liberté, sans initiative, caserne phalanstérienne sous la garde d'une aristocratie jalouse et d'une famille souveraine belliqueuse, tel sera l'aspect de la grande Allemagne.

M. de Moltke écrit à M. Blüntschli :

« La paix perpétuelle est un rêve et ce n'est pas un beau rêve. La guerre est un élément de la vie du monde établi par Dieu. Les plus nobles vertus

des hommes s'y développent : le courage et le renoncement, la fidélité au devoir, l'esprit de sacrifice. Le soldat donne sa vie. Sans la guerre, le monde croupirait et se perdrait dans le matérialisme. » Dans cette lettre il demande le moyen d'anéantir rapidement les forces et les ressources de l'adversaire. Il déclare légitime l'extermination d'une population non organisée qui défend son foyer contre l'étranger. Comme développement à cette théorie implacable, la *Semaine militaire* de Berlin affirme, avec un étalage de science barbare, l'utilité de l'esprit d'offensive; elle prône l'escrime à la baïonnette comme moyen certain d'exciter l'amour de la lutte, du sang.

Dans une lettre à M. Goubareff, M. de Moltke dit : « Je vous prie de lire l'histoire de notre siècle, jamais l'Allemagne n'a déclaré la guerre. » Pour M. de Moltke, l'Allemagne n'existant que depuis le couronnement de l'empereur Guillaume, comment explique-t-il l'invasion du Danemark? Quant à la guerre de 70, ç'a été le triomphe de M. de Bismarck de nous provoquer en nous présentant comme les agresseurs.

Septembre 1883

L'Allemagne n'a jamais désarmé, ni cessé de nous craindre. — Nous ne lui fournirons pas le prétexte de nous attaquer.

L'article menaçant de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* ne nous a pas surpris. Nous suivons la politique de M. de Bismarck avec assez de persévérance pour être exempts d'illusion comme de panique. L'Allemagne n'a jamais désarmé; elle n'a pas non plus cessé de nous craindre. Chaque fois qu'elle médite une grande combinaison européenne, elle se retourne avec inquiétude du côté de l'Ouest et lance des provocations, elle essaie de mesurer notre relèvement, résolue à la guerre sans être pressée de la déclarer... Nous n'avons plus la naïveté de croire à l'apaisement des haines allemandes, mais nous savons mieux la valeur de certaines calomnies... Cette fois la menace a pour but de masquer une grande opération diplomatique dont l'objectif est la péninsule des Balkans.

Les plus violentes agressions de la presse allemande dans cette dernière quinzaine ont été réservées à la France.

L'œuvre entreprise par le chancelier en Europe, sous couvert de compléter l'unité de l'empire germanique, est la plus troublante et la plus dissolvante qu'homme d'État ait jamais tentée. Détourner les nations de leurs voies naturelles; paralyser les progrès de la liberté; maintenir tout un continent en armes dans la perplexité constante de guerres imminentes, c'est un jeu que pouvait se permettre jadis un souverain tout-puissant aux heures de lassitude ou de faiblesse des peuples. Il devient dangereux aujourd'hui que les peuples, forts de leurs droits, sont moins enclins à la patience. Trop d'intérêts essentiels, historiques, légitimes, sont lésés par cette domination à outrance pour que la révolte ne jaillisse pas enfin du cœur des opprimés.

M. de Bismarck est trop perspicace pour ne pas voir le changement qui s'est fait dans les esprits et celui plus important qui se prépare. C'est pour cela sans doute qu'il rêve de brusquer le dénouement, mais il s'est trompé s'il a cherché dans une imprudence de la France le prétexte d'une solution violente à défaut de la solution pacifique que sa diplomatie n'a pu lui fournir. La provocation de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* a laissé la France indifférente. Mal renseigné sans doute, M. de Bismarck croyait à l'immobilité des événements et jugeait l'année 1883 d'après 1873.

Novembre 1884

Rapprochement de M. Jules Ferry et de M. de Bismarck. — M. de Courcel est l'instrument de cet accord. — La conférence du Congo et nos premiers sacrifices à l'Allemagne. — L'immigration allemande en Alsace-Lorraine.

Le rapprochement de M. Jules Ferry et de M. de Bismarck offre un douloureux sujet de comparaison avec la campagne électorale des candidats de la protestation en Alsace-Lorraine. Tandis que le vénérable M. Dollfus, à Mulhouse, toujours fidèle à ses sentiments, à ses vœux, à ses espérances, depuis quatorze années; tandis que M. Kablé, à Strasbourg, se prononcent nettement contre tout compromis, c'est de Paris, par-dessus les provinces annexées, que vient la réconciliation avec l'Allemagne.

M. de Courcel, instrument immédiat de cet accord, est l'homme de confiance du chancelier, plutôt qu'un ambassadeur de France. Séduit par les caresses de M. de Bismarck, qui grandit à volonté ses adversaires décontenancés et leur facilite le rôle de renégat en leur exagérant leur

importance, il se flatte d'inaugurer une grande politique, peut-être de marquer une ère nouvelle. Son zèle se déploie gratuitement, car c'est encore une des habiletés de M. de Bismarck de savoir se faire rendre par les hommes ambitieux et médiocres tous les services qu'il attend de leur condescendance.

La conférence du Congo est un prétexte pour démontrer l'étendue de l'amitié qui unit la France et l'Allemagne, dont la guerre de 1870 devait rendre l'alliance impossible. Les petits sacrifices auxquels notre gouvernement consentira au détriment de la mission de Brazza ne sont pas l'objet des préoccupations principales de M. de Bismarck ; mais ils ont le mérite d'attester notre docilité. L'Empire met sa griffe sur le domaine de la République, et celle-ci lui répond par un cadeau de joyeux avènement.

Il est douteux que M. Jules Ferry devine toute la portée des négociations qu'il a entamées. Son espoir empirique, incapable de prévoir à longue échéance, se contente d'avantages personnels et pratiques. Certain que le pays ne saurait se passer de sa dictature, associant avec une fatuité naïve les destinées nationales au souci de sa perpétuité, il a pris des arrangements pour être le candidat préféré de l'Allemagne, lorsque la présidence de la République deviendra vacante. Il est évident que M. de Bismarck servira avec empressement la politique intérieure de l'homme qui a mené

avec la dextérité que l'on sait les Affaires étrangères comme premier ministre. La stabilité du régime Jules Ferry avec application du Kulturkampf est une telle garantie pour nos voisins d'outre-Rhin qu'ils ne lui ménageront pas leur concours.

Quelques initiés assurent pourtant que les deux associés se sont émus du sort de l'Alsace-Lorraine. M. de Bismarck s'irrite d'une invincible résistance qui défie l'intimidation comme la corruption, qui échappe à tous les sophismes, à toutes les intrigues, et ne reconnaît pas plus l'autonomie que l'annexion. M. Jules Ferry est obligé d'avouer que tant de constance est un obstacle. Dans l'intérêt des provinces perdues, il voudrait les délivrer d'une stérile opposition qu'il répudie en leur nom. Aussi a-t-on formé le projet de favoriser l'émigration des Alsaciens en Afrique et de remplacer les émigrés par des familles exclusivement germaniques. Ce serait une double colonisation. Les émigrés allemands occuperaient l'Alsace-Lorraine.

Ce système a déjà été mis en vigueur à Metz où le départ des Français a été suivi de l'arrivée d'innombrables Allemands. C'est même le contingent importé qui a motivé la candidature de l'abbé Jacques contre le député sortant, M. Antoine. Sous couleur religieuse et conservatrice, il était le candidat de Berlin. Mais sa perfide intervention aura le sort qu'elle mérite et le

triomphe absolu de la protestation prouvera une fois de plus que les tentatives d'alliance entre la France et l'Allemagne n'ont pas d'écho parmi nos frères séparés. Ils sont trop renseignés sur les idées et les habitudes de M. de Bismarck pour se figurer qu'une détente soit le prélude d'une réparation. Le chancelier ne renonce à rien et ses compères ne sauraient être que ses dupes.

Il est digne de remarque que le chancelier a déployé pendant ces derniers mois une activité surprenante; il prévoit la fin prochaine de l'Empereur dont les évanouissements répétés inquiètent vivement la Cour. Le prince impérial, qui se refuse à jouer le rôle de comparse auquel on le réduit, s'est retiré sous sa tente et M. de Bismarck se hâte de rendre des services éclatants pour être indispensable au futur souverain. Son dernier succès, la capitulation de M. Jules Ferry, est de nature à consolider la popularité de l'homme d'État qui a su nouer des alliances avec les deux États vaincus sur les champs de bataille de Sadowa et de Sedan. On n'est pas encore revenu à Berlin de l'agréable surprise que cause l'évolution invraisemblable de la politique française.

Décembre 1884

Projet de conférence à Berlin. — Concessions faites à l'Allemagne au Congo. — La conférence de Berlin. — Discours de l'Empereur. — Attitude de M. de Bismarck. — Humiliation d'une entente avec l'Allemagne. — Régime d'oppression en Alsace-Lorraine. — Aggravation des charges militaires. — Suppression de journaux. — Rescrit sur la presse.

La prochaine conférence internationale que M. de Bismarck prépare avec la complicité imprévoyante de M. Jules Ferry n'a rien qui rassure les puissances encore un peu indépendantes vis-à-vis du trop exigeant chancelier.

En serait-il de la conférence de Berlin comme de celle de Constantinople qui précéda la guerre turco-russe de 1877? Elle s'engage dans de fâcheuses conditions. Il n'y a pas de formule de conciliation qui puisse satisfaire à la fois l'Angleterre et l'Allemagne. Si des événements trop cruels ne réduisent pas le ministère Jules Ferry à se tourner encore une fois du côté de l'Angleterre pour se délivrer de la chaîne, il est probable que les combinaisons de M. de Bismarck auront de l'écho à Paris.

M. de Bismarck a cessé sans doute de compter sur le concours bénévole de la France pour épargner les os de ses grenadiers poméraniens, mais il ne renonce pas à former une coalition d'intérêts contre la puissance maritime qui lui ferme les débouchés coloniaux. Le caractère inexplicable des concessions accordées en principe par la France nous oblige à poser une question. Pourquoi M. Jules Ferry a-t-il pris la peine de déranger notre ambassadeur de Berlin s'il se contente de céder ce que nous possédons, s'il s'humilie bénévolement devant une association commerciale qui n'obtient aucun succès sur le Congo, mais triomphe en Europe grâce à notre faiblesse?

On ne comprend pas, lorsqu'une dépêche officielle du Livre Jaune établit les limites de notre protectorat du 5e au 12e degré, que nous reculions tout à coup sans motif et sans excuse. Toutes les prosopopées de la presse officieuse n'empêcheront pas qu'en pleine paix, sans intérêt avouable, nous n'ayons abandonné le domaine que les efforts de M. de Brazza nous avaient acquis.

Est-ce là de la politique coloniale, est-ce là de la politique nationale?

Si l'amitié d'un grand Empire est un bienfait des dieux, la France serait mal fondée à se plaindre de son sort. Les prévenances multipliées de l'Allemagne, ses témoignages officiels de sympathie ne laissent plus de doute sur la réalité d'une entente.

L'Empereur nous fait gracieusement les honneurs de la conférence qui s'est ouverte dans sa capitale. « D'accord avec le gouvernement français, j'ai invité à Berlin les représentants de la plupart des nations maritimes afin de délibérer sur les moyens par lesquels on peut favoriser le commerce avec l'Afrique et le préserver des perturbations résultant des difficultés internationales. »

M. de Bismarck en inaugurant les travaux de cette réunion diplomatique met également la France au premier rang. Il tient à marquer notre assentiment aux vœux de l'Empereur, à établir le caractère intime d'une association au nom de laquelle l'Europe entière est convoquée. Les deux pays marchent donc la main dans la main. Ce que pense M. de Bismarck, M. Jules Ferry le veut et, bien que la réciprocité ne soit pas encore tout à fait complète, il doit suffire à notre bonheur que M. Jules Ferry soit persuadé de la sincérité du chancelier.

Ces compliments étranges, ces rapprochements miraculeux pourraient bien être monstrueux, si nous osions nous demander ce qui nous vaut tant de démonstrations cordiales, tant de politesse témoignée avec un sang-froid sarcastique.

La haine de l'Allemagne est un danger, mais son affection subite alors qu'elle nous redoute moins, dosée pour ainsi dire dans la mesure de notre impuissance, est une cruelle humiliation et

ajoute à une souffrance que nous n'avions pas cru pouvoir être dépassée.

D'ailleurs la condescendance formaliste de l'Allemagne ne l'empêche pas d'appesantir durement sa main sur nos compatriotes d'Alsace-Lorraine. Si l'on compare les progrès de la réaction sous le régime de M. de Manteuffel à ceux de la docilité de M. de Courcel, il est triste d'avouer qu'ils sont inversement proportionnels. Tandis que notre confiance dans les tendresses de M. de Bismarck dicte l'abandon de nos revendications, le statthalter écrase brutalement toutes les manifestations de fidélité aux relations passées, toutes les institutions qui permettent de se souvenir et d'espérer.

A l'heure même où les évolutions de notre politique intérieure l'asservissaient pour la première fois à l'Allemagne, une loi draconienne à l'égard des conscrits alsaciens-lorrains aggravait les charges militaires des provinces conquises. Cet avertissement n'a pas découragé nos ministres fascinés par l'éclat de l'astre de Varzin. Un nouveau pas dans la dictature vient d'être accompli. Trois organes de la presse indépendante suivent dans sa retraite le journal de M. Kablé. Un rescrit, adressé à M. Offmann, conseiller d'État, par le vieux maréchal, observe que la liberté de la presse lui paraît prématurée ; il déplore qu'une partie des journaux n'ait pas répondu à sa confiance et il use des pouvoirs discrétionnaires que

lui confère la loi du 30 décembre 1871 pour supprimer les organes suspects. Si nos gouvernants se flattent de désarmer l'Allemagne, le rescrit suivant qui vient de Strasbourg pourrait dessiller des yeux moins volontairement fermés :

« Il est avéré qu'il y a toujours en Alsace-Lorraine une situation tout à fait particulière qui demande à être prise en considération lorsqu'il s'agit de la presse. Les menées des associations chauvinistes de l'autre côté des Vosges augmentent plutôt qu'elles ne diminuent et le développement du pays dans le sens allemand est compromis lorsque cette agitation trouve un terrain tout préparé dans la population par les excitations de la presse. Peu importe que les feuilles indigènes agitent le pays de concert ou non avec les agitateurs étrangers ; le point décisif est l'agitation elle-même qui ne peut que favoriser les intérêts de l'étranger. »

Ce document est à la gloire des Alsaciens-Lorrains qui ne veulent pas se soumettre. Il sera lu avec une amertume poignante par les Français qui ne sont pas dupes des coquetteries prodiguées à notre ambassadeur.

Puisque nous nous sommes gratuitement mis à la remorque des combinaisons bismarckiennes, il serait au moins temps de prévoir ce qu'elles nous promettent.

Février 1885

La direction des Affaires étrangères est supérieurement organisée en Allemagne. — Discours de M. de Bismarck. — L'Allemagne est entourée de gouvernements amis qui ont intérêt à maintenir la paix.

La direction des Affaires étrangères est supérieurement comprise en Allemagne et tout pays envierait l'admirable fonctionnement de ses services. M. de Bismarck est un homme d'État dangereux parce qu'il a un plan rigoureux, qu'il le suit avec une obstination formidable, qu'il possède à fond l'échiquier européen et qu'il est parfaitement servi par une légion d'agents. Les uns sont secrets, dévoués sans scrupules à la force qui paie, et qui domine l'époque; les autres fonctionnaires, modestes et patients, font honneur à la bureaucratie prussienne. Ce sont des modèles de zèle, d'application et même de capacité dans la sphère des connaissances secondaires. Nous qui négligeons trop cet organe essentiel de nos relations extérieures, qui livrons au hasard de l'administration routinière la marche des événe-

ments les plus graves, qui subordonnons les intérêts primordiaux de la Patrie au caprice ou à la suffisance de tel représentant nommé en échange de sa complicité ou de sa docilité parlementaire, nous voudrions qu'un ministre des Affaires étrangères parlât de son département avec la même passion que M. de Bismarck et de son œuvre avec le même orgueil légitime.

M. de Bismarck, comme s'il voulait endormir toutes les inquiétudes, s'applique à dissiper les soupçons que sa politique extérieure inspire à l'opposition du Reichstag. Répliquant à M. de Windthorst, ému du nombre des ennemis de l'Allemagne, le chancelier s'est lancé dans un dithyrambe idyllique sur la paix et ses chances de durée indéfinie. « Nous sommes entourés d'ennemis, cela pouvait être vrai au commencement de 1870, mais cela ne l'est plus dans notre situation actuelle. Où sont-ils donc, les ennemis qui nous entourent? Je ne vois autour de nous que des gouvernements amis, avec lesquels nous vivons dans la confiance la plus complète. C'est d'amis que nous sommes entourés, de gouvernements qui ont à maintenir la paix le même intérêt que nous... »

Il est hardi d'interrompre les airs champêtres du tenancier de Varzin, mais ses allures tranquilles contrastent trop avec ses déclarations antérieures pour arracher au parlement des accroissements de subsides militaires.

D'ailleurs les inquiétudes que donne par intermittence le bulletin de santé de l'empereur, le grand âge du chef de la famille de Hohenzollern sont de nature à faire réfléchir le chancelier ; son successeur pourrait lui enlever l'hégémonie à l'intérieur et il sait au besoin devenir aussi souple qu'il se montre rogue et cassant quand il est sûr de ses avantages.

Mars 1885

Diviser pour régner, est la devise favorite de M. de Bismarck. — Instabilité de la politique européenne grâce aux combinaisons bismarckiennes.

Depuis dix ans que M. de Bismarck exaspère les peuples de l'Europe, les irritant contre son pays et semant la haine entre eux, le monde en est encore à se demander vers quel but le chancelier s'en va ainsi soufflant la discorde et amassant les colères. Est-ce simplement pour maintenir sa suprématie, son autorité, par jalousie de rester une sorte de directeur des consciences des nations que le chancelier pratique l'antique formule de diviser pour régner? Est-ce par dilettantisme, par orgueil d'un pouvoir que l'on s'habitue à croire illimité? Le jeu de M. de Bismarck est si compliqué, les mobiles de son activité sont si multiples, il mène de front si souvent des projets complémentaires et contradictoires qu'on ne peut guère prévoir quel ami il accablera, quel ennemi il favorisera.

M. de Bismarck, en tout cas, excelle à séparer les peuples pour rester l'arbitre de leurs destinées.

Sa politique est d'autant plus irritante pour eux qu'il fait toujours précéder leur désunion d'une entente préalable, d'une coalition de leurs intérêts. S'il divise pour régner, il commence toujours par unir pour diviser. Nul mieux que lui ne sait rapprocher les nations, les grouper sur un terrain commun, les faire converger vers un but désigné. Puis lorsque l'accord semble résolu, lorsque le résultat poursuivi est prêt d'être atteint, il suscite des difficultés, fomente des querelles, excite des colères, et la rupture devient plus cruelle parce que l'union a été plus proche. C'est ainsi que, tour à tour, il a réuni et séparé l'Autriche et la Russie, l'Italie et l'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre, la France et l'Allemagne, l'Angleterre et la France, que lui-même est tour à tour l'allié ou l'adversaire des grandes puissances européennes.

M. de Bismarck a pu tirer de grands avantages de ce double jeu de bascule. Rien ne dit que les peuples en supporteront toujours les conséquences. L'Europe subit impatiemment cette intervention omnipotente d'un homme dans ses affaires. Elle voit que la paix du monde dépend d'un mot, d'un geste du chancelier. Elle souffre de cette constante incertitude du lendemain, de cette guerre toujours imminente.

Peut-être se familiarisera-t-elle avec l'idée de trancher par les armes les difficultés d'une situation devenue presque intolérable...

1er Janvier 1886

Rapprochement de M. de Bismarck et du prince impérial. — M. de Bismarck et les Polonais. — Skobeleff disait : « *Il repousse les Polonais vers nous, au lieu de les pousser sur nous.* »

M. de Bismarck a compris que le moment psychologique de son règne pouvait finir avec le règne de l'empereur Guillaume et qu'il lui fallait être plus souple avec le prince impérial qu'il avait obstinément tenu éloigné des conseils intimes. Il feint aujourd'hui de le consulter en tout. Ne voulant pas se démettre, en cas d'accident probable, il préfère se soumettre.

Quel sera le nouveau règne? Je crois qu'il tiendra meilleur compte du droit et sera moins fanatique de la force. Le prince impérial est un penseur, la princesse est une philosophe. Ils savent qu'un peuple n'échappe pas indéfiniment aux lois de justice.

Le 28 janvier 1886, M. de Bismarck prononçait des paroles qui auront, à n'en pas douter, de retentissantes répercussions dans l'avenir. Il disait :

« Une Pologne indépendante aboutirait à l'arrêt de mort de la Prusse. »

Si quelque chose peut augmenter la sympathie que les ennemis de la Prusse ont pour les Polonais depuis les persécutions du prince chancelier, c'est à coup sùr une formule aussi tentante.

Les dispositions féroces de M. de Bismarck contre la nationalité polonaise ont déjà eu le résultat de changer le ton de la presse russe et de la presse polonaise vis-à-vis l'une de l'autre. Certes, le chancelier avait prévu que ses ennemis s'attendriraient sur ceux qu'il persécute. Il n'a d'ailleurs persécuté les Polonais que parce que leur inimitié contre la Russie avait faibli. Il a essayé auparavant de faire d'eux ce qu'il appelle des *facteurs* de sa politique, mais irrité d'abord par leur catholicisme, ensuite par leur particularisme, il leur a voué cette haine active qui se sert de tous les moyens et qui, cruelle et puissante, grandit, fortifie ceux qu'elle ne tue pas.

Je me rappelle que Skobeleff à son dernier voyage à Paris en février 1882, alors qu'il fit aux étudiants serbes un discours qui se terminait par cette phrase : « L'ennemi des Slaves et des Russes, c'est l'Allemand », je me rappelle que Skobeleff me disait : « M. de Bismarck heureusement commet une grande faute : il repousse les Polonais vers nous au lieu de les pousser sur nous. Après mon séjour ici, je repasserai par Varsovie et je ré-

chaufferai à la fois l'inimitié allemande et l'amitié russe. »

M. de Bismarck, en faisant de la question polonaise une question de vie ou de mort pour la Prusse, a mis tout homme politique teuton dans l'embarras. Comment dénoncer un projet qui est une garantie pour l'Allemagne? Ce que l'opposition jugeait cruel, digne des temps barbares du moyen âge, devient pour les ministériels « la sécurité suprême ». Les mots prennent une autre signification quand il s'agit de l'existence même de la patrie allemande. Lorsque les partisans du projet de M. de Bismarck, qu'ils appellent entre eux « le lessivage du polonisme », demandent à M. de Windthorst et à ses amis : Voulez-vous que nous germanisions les Polonais ou qu'ils nous polonisent? », des Allemands peuvent-ils répondre qu'ils préfèrent la polonisation?

1er Octobre 1886

M. de Bismarck veut la paix, parce que l'isolement de la France ne peut être réalisé que par la paix.

La fortune de M. de Bismarck est atteinte, non que ses facultés aient baissé, car il n'a jamais déployé plus de vigueur, plus de génie que dans ses dernières campagnes diplomatiques, mais ses échecs viennent de l'abus même de ses incontestables facultés. Il a accumulé, en les escamotant, des difficultés pour l'Allemagne. Le jeu de bascule de sa politique étrangère a fini par fatiguer la chance et l'heure des pertes a sonné.

Le prince de Bismarck veut la paix, cela est certain. Et il perd l'argent qu'il distribue aux reptiles pour en convaincre l'Europe. Le seul but de sa politique étant d'isoler la France, il n'est pas besoin de grande perspicacité pour comprendre que ce but ne peut être atteint que si l'Europe reste en paix.

L'isolement de la France la laisse libre de tout engagement et lui permet de choisir ses alliances. Le moindre conflit entre deux grandes

puissances changera fatalement le groupement des États. Les adversaires placés en face l'un de l'autre chercheront forcément des appuis et toute la finesse de M. de Bismarck ne pourra pas faire de l'Allemagne l'alliée des deux adversaires. Il faudra se prononcer et le combattant abandonné n'aura pas de peine à choisir ailleurs.

Tous les efforts du prince de Bismarck à Gastein comme à Franzensbad n'ont eu qu'un but : calmer les défiances de l'Autriche et les susceptibilités de la Russie. Laisser à cette dernière l'apparence de la liberté d'une marche en avant pour ralentir cette marche à l'aide du frein autrichien. Si le chancelier a réussi pour le moment, c'est déjà un beau résultat.

Novembre 1886

Crainte constante d'une conflagration universelle. — Maintien d'effectifs militaires puissants dans toute l'Europe.

A qui l'Europe doit-elle ce mal irrémédiable qui mine lentement les constitutions les plus solides et conduit à la catastrophe finale les pays les plus riches, voire même les plus économes? C'est à M. de Bismarck. à l'état de guerre latente dans lequel il maintient l'Europe. Ses combinaisons changeantes donnent à tous les gouvernements la perpétuelle crainte d'une conflagration universelle, crainte qui hante les hommes d'État les plus calmes et les oblige à maintenir leur pays en armes. Il n'y a pas un diplomate, pas un gouvernement qui ne s'inquiète d'une approbation de M. de Bismarck, de son laissez-faire plus encore que de son intervention. « Que veut-il cacher, se demande-t-on, lorsqu'il joue au désintéressement? »

Depuis la mort de Napoléon, les guerres ne se prévoyaient plus que de peuple à peuple, les adversaires s'observant, se préparant et n'augmen-

tant leurs ressources de défense qu'en raison des ressources supposées de l'ennemi.

Aujourd'hui que M. de Bismarck, dans l'intérêt de son propre jeu, enchevêtre tous les intérêts internationaux et syndique tour à tour les différents États de l'Europe contre une seule puissance, il faut que chacune prévoie la possibilité d'une lutte contre toutes et épuise jusqu'à ses dernières ressources, pour faire face à un péril sans cesse menaçant. Est-ce à l'est, à l'ouest, au nord ou au midi qu'apparaîtra le danger? M. de Bismarck seul le sait.

Janvier 1887

Les milieux militaires allemands réclament un vote prompt au profit de l'augmentation des effectifs. — Nous pouvons avoir la guerre, même si nous ne la voulons pas. — Le parti militaire allemand n'a pas renoncé à broyer la France. — Une guerre entre la France et l'Allemagne sera féroce et implacable.

Bien des clartés sont sorties du débat sur les nouveaux projets de loi militaire en Allemagne. On s'irritait, dit-on, dans les milieux militaires des lenteurs de la commission chargée de discuter le projet de l'augmentation des effectifs ; les organes de M. de Bismarck répétaient que la durée de ces débats était une honte pour l'Allemagne ; le prince Luitpold évoquait le spectre des pantalons rouges français. Toutes les ressources d'intimidation étaient employées pour faire se hâter la commission : « Tournez-vous vers les Vosges où l'on se presse », répétait le général Bronsart de Schellendorff. Or, le ministre de la guerre allemand sait mieux que personne que l'on ne se presse pas du côté des Vosges, qu'on y désire passionnément la paix dans toutes les classes. Il

y a là une indication que feront bien de retenir ceux qui croient en France qu'on n'a pas la guerre lorsqu'on ne veut pas l'avoir. Il y a en Allemagne un parti militaire qui n'a pas renoncé à broyer la France.

Quelques jours plus tard, en février 1887, le chancelier prédira « qu'une guerre entre la France et l'Allemagne sera féroce et implacable ».

1[er] Mars 1887

Élections protestataires en Alsace-Lorraine. — La France, attaquée brutalement, vendrait si chèrement sa vie qu'on ne pourrait la lui prendre.

Le statthalter d'Alsace-Lorraine, prince de Hohenlohe, a fait placarder cet avis à la porte des salles de vote : « Encore une fois, songez à votre amour pour votre patrie l'Alsace-Lorraine. Sachez que la réunion des anciens territoires allemands à l'empire d'Allemagne est irrévocable. Elle ne pourra cesser qu'avec l'existence même de l'empire d'Allemagne. »

Les élections ont prouvé que l'Allemagne n'a rien gagné en influence.

« M. de Bismarck s'irritera-t-il d'un tel résultat? Essaiera-t-il plus cruellement de briser cette résistance ou pensera-t-il que moins il est facile de dompter deux provinces, plus il sera facile d'en dompter quatre? Que se passerait-il si M. de Bismarck croyait avoir un intérêt à la guerre? Que

serait-ce si cette guerre faisait courir à l'Allemagne un seul risque de défaite ? La France attaquée brutalement, sans avoir fourni un seul prétexte, se défendrait jusqu'à la mort et vendrait si chèrement sa vie que peut-être on ne pourrait la lui prendre.

Mai 1887

M. de Bismarck polémiste : Il accuse la diplomatie russe d'avoir livré la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche. Son audace et ses mensonges sont stupéfiants!!! — M. de Bismarck veut faire de l'Autriche une grande puissance slave.

M. de Bismarck est le grand pourvoyeur de la presse ; il peine à l'occasion pour l'alimenter de copie, il la fournit en tous genres : nouvelles à sensation, reportage indiscret, petits papiers, provocations, excitations à la haine des peuples les uns contre les autres. Mais la polémique est son genre de prédilection : violent dans l'attaque, prompt à la riposte, impitoyable pour son adversaire qu'il choisit d'ordinaire très à propos, chargeant à fond avec toute l'artillerie de toutes ses connaissances diplomatiques, le chancelier d'Allemagne est un polémiste terrible quand il provoque et harasse un adversaire.

Sa dernière campagne est contre la diplomatie russe. C'est stupéfiant : le manipulateur du congrès de Berlin accuse la diplomatie russe d'avoir livré la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche ! Ce sont

les Russes qui ont supplié l'Autriche de les mettre hors des Balkans ! ! !

Depuis dix ans M. de Bismarck a machiné des événements pour faire de l'Autriche une grande puissance slave, mettant tout en œuvre pour pousser l'Autriche dans les Balkans, cela pour se venger de la Russie et de son intervention en notre faveur en 1875. Il tient entre ses mains les éléments d'un conflit entre l'Autriche et la Russie et il en use comme d'un épouvantail.

C'est tellement monstrueux d'avoir fait de la Bulgarie l'ennemie de la Russie ! Voilà le plus grand crime de M. de Bismarck. Mais la justice se fera...

Katkof a protesté avec indignation dans la *Gazette de Moscou* et de haut en donnant des preuves.

Ce qu'on pourrait écrire sur le Congrès de Berlin, sur la faiblesse de la Russie, sur sa confiance, sur Ignatieff, sur le traité de San Stefano, sur Bismarck arrachant le prix de la victoire russe pour le livrer à l'Autriche sa cliente !

Juillet 1887

Jamais l'Alsace-Lorraine ne deviendra allemande. — L'affaire Schnaebelé. — Campagne financière contre la Russie.

Je le dis à M. de Bismarck sans espoir de le convaincre : « Jamais ni l'Alsace, ni la Lorraine, ne deviendront allemandes. » L'affaire Schnaebelé, les persécutions en Alsace ont ramené dans nos esprits les possibilités de la guerre. On commence à en avoir assez des provocations allemandes.

Même procédé contre la Russie. M. de Bismarck croit parvenir à la mater par la menace.

En 1884-85, les reptiles, la presse officieuse, soutenaient le crédit russe. Aujourd'hui, c'est un abatage. C'est une campagne financière recouvrant l'autre contre la Russie et la France.

La diplomatie russe habituée à se courber à Berlin pourrait bien un jour se redresser et M. de Bismarck avoir à lutter contre la Russie et la France unies. Il cherche à exalter les haines de l'Allemagne contre ces deux nations pour l'habituer peu à peu à la nécessité d'une guerre

qu'il désire de tous ses vœux et appelle par tous les moyens en son pouvoir.

Car comment expliquer — à moins d'admettre qu'il ne soit fou — qu'il excite des peuples voisins et puissants contre son propre pays? A moins que ce ne soit par pur plaisir, par je ne sais quelle passion de tyran du bas Empire de jouer avec le danger, il est impossible de trouver une autre raison à ses agissements que la préparation de l'opinion allemande « à la guerre d'extermination ».

Katkof, comme Skobeleff, comme Aksakof, dévoué à la cause slave, dans des articles admirables, pages d'histoire définitive, expliquait les raisons qu'avait la Russie d'être simplement russe et dénonçait le rêve de l'homme de Varzin de gouverner le monde.

Septembre 1887

Ingérence de M. de Bismarck dans toutes les affaires européennes. — La corruption est son arme, l'idéalisme son ennemi. — Le prince Ferdinand de Cobourg quitte l'armée hongroise. — Les bons offices trompeurs de M. de Bismarck. — L'empereur Alexandre III ne se laisse pas prendre aux artifices de la politique bismarckienne. — La visite en Danemark.

Attirer avec un rayon de miel frelaté l'ours du Nord dans les cavernes où il devait laisser un morceau de sa peau. Exciter ou l'instinct batailleur ou la vanité du coq gaulois, attacher à une ficelle qu'il tire à volonté quelque oiseau déplumé pour allécher l'aigle autrichien, promettre la lune au croissant turc, donner un os africain à dévorer à la louve romaine, prouver aux trois léopards anglais que leurs griffes sont intactes, telle était la besogne journalière du chancelier; il fait plus : il perpètre la matérialisation de l'esprit européen. « Corrompre, corrompre pour qu'il en reste quelque chose », pourrait être sa devise. Aussi s'applique-t-il à détruire la puissance idéaliste partout où il la rencontre, parce que cette puissance

est la seule qui puisse triompher de la force.

Protée de la politique européenne, il n'y a pas d'eau qu'il ne trouble, de question qu'il ne soulève, d'agitation qu'il n'entretienne, d'imbroglio qu'il n'embrouille, de tyrannie qu'il n'exerce, d'impasse où il n'accule alliés ou ennemis.

L'Autriche est sa gent taillable et corvéable : il la lance ou l'immobilise tour à tour, il la découvre ou lui impose silence à son gré, il la sacrifierait tout entière, le cœur léger, là où il ne sacrifierait pas un soldat poméranien.

Le chancelier a essayé un moment de faire croire à l'Europe qu'il blâmait hautement l'équipée du fils de la princesse Clémentine, mais était-il admissible, dans l'état soumis et suggestif où est le gouvernement de Vienne vis-à-vis de la chancellerie allemande, que le prince Ferdinand de Cobourg ait pu donner sa démission de l'armée austro-hongroise dans le moment même de ses pourparlers avec Natchewitch, qu'il ait pu s'engager avec la Régence, laquelle faisait faire ostensiblement la place à Vienne pour caser la principauté bulgare? Est-il possible que toute cette intrigue politique ait abouti sans que M. de Bismarck ait réussi à la prévenir, à l'empêcher? Non, il n'y avait que deux ou trois diplomates russes qui pussent être assez naïfs pour le croire et pour se contenter des roulements du tambour que battait la presse allemande afin de cacher l'exécution de l'influence russe en Bulgarie par l'installation de

Ferdinand Ier à Sofia. A quoi sert donc l'expérience? N'est-ce pas par la promesse de ses *bons offices* que M. de Bismarck a été si cruel à la Russie au congrès de Berlin? N'est-ce pas par l'engagement signé de ses *bons offices* que le prince chancelier a encouragé l'Angleterre à pousser le prince de Battenberg au coup d'État de Philippopoli? N'est-ce pas en affirmant la sincérité de ses *bons offices* que l'Allemagne a voulu attirer la Russie dans le traquenard bulgare? M. de Bismarck s'est dit : « Ou la Russie triomphera en Bulgarie et elle le devra à mes *bons offices* et je serai alors le maître de dépecer la Turquie à mon gré, de faire le morceau petit à l'ours du Nord, petit à l'aigle autrichien et à moi la part du lion; ou la Russie s'empêtrera à fond et je serai libre d'achever la France. »

L'empereur Alexandre III pour ne pas s'être laissé prendre aux artifices d'une politique devenue grossière par la répétition des mêmes procédés, entouré qu'il est de certaines influences qui n'ont été éclairées ni par le Congrès de Berlin, ni par la Triple Alliance et qui dirigent leur pays vers les mêmes pièges, l'empereur Alexandre doit chercher ses inspirations là où M. de Bismarck ne peut atteindre : dans les sentiments de son peuple et dans l'élévation de son âme. On peut juger de l'influence croissante du Tsar, de sa popularité, de l'approbation unanime qui suit ses actes, par l'enthousiasme religieux avec lequel la

fête d'Alexandre III a été célébrée cette année en Russie. Jamais, il est vrai, la grande nation n'a été gouvernée par un empereur plus national et à aucune autre époque elle ne s'est sentie en accord plus parfait avec celui qui la gouverne.

Beaucoup de gens se sont inquiétés du séjour du Tsar en Danemark à ce moment « psychologique ». Ceux pour qui la prospérité de la Russie est souhaitable doivent s'en applaudir.

Les entretiens de l'Empereur avec le souverain d'Europe qui a le plus de clairvoyance et de sagesse, avec sa belle-mère la reine Louise, la paix de la famille ne peuvent être que favorables pour éclairer Alexandre III sur les malfaisantes et sataniques combinaisons du chancelier de fer. La France qui souhaite à la Russie à la fois deux puissances : la grandeur morale et la grandeur nationale, voit avec confiance l'Empereur goûter un repos bienfaisant dans le Danemark si patriote qui n'a point oublié, lui non plus, son Alsace-Lorraine ! M. de Bismarck parle dans le vide quand la Russie ne consent pas à lui faire écho. Les mille et un conseils aussi variables que « désintéressés » que le prince-chancelier a pris la peine de faire donner au Tsar par la presse berlinoise dans la question bulgare lui sont revenus comme certain crachat proverbial jeté en l'air. Les instances de M. de Bismarck, ses menaces, ses nouvelles, ses démentis, son affabilité, ses dénonciations, enfin ses derniers efforts

pour amener une conjonction d'astres avec l'empereur Guillaume et l'empereur Alexandre n'ont abouti qu'à sa confusion. Le Tsar, ne pouvant douter que le refus de Vienne d'adhérer à la mission Ehrenroth ne fût inspiré par M. de Bismarck, eut une fois de plus la preuve de ses trahisons dont le travail constant est d'égarer la Russie, de l'acculer à des situations fausses qui compromettent sa dignité, l'énervent et peuvent lui faire perdre sa plus sérieuse garantie : le sang-froid du Tsar.

Aussi la *Norddeutsche Zeitung* résume-t-elle ainsi l'état de froideur des relations entre Berlin et Saint-Pétersbourg :

« La force politique allemande consiste dans sa complète indépendance vis-à-vis de la Russie comme des autres puissances. Aucun motif n'oblige donc l'Allemagne à rendre des services à la Russie avec l'espoir d'obtenir des compensations.

« L'Allemagne n'a pas besoin d'un certificat de bonne conduite de la Russie. »

Novembre 1887

L'amitié du chancelier est malfaisante. — Organisation nationale des populations slaves de l'Autriche-Hongrie. — L'Autriche obligée par ses armements de dépasser ses ressources budgétaires. — Avènement prochain du prince Guillaume, ennemi de la France et de la Russie.

M. de Bismarck est le génie mauvais qui, par sa politique intérieure uniforme, tyrannise, épuise tout ce qui recèle un germe d'indépendance ou contient un élément de richesse. Attila moderne, il stérilise tout ce que sa pensée a touché. Malfaisant à l'intérieur, néfaste à l'extérieur, le chancelier n'a jamais cherché, ni poursuivi, ni appelé, ni provoqué, ni voulu le bien. Il est fatal à ceux qu'il inspire ou qu'il domine. Nous savons ce que nous valent sa duplicité sous Napoléon III, sa haine pendant la guerre, ses conseils depuis. La Russie connaît la mesure des dangers de son influence. Quel avantage, depuis la guerre du Danemark et y compris les intrigues bulgares, l'Autriche a-t-elle jusqu'ici tiré de son alliance?

La Russie de M. de Giers et la France de M. Jules Ferry ont souffert de l'amitié de M. de

Bismarck ; les autres puissances s'apercevront plus aisément peut-être des dangers de ses bons offices.

Si un rapprochement entre le chancelier et M. Ferry a porté malheur à ce dernier, il a suffi à la Russie de se maintenir en expectative pour porter malheur à M. de Bismarck, quoiqu'il ait déclaré bien haut qu'il n'avait rien à attendre du Tsar et qu'il était on ne peut plus facile à l'Allemagne de se passer de la confiance de la Russie. La simple retraite de la diplomatie russe a fait un tel vide dans les combinaisons bismarckiennes que le chancelier a comblé l'abîme avec tout ce qui lui tombait sous la main, et qu'il a remplacé aujourd'hui la qualité par la quantité.

A mesure que la politique extérieure de l'Autriche est plus inféodée à l'alliance allemande, les populations slaves, dont la terreur est la germanisation, cherchent à lui échapper par une organisation nationale qui leur permette de lutter contre une absorption détestée.

Donc, si les populations slaves de l'Autriche-Hongrie ne se révoltent pas contre l'influence allemande, c'est parce qu'elles se fortifient dans des droits destinés à s'exercer contre l'influence allemande. Or, à mesure que M. de Bismarck réalise une partie de ses vœux, et, grâce à ses plus savantes combinaisons, engage l'Autriche dans une politique un peu plus slave en Bosnie, en Herzégovine, en Serbie, en Bulgarie, il ajoute une

pierre à l'édifice de la puissance slave passionnément anti-allemande. Plus son alliance avec l'Autriche se resserre, et plus la politique extérieure de M. de Kalnoky triomphe, plus le comte Taffe et la politique intérieure d'Autriche se fait nationaliste, c'est-à-dire anti-allemande.

L'obligation d'être armé comme doit l'être un pays qui a l'honneur d'être l'allié de la formidable Allemagne force l'Autriche à dépasser la mesure de toutes ses ressources budgétaires.

Selon son procédé habituel, M. de Bismarck n'a associé l'Italie à l'alliance austro-allemande qu'au moment où la péninsule ne pouvait entrer sincèrement dans cette alliance. C'est ainsi qu'il avait fait l'alliance austro-russe, quand l'Autriche était poussée par lui-même à travailler contre les Russes en Bulgarie.

Le sort de l'empire des Tsars, fixé par les intrigues bismarckiennes, est aussi le sort de la République française, de l'Italie hostile, de la Suisse rendue soupçonneuse, de l'Espagne excitée contre nous, de la Belgique circonvenue, de la Hollande inquiète d'elle-même.

Un fait nouveau s'ajoute aux menaces latentes de l'Allemagne contre la Russie et contre la France : c'est l'importance que les événements donnent au prince Guillaume, ce jeune guerroyeur à tous crins, cet ennemi ostensible de la France et secret de la Russie, « qui mettrait volontiers sur la même bouche de canon la race slave et la

race latine » ; ce partisan cynique de la « guerre d'extermination ». La maladie dangereuse du prince impérial, la caducité croissante de l'Empereur semblent rendre prochain l'avènement du petit-fils du vainqueur de l'Autriche et de la France. M. de Bismarck est prêt à cette éventualité qu'il entrevoit depuis longtemps, et pour laquelle il a tout réglé. Il sait que, comme don de joyeux avènement à cet empereur et au parti qui l'acclame, il faudra la guerre.

Décembre 1887

Mentir est le dogme bismarckien. — L'Allemagne depuis ses victoires n'a pas cessé d'ajouter à sa puissance militaire. — La solidarité austro-allemande.

Mentir à chacun et à tous, faire mentir, tel est le dogme bismarckien. Une semaine avant la guerre d'Autriche, le roi de Prusse écrivait à l'archiduchesse Sophie : « Nous ne vous attaquerons pas. » Peu de jours avant la guerre de 1870, si mathématiquement préparée, ce même roi feignait la crainte des imprévus de cette guerre, et, plus tard, déclarait n'y avoir été contraint que par l'insulte. Dans son dernier message au Reichstag, alors que la *Post*, journal des indiscrétions de M. de Bismarck, nous avertissait dans un style très noble, très poétique et de très grand goût, « que le soleil de guerre austro-russe apparaissait déjà à l'aurore du ciel », dans ce message, dis-je, l'empereur Guillaume, toujours sincère, apprenait à l'Europe combien est étrangère au caractère allemand la pensée antichrétienne de tomber à l'improviste sur des voisins sans défense.

Pardon, Sire, mais l'Allemagne a-t-elle depuis ses victoires cessé un seul instant d'ajouter à sa puissance militaire sous toutes ses formes? A-t-elle négligé une seule occasion d'obliger l'Autriche, son alliée, à tout sacrifier à ses armements? Et, par contre, cette Allemagne et le chancelier qui la personnifie plus que Votre Majesté, n'ont-ils pas employé tous les moyens d'intimidation connus et à connaître pour empêcher la France et la Russie de se mettre en état de légitime défense?

« J'arme et j'armerai, sans trêve, sans repos, répète l'Allemagne. Je veux devenir une force militaire telle que je puisse au besoin faire échec à l'Europe entière coalisée, mais je n'admets pas que mes pires ennemis eux-mêmes puissent me soupçonner de vouloir la guerre. » Aussi lorsque la Russie, lorsque la France, visées les premières par ces armements formidables, prennent des mesures timides pour se garer de l'avalanche, les feuilles reptiliennes sifflent de toutes leurs voix que les deux peuples menacés préparent et désirent la guerre, tandis que l'Autriche et l'Allemagne sont les pivots de la paix.

Si, au moment où l'écho des paroles de MM. de Kalnoky et Andrassy aux Délégations retentissait comme un défi dans tout l'Empire du Nord, l'empereur Alexandre, pour calmer les appréhensions légitimes de son peuple, avait cru devoir envoyer quelques régiments de cavalerie à une

frontière déjà menacée politiquement et qui, d'un jour à l'autre, pouvait l'être militairement, y aurait-il là quelque chose d'extraordinaire? La Russie trouve partout la preuve des dangers que lui fait courir la Triple Alliance et il faudrait qu'elle fût bien imprudente si elle n'essayait de se garer.

L'article de la *Nouvelle Presse libre* de Vienne (dont la France, hélas! a vu s'accomplir pendant la guerre de 1870 tant de prédictions) contenait la semaine dernière des avertissements que le Tsar ne doit pas négliger de connaître sur la solidarité austro-allemande. Il est vrai que du jour au lendemain les feuilles viennoises les plus grondantes se sont tues comme par enchantement (ou par ordre) et que les nuages amoncelés se sont fondus en une grêle de louanges sur toute la Prusse.

1er Janvier 1888

Fausseté, imposture de la diplomatie bismarckienne. — Nouvelle loi militaire allemande. — 400 000 hommes de plus sous les armes. — Dispenses accordées aux industriels et commerçants allemands établis à l'étranger. — Indications qui doivent éclairer la France. — Nécessité pour la Russie d'armer ses frontières menacées. — M. de Bismarck a mis l'Autriche sur le chemin de la Russie en Orient. — L'Autriche a tout à perdre dans une entente avec l'Allemagne. — L'Allemagne se servirait de l'Autriche comme d'une enclume sous le marteau russe. — L'Autriche aurait tout à gagner à une alliance avec la Russie dans les questions d'Orient. — M. de Bismarck n'a cessé d'être fatal à l'Autriche. — M. de Bismarck veut la guerre. S'il la retarde, c'est pour la rendre plus terrible. — En Europe les armements à outrance ont quadruplé les impôts. Cette lourde charge empêche l'industrie et le commerce de lutter contre la concurrence américaine. — Résultats de la politique bismarckienne en Orient. — Maintien de l'occupation de l'Autriche en Bosnie-Herzégovine. — La question bulgare.

L'état de servage moral dans lequel le chancelier de l'empire allemand maintient l'Europe devient de plus en plus cruel, de plus en plus humiliant et surtout de plus en plus vulgaire.

Ces algarades, ces « drames » d'un diplomate qui trompe et qui accuse les autres de tromper, cette situation de « lapin qui a commencé », imposée tour à tour aux grands États de l'Europe, infligent aux relations des peuples entre eux, aux débats soulevés dans tous les pays par des accusations fausses, un manque de dignité qui révolte. Si l'on ajoute à cela les brusques retours de bienveillance du « maître de la terre et des eaux européennes » pour ceux qu'il injuriait la veille, on peut dire sans crainte d'être démenti que le tyran de Varzin a fait passer alternativement tous les patriotes de toutes les nations par la colère ou par l'écœurement.

J'appelle de tous mes vœux ardents l'historien qui, prenant l'œuvre diplomatique de M. de Bismarck, se contentera de grouper intelligemment les dénégations et les contradictions qui résultent de ses affirmations. Il dégagera de l'ensemble de cette œuvre de telles preuves d'imposture accumulée, un tel mépris du choix des moyens, une si grande haine de tout droit que, si la puissance d'intrigue de M. de Bismarck en est mieux encore affermie, l'artificielle grandeur que la crainte des uns, et l'aveuglement des autres, prêtent à son caractère et à sa figure, en sera pour toujours détruite et toute trace à tout jamais effacée.

Ce n'est pas sans motif qu'un bruit sourd encore commence à circuler : le grand Bismarck baisse.

L'écho s'en est répandu jusqu'aux confins des terres moscovites. Il a pris naissance aux rives de la Seine où flotte l'esprit irrespectueux d'une race légère dans une ville babylonienne.

Puisque M. de Bismarck baisse, naturellement il se répète. Aussi lorsque l'accusation de préparer la guerre a été lancée contre la Russie comme elle l'avait été contre la France au moment du vote du septennat, s'est-on immédiatement demandé : « Quelle nouvelle loi militaire veut donc faire voter le chancelier? » C'était celle qui prolonge de sept années le service des Allemands dans la landwehr de 32 à 39 ans et qui reporte de 42 à 45 ans le service du landsturm. Cette loi donne à l'Allemagne 400000 hommes de plus et dote le budget actuel de 150 millions de mark de dépense, après un premier déboursé de 250 millions, comme mise en œuvre, sans compter l'habillement, l'équipement d'une pareille force.

En passant, je ferai remarquer l'un des côtés instructifs du projet bismarckien : c'est que les industriels et commerçants établis à l'étranger n'auront qu'une déclaration à faire à leur consul pour être dispensés de l'appel des réserves. Voilà une prime sérieuse à la germanisation des peuples voisins.

Une pareille faveur décidera bien des gens a quitter l'Allemagne pour exercer leur petit commerce et leur honnête industrie à l'étranger. Comment M. de Bismarck qui gémit tant sur

l'émigration du peuple allemand des campagnes, lequel fuit la rigueur du service militaire, encourage-t-il l'émigration des commerçants? Je crois le deviner : c'est que le commerce et l'industrie qui seront exonérés de service se rattacheront surtout au reptilisme.

Je reviens à la loi militaire du chancelier. Est-ce que, elle seule ne suffirait pas à légitimer toutes les mesures prises par la Russie afin de se *garer* de la terrible passion de l'Allemagne pour la paix, car il est bien affirmé, sinon entendu, que plus la Prusse arme, plus elle prouve qu'elle est pacifique.

Ce qui exaspère « l'homme de paix », c'est le calme de la Russie; l'Empire du Nord sait ce que peuvent tenter ses alliés d'hier, ses adversaires d'aujourd'hui, ses ennemis de demain. Il craint leur bonne grâce présente plus encore que leur bonne grâce passée.

Le Tsar agit librement dans son indépendance acquise au prix de bien des périls et qu'il est résolu à garder. Il use de son droit légitime d'armer en face des armements de l'Allemagne et de ses excitations à l'armement de l'Autriche.

Il essaie, quoiqu'un peu tard, de pourvoir à la sécurité de ses frontières menacées, et il croit avec raison qu'il a le devoir de maintenir les effectifs russes dans des proportions équivalentes aux effectifs de ses voisins.

La « Ligue de la Paix » est armée jusqu'aux dents, dit le *Journal de Saint-Pétersbourg*. Après cette constatation, un fait s'impose, c'est que la Russie s'arme à son tour jusqu'aux dents.

M. de Bismarck, en poussant l'Autriche vers l'Orient, l'a mise sur le chemin de la Russie. Elle ne le quittera plus. Le gouvernement de Vienne a commis une première faute. Il pourrait même en commettre une seconde. N'y a-t-il pas place en Orient pour deux influences à condition qu'elles ne soient pas ennemies? Si l'Autriche faisait de la politique de prévision, elle aurait déjà compris qu'elle a tout à gagner à une entente avec la Russie et tout à perdre, victorieuse ou vaincue, à une entente avec l'Allemagne.

M. de Bismarck poursuit, à travers tant de ruses, l'humiliation de la Russie depuis le Congrès de Berlin! S'il s'efforce par tous les moyens d'empêcher sa réorganisation militaire, ce n'est certes pas pour ajouter à l'influence et à la puissance de l'Autriche. Il traite l'Empire des Habsbourg avec la désinvolture d'un vainqueur qui daigne s'associer au vaincu et consent à s'en servir comme enclume sous tous les marteaux; mais il ne montre jamais à l'Autriche le respect auquel a droit une alliée et une égale. Comment se peut-il qu'on soit assez aveugle à Vienne pour ne pas se rendre compte des intrigues flagrantes du chancelier? En quinze jours la presse alle-

mande lance l'Autriche sur la Russie par des révélations exagérées sur des mouvements de troupes en Pologne, puis elle calme l'effervescence et la qualifie de dangereuse; mais voilà que l'opinion autrichienne s'apaise aussitôt et que les organes bismarckiens affirment qu'en cas de guerre la monarchie des Habsbourg peut compter sur l'Allemagne. Quand l'Autriche est à la fois réexcitée et réconfortée, le chancelier laisse entendre que l'Allemagne pourrait bien se désintéresser d'une guerre où les intérêts orientaux et l'indépendance bulgare seraient seuls en jeu! Si un peuple ne s'affole pas au milieu d'aussi énervantes alternatives, avouons qu'il a une organisation spéciale.

Alliée à la Russie pour le règlement de la question orientale, l'Autriche ferait une politique autrement désagrégative mais en même temps reconstitutive. Il y a place en Orient pour l'influence des deux empires voisins, pour la Serbie indépendante, pour la Roumanie libre, pour les deux Bulgaries réunies et plus loin, pour la Grèce agrandie.

La Turquie consent à mourir à date éloignée mais le plus doucement possible. L'Autriche et la Russie alliées parviendraient à lui éviter les affres de la fin. L'Allemagne ne peut en Orient qu'être nuisible à la Russie et à l'Autriche, à moins qu'elle ne le soit à toutes deux en même temps. Quel intérêt a donc la monarchie austro-

hongroise à réaliser les vœux de l'Allemagne, à la faire, par ses sacrifices, plus puissante et par conséquent plus tyrannique en Europe ?

M. de Bismarck n'a cessé d'être fatal à l'Autriche. Il l'a épuisée par la guerre, endettée par les armements; il en mine toutes les bases économiques par sa lutte industrielle et commerciale.

Le chancelier d'Allemagne est un barbare. Dans cette Europe où tant d'intérêts s'enchevêtrent, il agit avec la brutalité d'un chef de tribu. On dirait, lorsqu'il lance ses menaces de guerre, qu'il suffit aux peuples de ramasser leur bétail, de plier leurs tentes, de perdre leurs moissons. Commerce, industrie, affaires internationales, richesses publiques, il risque tout pour faire céder une résistance à l'un de ses caprices.

L'histoire a connu des tyrans qui régnaient par la terreur et la dévastation sur un peuple, sur deux, sur dix.

Le XIX^e^siècle aura connu un tyran *continental*. Et pendant que M. de Bismarck travaille à la perte de l'Europe, l'Amérique et l'Asie produisent et nous guettent.

M. de Bismarck, qui veut la guerre, trouve une sorte de volupté à la retarder, pour la rendre plus terrible et plus générale; chaque retard qu'il y apporte est une puissance d'extermination qu'il y ajoute, soit par une alliance, soit par un nouveau contingent d'hommes.

L'orage vient où on l'appelle, disaient les

anciens. Le chancelier d'Allemagne sonne de la trompe pour l'attirer.

C'est à lui que nous devrons toutes les plaies sociales et nationales de la vieille Europe; ses armements à outrance ont quadruplé l'*impôt*. Le commerce, l'industrie, obligés d'y fournir, n'ont pu lutter contre la concurrence américaine et asiatique que la dette à servir n'accable pas. Un palliatif insuffisant est devenu nécessaire à l'état de choses créé par les armements : la protection. Or la protection porte d'abord sur les objets de première nécessité; avec la protection, la vie à meilleur marché devient impossible.

Le peuple souffre alors par les impôts du sang et par ceux du pain et il devient l'ennemi des institutions qui l'accablent.

Militarisme, protectionnisme, socialisme anarchique sont les trois termes complémentaires de la ruine imposée à l'Europe par le chancelier d'Allemagne. Les solutions sociales ne sont plus en la possession de M. de Bismarck qui en a faussé toutes les possibilités. La guerre peut être retardée, remise dans un délai plus ou moins long. Il est possible que nous voyions encore l'Autriche et la Russie prises à quelque piège bismarckien; mais si le Tsar a cessé de consentir au rôle de dupe, qui sait s'il ne sera pas révélé à l'empereur François-Joseph que Dieu l'eût conduit en sens inverse dans la voie où M. de Bismarck le mène.

Il faut que M. de Bismarck vive pour assister au mal qu'il a fait. A l'intérieur il a commencé à compromettre le prince impérial en le mêlant à la publicité de notes hypocrites et révoltantes sur la santé du Kronprinz.

Le congrès de Berlin a-t-il, oui ou non, donné la preuve que le chancelier de l'empire allemand tenait à laisser grande ouverte à toutes les complications la porte de l'Orient?

Le maintien de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche après la guerre turco-russe n'a-t-il pas été pour la Russie une seconde preuve de la volonté de M. de Bismarck de faire des Habsbourg, en Turquie, des sentinelles avancées, ennemies des Romanoff?

La conduite de l'Autriche en Bulgarie alliée de l'Allemagne et de l'Allemagne conseillère de l'Autriche, a été si néfaste à l'influence russe, qui pourtant était si légitime, et conquise par de tels sacrifices, qu'une rupture définitive entre les trois grandes puissances en est résultée, et que soulever, ou discuter aujourd'hui la question bulgare, c'est vouloir la guerre.

« N'en parlons pas! » est le mot d'ordre de la diplomatie austro-russe.

Le traité de San Stefano fermait, pour un grand nombre d'années, l'ère des troubles balkaniques. La preuve en est que les troubles ont grossi dans le lit creusé par M. de Bismarck. L'empereur Alexandre craint, avec tant de rai-

sons, la duplicité bismarckienne que, même après la révolution de Philippopoli, il s'est maintenu sur le terrain du traité de Berlin, préférant les risques déjà courus à tous les dangers que l'Allemagne, dans un remaniement de ce traité, peut faire courir aux droits et à l'influence de la Russie.

La Bulgarie reste donc à portée de la main de M. de Bismarck. Il en a chargé toutes les mines, il en tient toutes les mèches, et, quand il voudra la faire sauter, elle sautera.

Ce qui est le plus extraordinaire au milieu de toutes ces contradictions, c'est l'acharnement des journaux austro-allemands, anglais, italiens, à vouloir que l'empereur Alexandre formule de nouvelles propositions à l'Autriche à propos de la Bulgarie.

Tant que M. de Bismarck ne prendra pas l'initiative d'une proposition nettement formulée aux puissances en faveur du maintien pur et simple de ce congrès de Berlin, accepté et défendu par le seul État auquel il a été défavorable et nuisible, par la Russie, la situation politiqne de l'Europe sera précaire et livrée au redoutable inconnu des combinaisons bismarckiennes.

Le chancelier de l'Empire allemand a imposé le traité de Berlin au tsar Alexandre II ; il peut, le jour où il le voudra, imposer le maintien de ce même traité à l'empereur François-Joseph. Ce serait là un moyen de démentir la question des

pièces falsifiées, au moment du départ d'Autriche, et de l'arrivée en Bulgarie du prince Ferdinand; moyen bien plus certain que les serments répétés des feuilles allemandes sur la sincérité bismarckienne.

15 janvier 1888

Un incident à notre frontière sera le prétexte d'une demande de 228 millions de marks pour les équipements et armements militaires.

J'ai répété cent fois qu'il n'y a rien de plus absurde que de faire de la politique extérieure avec la politique intérieure. M. de Bismarck possède l'amitié des radicaux italiens, pourquoi les libéraux français ne rechercheraient-ils pas l'amitié de leurs voisins catholiques? Les ennemis de nos ennemis du dehors doivent toujours être nos amis.

Il faut aujourd'hui plus que jamais lutter sans trêve, avec toutes ses ressources, contre M. de Bismarck, car il devient de plus en plus inquiétant. A force d'*emmagasiner* le danger avec des forces qui croissent et se multiplient, il augmente la possibilité du danger et l'augmente pour ainsi dire à chacun de ses actes. Le chancelier de l'empire allemand rappelle avec sa puissance militaire cet Encelade que Jupiter avait enfermé sous l'Etna et

dont j'apprenais l'histoire en quatre vers dans mon enfance :

Quand par hasard il éternue,
Un volcan embrase les airs ;
Et quand par hasard il remue,
Il met la Sicile à l'envers.

M. de Bismarck dispose d'une force de désagrégation incroyable. Cinq lignes dictées par lui peuvent causer la ruine d'un empire. La plus grotesque des nouvelles, la plus invraisemblable des affirmations, l'énormité la plus cocasse lancée par la *Koelnische Zeitung*, la *Gazette de Cologne*, ou par l'une des vingt officines dans lesquelles le chancelier triture les produits de sa chimie potinière, et voilà sous toutes leurs formes multiples les travaux de l'Europe entravés, désorganisés, arrêtés. Manier une pareille puissance est devenu pour lui un besoin et un jeu.

Il s'ennuie, ce *ligueur de la paix*, lorsque le monde est quinze jours sans *incident* provoqué par lui. L'incident le hante comme le sujet d'un article hante le journaliste ; il le cherche, il le provoque, il le crée. Passé maître en l'art de lancer la bombe, il la suit avec amour, en accélère au besoin l'impulsion, si elle rencontre l'indifférence ou le mépris. Pour prouver qu'il veut la paix, il met en œuvre, toutes les semaines, tous les éléments de la guerre. Le trouble est devenu l'une des exigences de sa nature. L'homme en lui, à

force de vouloir dominer l'univers, de viser au dieu, est devenu monstre!

Nous avons un incident nouveau à notre frontiére à Trieux, et les reptiles en même temps ont reçu l'ordre d'agiter leurs sonnettes pour assourdir la Russie. Ne s'agit-il pas d'imposer au Reichstag le vote des 228 millions de marks, pour l'équipement et l'armement des hommes nouvellement enrôlés dans la landwehr et le landsturm. Déjà la *Gazette de Cologne* dénonce la France comme la seule nation qui, par son *chauvinisme* et sa fantastique *susceptibilité*, trouble l'Europe avec son parti pris « d'entrer sans cesse dans la constellation des incidents ».

M. de Bismarck veut des millions : 340 pour subvenir à ses nouvelles dépenses militaires, peu lui importent les millions que ses manœuvres parlementaires feront perdre aux autres peuples. C'est un obstructionniste colossal. Pour enlever le vote de ses projets au parlement de Berlin, il obstrue sans remords les affaires du monde entier. L'Europe est sans cesse en état de guerre, par la menace constante de la guerre sous laquelle il la tient, avec son amour du combat perpétuel.

Février 1888

Publication du traité austro-allemand de septembre-octobre 1879. — Discours du chancelier au Reichstag. — Déclarations de MM. de Kalnoky et Tisza à propos de la Bulgarie. — Discours de M. de Bismarck cruel pour la France : *La France*, dit-il, *viendrait en aide à la Russie attaquée, mais il n'en serait pas de même de la Russie en cas d'attaque contre la France.*

La publication, la divulgation du vieux traité de septembre-octobre 1879, certainement rajeuni depuis, a eu pour but unique de prévenir la Russie que si elle attaquait l'Autriche, cela ferait sur l'heure bénéficier celle-ci de toutes les forces militaires allemandes. Or, quel est l'objet à propos duquel la Russie peut trouver le motif d'entrer en conflit avec l'Autriche : la Bulgarie, cette Bulgarie que M. de Bismarck a coupée en deux tronçons, sachant bien que la vitalité dont la Russie venait de la doter la ferait un jour ou l'autre se ressouder.

Le traité de San Stefano avait réalisé l'idéal bulgare, idéal que le congrès de Berlin, œuvre de M. de Bismarck, a détruit ; aussi est-ce avec stupéfaction qu'on a dû lire à Saint-Pétersbourg

le passage suivant du discours du chancelier de l'empire allemand. « Au congrès dont je n'ai obtenu qu'à grand'peine la réunion, je me suis efforcé de donner satisfaction à tous les intérêts russes et à tous les désirs de la Russie. Je croyais véritablement avoir mérité la reconnaissance de la Russie. Mais je ne pouvais ni ne voulais m'aliéner l'Autriche. »

Ne pas s'aliéner l'Autriche, c'était lui préparer le moyen de substituer son influence à l'influence russe et de lui faire récolter la moisson d'or et de sang versé par la Russie ; c'était laisser, en Bulgarie, la porte ouverte aux complications que l'Autriche peut alimenter. Le but a été largement atteint. Aussi M. de Bismarck peut-il aujourd'hui déclarer que la Bulgarie ne l'intéresse point personnellement. Que lui faut-il de plus, puisque le traité est l'expression de la communauté d'intérêts des deux parties contractantes. M. de Kalnoky, à Vienne, aux Délégations, M. Tisza, à la tribune de la Chambre hongroise, n'ont-ils pas déclaré avec énergie « que l'Autriche ne souffrirait pas une occupation même passagère de la Bulgarie »?

Comment se fait-il que M. de Bismarck tende pour la troisième fois un piège odieux à l'empereur Alexandre : « Si la Russie désire rétablir la situation par le congrès de Berlin, je considérerai qu'il est d'une politique loyale de l'appuyer auprès du Sultan. »

Sans doute et de grand cœur ! le chancelier sait

de longue date, puisqu'il a voulu que cela fût, que les conditions du traité de Berlin ne peuvent être rétablies en Bulgarie qu'à l'aide de l'occupation russe, de cette occupation que « l'Autriche ne souffrira jamais, fût-elle passagère ».

Il plairait singulièrement à M. de Bismarck d'intervenir auprès de la Turquie pour que la signataire triomphante du traité de San Stefano détruisît de ses mains sacrilèges la clause la plus prévoyante, la plus divinatrice de ce traité qui était la réunion de la Roumélie et de la Bulgarie; oui, ou il lui plairait que la Russie fît plus encore, qu'elle-même écrasât, des mêmes armes avec lesquelles elle les a délivrés, ses « frères slaves »; que la Russie défendît le traité de Berlin machiné contre la Russie. M. de Bismarck se donnerait tout entier à cette grande œuvre qui réaliserait toutes ses combinaisons diaboliques de la première à l'ultime !

La Russie, je le crois, peut compter sur l'appui de l'Allemagne dans la question bulgare, telle que la question se présente aujourd'hui, la loyauté actuelle de M. de Bismarck ne peut être qu'une puissante consécration de sa perfidie, de sa traîtrise et de sa déloyauté passées.

M. de Bismarck, après avoir excité l'Autriche à propos des armements russes, se moque terriblement d'elle en lui déclarant que ces armements sont rassurants, parce que la Russie arme uniquement pour soutenir ses revendications en

Bulgarie, dans cette Bulgarie, je suis forcé de le répéter, « que l'Autriche ne laissera jamais occuper, même passagèrement ».

Pauvre Autriche !

Que la Russie aille à Sofia, tous les traquenards sont ouverts, tous ! M. de Bismarck, c'est son expression, *ne court après personne*, mais il excelle comme l'abîme à tenter ses victimes et à les attirer pour les précipiter.

Ce qui me causera toujours la même stupéfaction, toujours renouvelée, c'est l'effort que fait la vieille Europe pour acquitter sans cesse celui qu'elle devrait accuser et condamner, celui qui la dévore, qui la ruine, qui la trompe, qui l'égare, la livre à l'étranger continental, génie infernal qui ne dispose et qui n'use que de puissances fatales et dont la plus grande des audaces, la plus insupportable, la plus immorale, est de vouloir que cette Europe proclame son tortionnaire généreux, véridique, prévoyant, pacifique, bienfaiteur !

Le dernier discours du chancelier allemand est le plus cruel de ceux dont il ait consacré une partie à la France. Cet homme si chèrement renseigné ne veut pas nous connaître, il affecte de porter sur nous des jugements surannés. Son siège est fait et il ne consent pas à le défaire. Les « voisins de l'Ouest », quoi qu'en pense notre ennemi, ont perdu depuis longtemps la passion des champs de bataille, ils n'y courront plus en

fous, mais ils marcheront résolument si on les attaque, convaincus que ce sont les champs de la Patrie qu'ils sauveront et non les champs de bataille qu'ils glorifieront. M. de Bismarck a essayé de blesser au profond de notre âme nos ardentes sympathies pour la Russie. « Aucun gouvernement, a-t-il dit, n'empêchera les Français de faire une diversion en faveur de la Russie au cas où la Russie serait en guerre européenne, mais il pourrait n'en être pas de même au cas où la France serait menacée. » L'insinuation malveillante et malfaisante est gratuite. La Russie, pour épargner deux fois la guerre à la France depuis 1870, a cru faire diplomatiquement plus de sacrifices — en risquant de s'aliéner la loyale Allemagne — qu'elle n'en ferait aujourd'hui militairement dans une action où ses propres revendications seraient posées et ses ennemis visés en même temps que les nôtres.

Après la publication du traité austro-allemand, si *visiblement* fait pour assurer la paix européenne, un si précieux, si sincère et si noble modèle serait bon à suivre et pour quadrupler les chances de cette paix extraordinaire, stupéfiante, qui ne s'affirme que par des armements et par des alliances, la France et la Russie (la meilleure logique des bismarckiens le leur conseille) devraient n'avoir aujourd'hui qu'un but, comme l'Autriche et l'Allemagne : armer, et signer ouvertement un traité semblable au

traité *pacifique* austro-allemand. Malgré les affirmations de M. de Bismarck, la France a foi dans le caractère et dans l'honneur du peuple russe et de son souverain! Notre confiance devient même de plus en plus chaleureuse à mesure que la Russie se refroidit pour l'Allemagne.

Depuis la mort étrange de Skobeleff, d'Aksakoff, de Katkof, bien des énergies russes s'étaient découragées, mais d'autres lutteurs ont surgi. Si leur individualité est moins puissante, leur nombre est plus grand. Ils s'appliquent à rattacher les anneaux d'une chaîne qui n'était pas rompue. La passion nationale, le dévouement patriotique, abondent en Russie dans toutes les classes et il suffit d'un appel pour les grouper.

« Quoi qu'il arrive, m'écrit de Pétersbourg un des amis de la France, nous ne nous laisserons plus dangereusement amarrer par l'Allemagne. En politique, pas plus que dans l'ordre de la nature, on ne peut lutter contre certains courants lorsqu'ils ont rompu toutes les digues et causé tant d'irréparables ravages. »

M. de Bismarck, arrivé au faîte de sa puissance, ne peut plus ni s'élever ni monter, sa fortune lassée aspire déjà à redescendre.

15 mars 1888

Mort de l'empereur Guillaume Ier. — Intrigues à San Remo autour du Kronprinz. — Le prince Guillaume est le disciple de M. de Bismarck. — Il rêve comme lui d'une Allemagne étreignant le monde. — Il exècre le libéralisme. — Le nouveau règne desserrera-t-il les liens noués par le chancelier autour du pouvoir souverain? — Est-ce que son omnipotence restera intacte? — Le docteur Mackenzie. — Les médecins allemands éloignés. — Le chancelier dénonce le péril russe.

La grande tragédie de la lente agonie de Guillaume, sa mort, les tortures de son fils qu'un mal inguérissable terrasse, l'ambition criminelle du petit-fils, créature de Bismarck, qui dispute au malade condamné quelques jours de pouvoir, s'est jouée, ces derniers jours, lugubrement.

A la villa Zirio, à San Remo, l'héritier du trône résistait aux mises en demeure d'un mourant et d'un ambitieux cruel. Dans sa résignation fière, ses persécuteurs ne lui ont ni arraché une plainte, ni imposé une faiblesse, ni extorqué une concession.

Les bruits les plus alarmants répandus par

l'inqualifiable presse du chancelier sur la fin prochaine, immédiate, de l'héritier du trône, si elles préparaient les voies à quelque dépossession du Prince impérial en faveur de son fils Guillaume, augmentaient en même temps la sympathie pour la Princesse impériale en ajoutant à l'ardeur des vœux pour la guérison de son époux.

L'empereur Guillaume Ier avait déjà, avant sa mort, délégué une part de son pouvoir à son petit-fils.

Pétri, formé, mis au point par M. de Bismarck, le jeune prince Guillaume est le souverain des rêves du chancelier dont l'omnipotence et la nervosité supportent de moins en moins la contradiction.

Jamais Guillaume au « court bras » n'a essayé d'une résistance contre la main de fer. Or, même sans le vouloir, le nouvel empereur mettra sans cesse M. de Bismarck dans une situation difficile. Quelques mois seulement d'un règne impersonnel creuseront un abîme entre le conquérant Guillaume Ier et celui de l'infatué Guillaume II. M. de Bismarck le sait bien, lui si savant dans la psychologie, c'est pourquoi il voulait supprimer l' « interrègne ». Son élève était si maniable. Il a tous les mépris, toutes les haines du maître. Il veut, comme lui, une Allemagne énorme, dévorante, brisant toute entrave par tous les moyens, culbutant tous les obstacles, se frayant des chemins allemands au cœur de tous

les pays amis ou ennemis, étreignant le monde.

Le prince Guillaume, en outre, exècre le libéralisme. Il tient les principes qui gouvernent la vie de son père pour des « pauvretés d'esprit »; les progressistes sont, à ses yeux, des « bêtes malfaisantes qu'il faut écraser », fussent-ils « nationaux », les libéraux lui font horreur.

La mort de Guillaume Ier étant venue brusquement et la vie du Prince impérial s'étant prolongée, M. de Bismarck voit à cette heure ses projets les plus chers, ses visées les plus caressées, ses combinaisons les plus profondes, frappés tout au moins d'impuissance passagère. Et, comme il le dit de la poudre française, projets, visées, combinaisons, s'éventent à attendre. Durant la longue existence de l'accapareur du Schleswig, du vainqueur de Sadowa, du conquérant de l'Alsace-Lorraine, du fondateur de l'unité allemande, la période guerrière, souvent ouverte en Europe, n'a jamais été fermée. Cette période va-t-elle être close par le nouveau régime? Ce régime durera-t-il assez pour desserrer les liens innombrables et puissants que M. de Bismarck a triplement noués autour du pouvoir souverain? Questions.

Nul ne sait dans quelle mesure Guillaume Ier a résisté à M. de Bismarck ni dans quelle mesure il l'a subi. Nous n'avons aucun moyen d'appréciation.

Est-ce que son omnipotence n'éprouve pas

chaque jour quelque petit ou gros échec? Est-ce que le Dr Mackenzie ne s'avise pas de soulager son auguste malade? Est-ce qu'on n'éloigne pas les médecins allemands, dont chacun des remèdes fait à l'empereur plus de mal que de bien? Est-ce qu'on ne s'avise pas, au Parlement, de voter dans le sens libéral dès le moment même où M. de Bismarck et le prince Guillaume rêvent l'exaltation des influences conservatrices du parti des hobereaux prussiens? La leçon est rude, très rude.

1er mai 1888

La cruauté criminelle de M. de Bismarck devient monstrueuse.

La maladie de l'empereur Frédéric n'a cessé, durant cette quinzaine, d'alimenter les querelles des médecins allemands et anglais.

Jamais auguste malade n'a provoqué une sympathie plus sincère chez ses ennemis et n'a été traité plus durement par ceux qui ont pour mission de protéger son existence. Frédéric III depuis qu'il semble appelé à gouverner, depuis qu'il gouverne, ne peut agir, ne peut faire de projets même, sans que l'obstacle, l'impuissance, la haine se dressent devant lui. Le chancelier excelle à trouver des ressources de tortionnaires pour supplicier ce mourant.

Il n'est pas jusqu'au désir intime d'un malade, d'un père — alors qu'il voulait entourer de garanties nombreuses et certaines un acte qui pouvait blesser un puissant voisin — qu'on n'ait crié sur les toits pour le rendre irréalisable, dont on n'ait signalé avec un fracas retentissant les

dangers, les conséquences. Je parle du mariage de la princesse Victoria et du prince Alexandre de Battenberg[1].

M. de Bismarck, à ce propos, a été pris d'un amour subit pour la Russie, lui dont toutes les pensées, toutes les actions contiennent une traîtrise passée, présente ou future, spécialement dangereuses pour le grand Empire du Nord. La *Gazette de Cologne*, — qui l'eût jamais prévu? — s'est faite en un jour, comme par une révélation d'en haut, le soutien de l'Entente russe. Plus d'injures, plus d'injustices, plus de dénonciations dans la presse reptilienne; mais comme il ne faut pas que les habitudes d'insolence, d'irrespect et de calomnie se perdent dans la troupe rampante de M. de Bismarck, c'est l'empereur Frédéric et l'Impératrice, ce sont les propres souverains du chancelier qui ont remplacé la Russie et ont été attaqués et injuriés. Dans un pays monarchique, si le scandale de mettre en cause le chef de l'État était double, il devait être triple, provoqué par le chancelier lui-même, qui s'est tant de fois indigné contre ceux qui osaient discuter « le principe impérial ». L'amitié de M. de Bismarck pour l'empereur Alexandre III a donc crû, en raison de sa révolte contre Frédéric III. La *Koelnische Zeitung* en personne, cyniquement, a mené la campagne,

1. J'étais parvenue à me procurer la copie du rapport de M. de Bismarck à l'empereur Frédéric, à ce propos. Il est hautain jusqu'à l'insolence.

haut la plume, imprimant qu'une rupture entre Pétersbourg et Berlin serait un grave danger. Les mêmes colonnes étaient toutes chaudes encore des accusations contre l'avidité slave, des dénonciations contre les préparatifs militaires du gouvernement russe.

Dans le rapport bismarckien, la princesse Victoria, comme ses parents, est sermonnée de la belle façon. Que ne suivait-elle l'exemple de son grand-père qui sacrifia à la raison d'État son amour pour une princesse Radziwill? Est-ce que le prince de Battenberg, en épousant la princesse Victoria, acquérait, par hasard, un droit à la couronne de Prusse? Et ne pouvait-on, au contraire, utiliser ce mariage, pour supprimer à tout jamais un prétendant au trône de Bulgarie?

Mais on ne discute pas avec M. de Bismarck, ses raisons n'ayant rien à faire avec la raison, son cynisme n'entendant à rien. Malgré l'étonnement qu'on éprouve chaque fois, à cause de la brusquerie de ses volte-face et de la grossièreté de ses moyens, le chancelier en est arrivé à ses fins.

Combien est triste à regarder le spectacle de ce colosse à la main gantelée de fer et munie de pointes, pesant et s'enfonçant sur l'épaule d'un martyr!

15 mai 1888

L'hypocrisie du Kronprinz dépasse la mesure des possibilités criminelles. — Lui, l'assassin de San Remo, fait prier dans les églises pour la délivrance de son père. — Les premiers doutes de M. de Bismarck sur l'éternité de son omnipotence.

Je le répète, un Shakespeare seul pourrait décrire et dépeindre les coupables sentiments du prince Guillaume, ce nouvel Hamlet dont les rancunes s'alimentent de tout le dévouement que montre l'impératrice sa mère pour sauver la vie de l'empereur. Le dit Hamlet n'inspire-t-il pas à ses partisans l'idée de faire prier dans les églises « pour la délivrance » de son père?

J'ai peine à croire, quoiqu'on me l'affirme, que le prince Guillaume tient commerce politique des grandes fonctions, « à livrer à la mort de Frédéric III ». Le Dr Bergmann a tant de fois condamné l'empereur à une fin prochaine que M. de Bismarck et son élève se croient en droit de s'impatienter des façons que fait un malade pour justifier le diagnostic de leur médecin de confiance et de s'indigner du retard que « le sou-

verain d'un jour » met à leur livrer le pouvoir.

L'abdication ou la déposition du prince héritier eut été l'avènement au trône du prince chancelier, mais Dieu n'a pas voulu cette dernière apothéose, il a livré le grand maître des puissantes intrigues à un autre maître non moins puissant, le Temps. L'empereur Guillaume est mort quelques semaines trop tôt.

Cette mort enlève à M. de Bismarck l'un de ses plus triomphants moyens de gouvernement : cette autorité personnelle de l'Empereur qu'il exploitait si merveilleusement. Une lettre autographe conseillée au vieux souverain, une rencontre préparée, un mot dit en son nom, un ultimatum dicté ont souvent modifié dans la politique intérieure de l'Allemagne bien des résolutions; aucun de ces moyens ne reste au chancelier.

Mais il lui reste l'exploitation de la maladie de l'empereur Frédéric, celle de l'impatience de « l'héritier du trône ». Le chancelier n'a jamais renoncé à l'une de ses idées, dût-il en renouveler cent fois la forme. L'État, transformé en béquilles pour le vieil empereur mort, sera transformé en échasses pour le jeune prince Guillaume. Entre ces béquilles au repos et ces échasses en mouvement, nulle part l'empereur Frédéric III ne trouvera un point d'appui. M. de Bismarck creusera partout des abîmes autour de lui et il régnera comme régnait l'empereur Guillaume, nominalement.

Jamais M. de Bismarck ne pardonnera à Frédéric III le rescrit où il ose parler de politique personnelle.

En Allemagne tout est dans les mains du chancelier : administration, armée, finances, presse, diplomatie, tout vit par lui et en lui. Avec qui l'empereur gouvernerait-il contre M. de Bismarck ?

Aussi les intrigues politiques à l'intérieur, les combinaisons machiavéliques dans la politique extérieure ne chôment-elles pas longtemps.

Les directions multiples recommencent à s'entre-croiser. On tente, de nouveau, à Berlin de lancer l'Autriche sur le chemin de Salonique. La *Gazette Nationale* affirme prudemment que l'Allemagne ne prendrait aucune responsabilité au cas où la Russie entrerait en Bulgarie et où l'Autriche trouverait des compensations. Et les journaux bismarckiens recommencent leurs accusations contre la Russie et gémissent sur les ambitions de l'Autriche. Les contradictions des conseils donnés frisent le comique. La *Gazette Nationale*, qui est la voix même de M. de Bismarck, gémit sur les prétentions exagérées de l'Autriche et s'irrite de ce qu'à Saint-Pétersbourg on ne se pâme pas de reconnaissance à propos du jeu de bascule que joue l'Allemagne entre ses deux voisins.

Il se joue au chevet de Frédéric III une véritable tragédie.

Le docteur Bergmann, M. de Bismarck, le prince

Guillaume apparaissent comme les personnages ténébreux et féroces de quelque drame shakespearien. On peut dire que le docteur pour son malade, que M. de Bismarck pour son souverain, que le prince Guillaume pour son père ont, par leur sombre entente et par leurs louches conventions, trouvé le moyen d'accumuler la plus grande somme d'épreuves, de souffrances, de tortures à imposer à l'empereur.

Et c'est M. de Bismarck qui compose le scénario impitoyable. Frédéric III, depuis qu'il semble appelé à gouverner, ne peut se mouvoir, ne peut agir, ne peut faire de projets même, sans que l'obstacle, l'impuissance, la haine se dressent devant lui. M. de Bismarck excelle à trouver des ressources de tortionnaire pour supplicier ce mourant.

Il lui fait écrire et répéter sans cesse qu'il est irrémédiablement perdu, que tout ce qu'il fait sera défait. Il lui impose la participation au pouvoir d'un fils atrocement cruel, qui se complaît à témoigner son impatience d'une succession qui tarde trop.

Le jeune inquisiteur veut mettre le comble au découragement du nouveau souverain, tout vibrant encore de l'amour de son peuple. Il soulève l'intervention même de M. de Bismarck.

Mais le chancelier est en déveine. Malgré sa puissance infernale dans le mensonge, il n'a pas pu persuader à la Russie qu'il lui veut du bien.

L'empereur Alexandre, homme d'honneur, sans accommodement d'aucune sorte, qui répugne à croire les autres capables de dénégations effrontées, ne peut cependant garder toute sa confiance dans la sincérité bismarckienne.

Il doit, à certains jours, et malgré lui, se demander s'il n'est pas indignement trompé par l'Allemagne. Le chancelier a non seulement la faculté du mensonge développée à un degré diabolique, mais il enferme si bien dans un dilemme ceux qui servent sa politique, qu'il les oblige eux-mêmes à mentir impunément.

Son jeu de bascule l'oblige encore une fois à faire attaquer la Russie par ses journaux, à la représenter comme voulant la guerre à bref délai. En vue de la réunion à Vienne des Délégations auxquelles il faut demander 50 millions de florins pour les dépenses militaires, le chancelier recommence à faire de la Russie un épouvantail pour obliger l'Autriche-Hongrie à grever ses budgets et à devenir une alliée toujours plus forte et plus utile à l'Allemagne.

Les Parlements de Vienne et de Budapest votent; au dernier, à Budapest, des députés ont eu la naïveté de demander au ministre commun de la Guerre que la charge nouvelle et lourde qu'ils accaparaient fût la dernière.

L'alliance de l'Allemagne continue donc non seulement à troubler l'Autriche, à la maintenir dans cet état, « qui n'est ni celui de la paix, ni

celui de la guerre », non seulement à la mettre en désaccord avec tous ses intérêts slaves, mais à la conduire à sa véritable ruine.

Les incidents aux frontières russes et françaises se reproduisent uniformément, banalement, ridiculement lorsqu'il y a en Allemagne ou en Autriche des crédits militaires à voter ; l'an dernier c'étaient ceux du Reichstag ; cette année ceux des Délégations autrichiennes.

1er Juin 1888

Les avances de M. de Bismarck ne provoqueront aucun rapprochement avec la Russie. Elles paraissent cyniques aux plus clairvoyants des patriotes russes.

Une lettre que je reçois de Russie amène sous ma plume une série de considérations, dont quelques-unes assez nouvelles, même pour mes lecteurs, qui ont si souvent avec moi tourné et retourné en tous sens les visées de politique générale du grand chancelier d'Allemagne.

« L'Europe ayant trop longtemps et trop aveuglément subi la domination exclusive de M. de Bismarck, expie aujourd'hui dans le trouble, dans l'incertitude et dans des menaces de danger chaque jour renaissantes, l'abandon des intérêts particuliers de chacun de ses peuples au profit d'un seul.

La situation politique de notre continent est stable ou instable, calme ou tourmentée selon que les intérêts allemands, les projets de la chancellerie allemande, les changements de systèmes diplomatiques du chancelier, exigent que cette situation soit inquiétante ou rassurante.

Il ne peut être question de rien autre, et de même que la force allemande a primé le droit dans le Schleswig-Holstein, à Sadowa et à Sedan, de même la volonté offensive et victorieuse de M. de Bismarck prime les actes défensifs de tous les Cabinets européens.

Depuis l'entrevue manquée de Stettin entre l'empereur Guillaume et le Tsar, depuis l'entretien qui eut lieu le 18 novembre entre le Tsar et M. de Bismarck, bien des dispositions qu'avait prises la diplomatie allemande ont été modifiées, quelques-unes de fond en comble. La Triple Alliance, qui unissait, par des conventions jusqu'alors secrètes, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie prit un caractère purement *défensif*, et l'on se rappelle avec quel art le chancelier démontra à l'Europe attentive, le 6 février dernier, que l'Allemagne était en péril.

M. de Bismarck avait raison et il venait de perdre tout espoir d'alimenter en Bulgarie un foyer d'intrigues assez puissant pour incendier à la fois l'Autriche et la Russie. Ce plan très habile ayant échoué et l'Allemagne se trouvant obligée de respecter ses contrats vis-à-vis de ses alliés, par suite, de diviser ses forces, elle était en droit de se prétendre menacée. C'est là une situation qu'il faut bien préciser et comprendre si l'on veut se rendre un compte exact de l'état actuel des relations diplomatiques existant entre les grandes puissances et quelles chances elles peuvent avoir

de maintenir le caractère pacifique qu'elles affirment aujourd'hui avec unanimité.

Au moment de la mort de l'empereur Guillaume, les relations entre la Russie et l'Allemagne étaient plus aigres que douces.

Cette mort amena les deux cours à des compliments de condoléances dont M. de Bismarck profita pour marquer son retour de sympathies à la Russie, mais ce retour n'a pas le succès qu'on en espérait à Berlin.

L'attitude pleine de réserve et les sentiments du Tsar étant restés tels qu'ils doivent être dans le cœur d'un souverain, en qui s'incarne l'honneur de la Russie, semblent devenir un excitant pour l'amabilité de la diplomatie allemande.

Et elle s'épuise en efforts suprêmes pour capter à nouveau la confiance du Tsar, pour lui faire croire aux bonnes intentions de la Triple Alliance. M. de Bismarck réussira-t-il à persuader à l'empereur Alexandre que l'intérêt de la Russie est de servir les desseins de l'Allemagne ou échouera-t-il dans cette dernière tentative? Le chancelier non seulement est un négociateur habile, mais il sait user des ressources du mal et du mensonge contre lesquelles les gens de bien sont sans défense.

N'ayant pu faire déclarer la guerre entre la Russie et l'Autriche par la ruse et l'intrigue, il est cependant douteux qu'il arrive au même résultat à l'aide de promesses auxquelles on ne croit plus en Russie. Les bons offices de « dévouement »

que M. de Bismarck offre au Tsar ont ce côté plaisant que l'Autriche prend la comédie au sérieux, et que parfois elle réclame comme fidèle alliée les faveurs que l'Allemagne feint d'accorder à la Russie. Le dépit qu'on ressent à Vienne peut se transformer en hosanna lorsque M. de Bismarck daignera donner à la diplomatie autrichienne une seule des vraies raisons des soi-disant sympathies russes.

L'échec des grandes combinaisons de M. de Bismarck faussées par la sagesse de la Russie et par le sang-froid entêté de la France, accule le chancelier, qui d'ailleurs n'y répugne point, à machiner sa politique comme un drame de l'Ambigu, mais en s'appuyant sur de si basses intrigues, que dans la lutte contre lui la dignité empêche souvent qu'on le combatte avec les moyens qu'il emploie.

15 juin 1888

La politique de M. de Bismarck ressuscite les Curètes. — Discours de l'un d'eux, Koloman Tisza. *Tout gouverneur doit faire le nécessaire pour être prêt à toutes les éventualités.* — Discours de l'empereur François-Joseph. — Réponse des ministres français à ces provocations. — La France accusée de vouloir la guerre pour la guerre. — Opposition de l'empereur Frédéric à la politique bismarckienne.

Tous les calculs politiques de M. de Bismarck sont renouvelés des Grecs comme le jeu de l'oie! Après avoir organisé, toujours dans les mêmes traditions, la presse européenne à l'image du serpent Python aux cent têtes et aux cent bouches vomissant des flammes (je rappelle en passant à mes lecteurs que le nom de l'illustre et immense reptile signifie aussi *pourri*), le prince de Bismarck vient de rétablir pour son culte olympien le service religieux des Curètes.

Ces fils des Dactyles qui mirent en œuvre le fer et l'airain, qui présidaient aux sorts et se plaisaient à tourmenter les hommes par leur méchanceté, étaient chargés dans le culte antique de garder l'oracle de la terre à la source de Cas-

talie. Les nouveaux Curètes gardent l'oracle de Berlin à plusieurs sources, celle du Danube, celle de la Tamise et celle du Pô. Strabon laisse entendre que les Curètes eurent une généalogie commune avec les Cabires et que, *Imbrogeneis*, ils étaient enfants des pluies. Jupiter-Bismarck ajoute une parenté nouvelle à toutes les autres : la grêle.

Les Curètes dansent la danse pyrrhique au bruit des cymbales d'airain — lisez cymbalons — et au cliquetis des épées frappées sur les boucliers. Les Curètes bismarckiens sont trois, selon la tradition sacrée. Le puissant Acmon, fils du grand Dactyle, lord Salisbury, Crispi, l'Hercule idéen et le mauvais génie, le Cobante Tisza.

Ce dernier fut donc chargé par Jupiter-Bismarck de danser au Parlement de Pest la danse pyrrhique et de couvrir par le bruit des cymbales et des épées frappées sur les boucliers la naissance de la *mobilisation clandestine* de l'Autriche.

La seule originalité qu'ait ajoutée M. de Bismarck à la danse pyrrhique, c'est d'avoir fait de cette danse guerrière « la danse de la paix. »

Plus fort, les Curètes bismarckiens frappent avec les épées sur les boucliers, plus profondément ceux qui les regardent et les écoutent doivent croire à la paix.

Les récits qui accompagnent les danses ont de ces phrases :

« Quoique les Cabinets européens soient una-

nimes à désirer que la paix soit maintenue, de puissants motifs les obligent à considérer le perfectionnement de leurs forces militaires comme la plus sûre garantie de la paix. »

Et de ces discours comme celui du Curète Tisza, président de la Délégation hongroise :

» On ne saurait nier que si, jusqu'à ce jour, on a pu maintenir la paix et si rien ne permet de supposer que cette paix puisse être troublée d'un moment à l'autre, les relations internationales sont cependant si tendues que les différents États sont obligés de consacrer à des précautions militaires d'énormes sommes, qui seraient mieux employées au développement de la propriété intérieure. Le mot de la situation, c'est la défiance.

« La ligue de la paix est la seule garantie. Les matières inflammables s'accumulent de tous côtés, et tout le monde comprend qu'une conflagration générale est proche. Personne cependant ne veut faire un pas décisif pour arrêter l'incendie. Aussi un incident insignifiant peut être demain la cause de la catastrophe. Tout gouvernement, quel que soit son désir de la paix, doit donc faire le nécessaire pour être prêt à toutes les éventualités. »

« Et de ces déclarations comme celle de l'empereur François-Joseph aux Délégations :

« Les relations de la monarchie austro-hongroise avec les puissances étrangères sont d'un caractère absolument amical. Aussi les bienfaits

de la paix ont-ils été conservés à l'Europe. Si, malgré cela, mon gouvernement, dans son souci légitime de la sécurité de nos frontières et des exigences de nos forces défensives, a dû vous demander des crédits importants, la cause en réside dans l'incertitude constante de la situation politique de l'Europe, et dans l'augmentation ininterrompue de la puissance militaire et de l'état de préparation à la guerre de toutes les autres puissances. »

Mais le prix décerné dans les chants pyrrhiques doit encore l'être à M. Tisza lui-même pour cette conclusion :

« Bien que la paix, au maintien de laquelle nous avons travaillé, dure encore actuellement et que nos relations avec les autres puissances ne soit troublées d'aucun côté, nous sommes obligés de reconnaître que nous nous trouvons au milieu de courants opposés, qui provoquent la tempête, et qu'il est, par conséquent, nécessaire que nous soyons forts. »

Et vous croyez peut-être, naïf lecteur, que c'est Jupiter-Bismarck qui ajoute sa foudre, qui accumule les matières inflammables, qui fait danser la danse de guerre par ses Curètes.

Détrompez-vous! L'incendie est cherché par qui doit être incendié, la guerre par qui doit être « exterminé ». L'étonnante logique de ceux qui menacent sans cesse du fer et de la flamme est, par conséquent l'affirmation effrontée qu'eux

seuls, en armant, garantissent la paix et que plus ils arment, plus ils la garantissent. N'a-t-il pas toujours été admis par l'expérience, d'ailleurs, que plus on amasse de matières explosibles dans le même lieu, bien moins les explosions sont à craindre.

M. Tisza, pour les mêmes raisons, n'a menacé la France de coups de fusil que parce qu'il lui souhaite gracieusement la sécurité. Est-ce que les coups de fusil « à répétition » sont jamais tirés pour blesser personne ?

Soumise à ce régime de calmant bismarckien, de doux marivaudage, il est bien extraordinaire en effet que l'Europe se trouble, s'irrite et s'inquiète, et l'on conçoit que les cent bouches du colossal Python du prince chancelier d'Allemagne soient impuissantes à vomir tout leur étonnement à ce propos.

Pour rester maître de soi au milieu de pareilles excitations et sous les coups répétés de telles injustices, il faut cent fois plus de courage que pour s'abandonner à la colère et aux récriminations,

Notre ministre des Affaires étrangères a répondu avec une mesure, une dignité de langage, qui étaient, il est vrai, la meilleure vengeance à tirer de la provocation :

« Ce qui ne s'était pas encore vu, c'est ce peuple dont le territoire est ouvert et dont les mains sont tendues à tous, représenté comme un coupe-gorge où l'étranger a peur de séjourner sans

risques : c'est surtout depuis la préparation de son Exposition de 1889 que la France est accusée de vouloir la guerre. »

C'est depuis le jour où la Russie proteste contre la révolution de Sofia que l'Autriche ne cesse de l'accuser de « menées révolutionnaires panslavistes ».

Mais la Russie a cet avantage sur la France cependant qu'elle n'est point la grande pestiférée, M. de Bismarck ne se décourage pas de lui prouver son intérêt à rentrer dans la légion de la politique allemande. Il est prêt à tuer le veau autrichien qu'il amaigrit sans cesse pour fêter le retour de l'enfant prodigue.

S'il s'agit de la France, M. de Bismarck lui ferme au nez la porte de l'enfer du Dante pour qu'elle y lise : « Laissez à jamais toute espérance. »

Nos manifestations en faveur de la paix recouvrent des intrigues sans nom au profit de la guerre et nos efforts pour nous attirer la sympathie des peuples qui ne sont pas encore livrés pieds et poings liés à l'Allemagne, sont de la démence; nous sommes accusés à la fois de tenter la recherche d'un appui et plaisantés sur l'impossibilité de le trouver. M. de Bismarck nous fait prêter par les cent têtes de son serpent Python, — et il faut bien les utiliser toutes — cent projets d'agression plus formidables les uns que les autres. Il fait affoler l'Angleterre de la peur d'une inva-

sion française, l'Italie de la crainte d'un débarquement; il nous fait agir heure par heure dans le but d'une revanche (hélas, je le voudrais!). C'est la grande guerre avec la formidable Allemagne. M. de Bismarck nous prête le projet de viser la Suisse, la Belgique, même la Hongrie et l'Autriche!

Partout et toujours il fait crier « haro » sur nous.

Pauvre France!

Mais dans le pays de la force. un souffle de justice a passé.

15 juin 1888

Protestation du comte Apponyi contre le discours de M. Tisza. — Attitude du parti de l'opposition. — Lettre de M. de Pazmandy [1]. — Opposition de l'empereur Frédéric à la politique de M. de Bismarck.

En juin 1888, M. Tisza a menacé à la tribuue la France de coups de fusil. Le comte Albert Apponyi, avec l'autorité de sa situation et de son talent a dit en termes parfaits ce qu'un homme bien élevé devait être amené à dire en face de la grossièreté de M. Tisza. Il ressort de la protestation du comte Apponyi qu'il trouve M. Tisza impardonnable. Certes on peut affirmer que le parti gouvernemental lui-même déplore la maladresse de son chef, mais l'esprit de parti l'empêchant de le désavouer, c'est ce parti que nous rendons responsable de telles paroles. Aussi notre ami fidèle et dévoué, le député Denis de Pazmandy, qui appartient au parti de l'opposition, était-il libre de défendre la France sans réserve vis-à-vis de M. Tisza.

1. M. de Pazmandy est aujourd'hui en prison pour crime de lèse-majesté.

« J'ai tout fait ici, m'écrit-il, pour réparer la brèche que la méchanceté de Tisza a voulu faire à l'amitié française. »

Oui, et si bien fait que cent cris de : « Vive la France! » provoqués par vous, monsieur de Pazmandy, ont mis quelque baume sur notre blessure ; c'est avec une gratitude émue que nous vous répétons : « Merci! »

Vous me rappelez, mon cher Pazmandy, que le seul reproche fait à ma *Patrie Hongroise*[1] était d'avoir déclaré M. Tisza anti-français et aveuglément allemand. J'ai quelque fierté à voir que vous vous souvenez de ma perspicacité, vous le seul qui m'ayez donné raison au moment de mon voyage en Hongrie à propos de mes prévisions sur M. Tisza. Vous ajoutiez : « Nous viendrons quand même à votre Exposition de 1889. Il restera encore assez de courageux industriels pour faire un beau pavillon hongrois et le garnir. »

M. de Bismarck a si absolument faussé les principes et les préceptes du sens commun en Europe que c'est au moment où la France consacre toutes ses ressources (que d'autres jettent dans leurs places fortes et leurs arsenaux) à une œuvre pacificatrice, son Exposition de 1889, qu'on l'accuse d'ourdir les plus ténébreuses conspirations pour préparer la guerre.

Dans le gouvernement le plus autocratique, le

1. Ouvrage publié en 1885 après mon voyage en Hongrie en 1884.

plus fortifié, une brèche, si petite qu'elle soit, s'est ouverte : l'empereur Frédéric, malade, affaibli, a lutté contre la formidable puissance bismarckienne et l'a fait capituler!

Si le chancelier n'a pu prouver, avant la mort de Guillaume Ier que la maladie du Kronprinz était un cancer, afin d'arriver à lui faire « couper *dans* la gorge » par son fidèle Bergmann, lui, M. de Bismarck, a aujourd'hui un chancre qui le ronge. Son Puttkammer, stylé, inféodé, pétri, cheville ouvrière de M. de Bismarck au ministère de l'Intérieur, son homme de confiance, son allié de toutes les heures, celui dont il devait faire un précieux bouc émissaire. et qu'il feignait parfois de sacrifier au Parlement avec autant de duplicité qn'il a mis d'énergie à le défendre auprès de Frédéric III; ce même M. de Putkammer a été mis en demeure de donner sa démission! Et d'un!

L'empereur Frédéric gouvernant, mais c'est la fin du monde! Mais alors c'est l'humiliation de la vie de M. de Bismarck qui commence, lui dont l'orgueil a brisé sans pitié tant d'existences, tant de situations, tant d'intérêts.

Le *Tagblatt* a osé dire :

« Nous voulons être gouvernés par ce Hohenzollern et non par ce Bismarck quel que soit son génie. » Hélas! le Hohenzollern qui ose faire des conditions au grand chancelier d'Allemagne vivra-t-il?

RAPPORT SECRET DU PRINCE DE BISMARCK A S. M. FRÉDÉDIC III, SUR LE PROJET DE MARIAGE DE LA PRINCESSE VICTORIA AVEC LE PRINCE ALEXANDRE DE BATTENBERG.

Le *Lloyd de Pest*, pour ne citer que le plus cruel parmi ceux qui ont accusé la *Nouvelle Revue* de révéler à ses lecteurs des documents de contrebande, m'a porté bonheur. Ce n'est plus aujourd'hui le comte Vasili mais moi en personne qui communique un *Secret d'État*, le *rapport secret* de M. de Bismarck à l'empereur Frédéric III à propos du projet de mariage de la princesse Victoria et du prince Alexandre de Battenberg.

Le grand chancelier d'Allemagne, qui abuse en Europe des incalculables ressources d'une police provocatrice [1], ne connaît pas l'influence de ces forces mystérieuses et providentielles qui livrent parfois les secrets des plus grandes fourberies aux âmes les moins tortueuses.

Voici le rapport :

SIRE,

J'ai pris la respectueuse confiance d'exposer à Votre Majesté, de vive voix, les raisons pour lesquelles il me

1. Voir plus loin mes révélations sur les agissements de la dite police en Suisse. Je confesse avoir, pour posséder ces documents, usé des moyens bismarckiens d'achat de conscience. J'ai pu, dès qu'il a été en ma possession, faire parvenir ce rapport en mains propres à Sa Majesté le Tsar Alexandre III.

paraissait difficile d'admettre, pour le moment du moins, le principe de projet de mariage, dont Sa Majesté l'Impératrice a bien voulu m'entretenir il y a deux jours, en me communiquant la lettre qu'elle avait reçue le 26 mars dernier, de Sa Majesté la Reine d'Angleterre. Les explications verbales que j'ai données à Votre Majesté sont le résumé des commentaires étendus qui font l'objet du présent rapport où se trouvent indiqués les points principaux de cette angoissante question politique.

Ainsi que je l'ai dit à Votre Majesté, j'accomplis un pénible devoir en la dissuadant de donner suite à un projet qui, s'il comble les vœux de la famille royale d'Angleterre, ne saurait être considéré au même point de vue par le gouvernement impérial allemand, que les combinaisons actuelles de sa politique extérieure enchaînent à un ordre régulier de faits déjà fondés depuis longtemps et dont il ne peut dépendre d'une question d'inclination respectable à tous égards mais d'ordre secondaire de déranger l'équilibre voulu et nécessaire.

Il ne s'agit pas, en effet, du mariage de Son Altesse royale, la princesse Victoria, votre fille, avec le prince Alexandre de Battenberg, sujet allemand, mais bien avec le prince de Bulgarie, souverain dépossédé de son trône et se posant encore en prétendant ; c'est de cette situation que traite ce mémoire, que je me permets de recommander à la plus impartiale attention de Votre Majesté, en la priant de considérer dans cette question le seul point de vue de politique générale allemande qui s'y rattache.

Ce projet de mariage a déjà été agité, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté. Notre glorieux Empereur défunt avait imposé, à ce même sujet,

sa volonté qui fut respectée, quoi qu'il en coûtât à la bienveillance habituelle de son cœur, de s'opposer au vœu exprimé par son fils bien-aimé. Le souverain qui a fondé l'Empire et réalisé les grands actes politiques a toujours placé la raison d'État au-dessus de toutes ses pensées personnelles et ne les a sacrifiées qu'en connaissance de cause. L'Empereur défunt a su et apprécié les raisons graves pour lesquelles cette union de la princesse, votre fille, avec le prince Alexandre, ne pouvait être autorisée. Ces raisons font partie intégrante du système politique de la diplomatie impériale avec la Russie et son Auguste Souverain.

Sire, Votre illustre Père, en mourant, a fait connaître les seules préoccupations dernières de sa grande âme, lorsqu'il a donné le conseil de toujours agir dans un esprit de ménagement, à l'égard du Tsar et de suivre, vis-à-vis de la Russie, une politique de paix et d'entente cordiale. Votre Majesté sait, par l'exposé général, que je Lui ai fait de la situation diplomatique de l'Empire, que je me suis toujours inspiré de cette même pensée, tous mes efforts ont toujours tendu à voir se réaliser, d'une façon définitive, ces rapports de bon voisinage et d'États alliés, tels qu'il convient qu'ils existent entre l'Allemagne et la Russie. C'est afin que ces rapports ne fussent en rien assombris, que notre défunt Empereur avait résolu de s'opposer au mariage projeté entre sa petite-fille et le prince Alexandre de Battenberg. Ce sont les mêmes raisons de haute convenance politique qui s'opposent encore aujourd'hui à l'exécution du même projet.

Le rappellerai-je à Votre Majesté, si éprouvée par la douleur, qu'il serait plutôt conforme à mon devoir strict de lui chercher des sujets de consolation, l'ennui dont

je ne pus cacher que les derniers mois de la vie de son glorieux Père ont été péniblement affectés par la conduite personnelle du Tsar qui, au mépris des convenances qu'il devait à l'âge et au sang de son grand-oncle, a répondu avec dédain à l'invitation que notre défunt Empereur lui avait adressée de venir le voir à l'époque des grandes manœuvres de Stettin. Le Tsar ne s'est arrêté, à Berlin, que forcé par les circonstances, et toute la cour a pu remarquer combien avaient changé les dispositions du Tsar à l'égard de l'Allemagne. Votre Majesté a su quels incidents s'étaient passés, quelle misérable cause avait produit ces résultats si subits, une correspondance apocryphe, un rapport secret de l'ambassadeur allemand à Vienne, œuvre d'un habile faussaire, documents communiqués ensuite à l'empereur de Russie, comme dénonçant les instructions de duplicité de la politique suivie par notre glorieux Empereur.

Cet incident qu'aucun acte de ma politique, dans toutes les questions de détail qui peuvent surgir, ne devait pouvoir justifier, a été, pour l'Empereur défunt, l'origine et la cause d'un profond chagrin. Et je puis dire que ce chagrin ne s'est pas apaisé et que la pensée pénible attachée à ce souvenir avait constamment préoccupé son esprit comme une obsession.

Même après, lorsque le Tsar lui fit dire qu'il savait, maintenant, qu'il avait été abusé dans sa confiance et qu'il regrettait d'avoir, si légèrement, ajouté foi à des rapports reconnus faux par toutes les enquêtes qui furent alors ordonnées ; même après cette satisfaction donnée, le cœur loyal de notre Empereur défunt avait conservé un grand regret de ces incidents. Tellement il comprenait la nécessité de conserver, déga-

gée de toute espèce de doute, l'amitié de la Russie.

C'est notre Empereur qui m'ordonna de faire, dans le *Moniteur de l'Empire*, la publication officielle de ces lettres fausses, c'est notre Empereur qui exigea la déclaration dont je fis précéder cette publication, afin d'achever de convaincre par ce dernier acte, qui démontrait la bonne foi allemande, la confiance, un instant abusée, de l'empereur de Russie.

Votre Majesté trouvera, dans un portefeuille accompagnant ce mémoire, toutes les pièces de l'enquête qui a été faite dans les mois de novembre et de décembre de l'année dernière au sujet de cet incident. Je me permets d'insister sur ce mémoire afin de mettre Votre Majesté à même de juger les conditions de loyauté absolue, dans lesquelles se sont trouvées placées toutes les mesures politiques et diplomatiques prises à l'égard de la Russie, et quel prix attachait notre glorieux Empereur à la recherche constante de ces conditions. Il ne saurait y avoir le moindre doute, dans la manière de tirer les conclusions de ces incidents. D'une part, l'empereur de Russie ressentit profondément l'affront qu'il avait cru que notre politique avait fait à sa dignité; d'autre part, notre défunt Empereur mit tout en œuvre pour désabuser son Impérial Petit-Neveu, et rendre, aux relations existant entre l'Allemagne et la Russie, le caractère de confiance réciproque que ces relations doivent conserver et maintenir comme l'une des conditions les plus fortes de la stabilité de la paix en Europe.

Votre Majesté appréciera plus librement, après qu'Elle aura pris connaissance de tous les détails de cette question si complexe, les motifs exacts pour lesquels la politique allemande a dû et doit encore repousser toute idée de mariage entre une Hohenzollern et l'ex-

prince de Bulgarie, dont le départ de Bulgarie a été voulu par le Tsar. La question des bons rapports politiques avec la Russie en dépend, et, dans l'état actuel de l'Europe, le maintien de ces bons rapports est nécessaire.

Votre Majesté connaît, en effet, les intentions de la politique allemande, en ce qui concerne les affaires de Bulgarie. Elle sait que nous ne pouvons et ne devons nous affranchir de la ligne de conduite qui a été suivie jusqu'ici, et qui ne peut avoir d'autre caractère qu'un désintéressement complet de tout ce qui se passe dans la Principauté. Le sort de notre diplomatie est à ce prix.

Ce serait contrevenir dans une mesure trop grande aux décisions de cette politique de désintéressement que d'accorder au Prince prétendant à la couronne de Bulgarie avec la main d'une Princesse de la Maison Impériale d'Allemagne les espérances politiques que cette union entraînerait à sa suite. Le Tsar aurait le droit de croire que nos intentions réelles ne sont pas conformes à nos actes et qu'en donnant à un prince déchu du trône et exilé de ses États sous l'inspiration de la politique russe, la consécration d'une telle alliance, nous ayons en vue de raviver la popularité du Prince et de rendre plus facile son retour en Bulgarie. Déjà le roi Charles de Roumanie est en butte à bien des attaques à cause de son nom, comment la Russie, qui dirige et entretient toutes ces attaques, recevrait-elle la nouvelle du mariage de l'ex-Prince de Bulgarie avec une Princesse de la famille de Hohenzollern ? Cette situation créerait un réel danger pour la paix et compromettrait notre diplomatie en lui imposant des responsabilités qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne d'accepter ouvertement. Quoi qu'il dise, quoi qu'il veuille, le prince

Alexandre de Battenberg est un prétendant, il ne peut pas cesser de l'être. Le jour où il se rendra à Sofia appelé par les événements qu'il n'est que trop aisé de prévoir, il n'est pas admissible qu'il ne s'y rende pas avec l'appui officiel de la politique impériale. Ce jour-là l'Allemagne acceptera toutes les conséquences d'une situation que je me suis toujours résolument efforcé de ne pas créer pour l'Allemagne. La politique allemande n'a rien à voir officiellement, ni de près, ni de loin, dans les affaires de Bulgarie, Votre Majesté connaît les raisons essentielles qui imposent cette ligne de conduite.

Je prie Votre Majesté de considérer que toutes ces raisons se rapportent à un seul but, la consolidation de la ligue pacifique qui unit les puissances centrales de l'Europe et que l'œuvre commune entreprise par ces puissances ne peut arriver à la réalisation de son programme que si la Russie est maintenue dans l'état de sympathie officielle qui a toujours existé entre notre défunt Empereur et les Tsars de Russie. La neutralité apparente de notre politique à l'égard de toutes les tentatives de la politique russe que nous nous sommes imposée, tel est le *modus vivendi* de notre politique à l'égard de la Russie.

Ce point de vue est si exact que l'œuvre des ennemis de la puissance allemande consiste à amener des situations qui peuvent ruiner cet état de sympathie officielle qui dure encore en dépit de tous les efforts tentés jusqu'à ce jour. Ce n'est pas l'alliance russe qui sera recherchée, ce sera plutôt le moyen de créer quelque conflit sérieux et irrémédiable entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg, entre les deux empereurs. Et cette tactique est habile. Que Votre Majesté envisage

quel tort a causé à notre politique l'incident en apparence si léger puisqu'il ne reposait sur rien de fondé, les divulgations relatives à la politique allemande en Bulgarie. Pendant deux mois la Russie nous a tenu rancune de cette situation, que serait-il advenu si cette situation eût été réelle et si vraiment la politique de l'Empire avait été celle si faussement dénoncée ? Nous avons pu parer à temps à toutes les conséquences qui devaient sortir de ce conflit, conséquences avortées, mais que les ennemis de l'Empire peuvent encore espérer faire surgir par de nouveaux incidents. Les intrigues qui s'agitent autour du projet de mariage du prince Alexandre ne s'exercent pas seulement en Allemagne. Elles ont leur centre d'activité à l'étranger, et pas seulement à Londres mais partout où l'on conspire contre la puissance de l'unité allemande. Ce sont les mêmes complots qui ont ourdi l'affaire des documents bulgares, qui entreprennent ces tentatives dont le but secret est d'amener des causes de froissement entre le Tsar et l'Empereur. Et ces causes auront pour effet direct de faire obstacle aux combinaisons de la politique impériale.

Ces combinaisons, Votre Majesté le sait, sont l'œuvre réfléchie et longuement étudiée du précédent règne. Elles ont pour elles la sanction de Notre défunt Empereur qui avait daigné les approuver comme étant conformes en tous points au but pacifique que poursuit la politique impériale. Ce but, qui est aussi celui qui correspond le plus complètement aux vues de Votre Majesté, ne pourra être atteint que par les mêmes voies et en conservant aux dispositions stratégiques de la diplomatie allemande les situations acquises. J'estime que dans le cas présent la réalisation du projet d'union entre

la princesse votre fille et le prince Alexandre de Battenberg ferait perdre au profit des ennemis de notre politique une des meilleures positions qui, dans un temps donné, servira les intérêts les plus puissants de l'Empire.

Si Votre Majesté, après avoir pris connaissance de ce mémoire et avoir entendu les explications complémentaires qu'il me sera peut-être utile de lui donner, adhé rait encore à ce projet de mariage, je prierai Votre Majesté de vouloir bien juger s'il me serait possible alors de continuer à prêter mon concours à la politique dans laquelle j'ai joué pendant vingt-cinq ans le rôle dont Votre Majesté a daigné vouloir publiquement reconnaître l'importance et l'esprit de suite.

« J'ai l'honneur, Sire, d'être, de Votre Majesté, le très fidèle et très obéissant sujet. »

Signé : Prince de Bismarck.

Dans ce document contre lequel les faits crient encore, jamais le mensonge, dans son audace la plus effrontée, l'humiliation pour le douloureux père, jamais la négation de preuves tangibles, l'ironie cruelle, jamais la comédie, la tragédie des mots n'ont été imposés avec plus de cynisme à un souverain! J'ai connu toute l'histoire des documents que le prince de Bismarck déclare faux! Au moment où le Tsar Alexandre lui en mit brusquement l'adresse sous les yeux, malgré la maîtrise de lui-même que le chancelier avait jusqu'à l'audace, il chancela et instinctivement voulut s'emparer de la preuve.

Le colosse russe domina d'un geste le colosse poméranien.

C'est le Tsar lui-même qui a conté le fait à un diplomate russe, qui me l'a répété.

Lorsqu'on songe à l'hostilité flagrante de M. de Bismarck contre le traité de San Stefano qui assurait l'équilibre politique du jeune peuple, traité qu'afin d'escamoter l'influence russe en Bulgarie, le chancelier allemand brisa pour en reprendre les brisures plus tard au profit de l'influence anglaise et allemande, lorsqu'on additionne les faits publics des intrigues bismarckiennes journalières en Bulgarie, on est, malgré tant de preuves précédentes et journalières, stupéfait de l'audace bismarckienne.

Juillet 1888

Mort de Frédéric III. — Patience et douceur du mourant. — Conduite odieuse du chancelier. — Texte du sermon du Dr Schrœder. — Guillaume se réclame de son grand-père. — Son adresse à l'armée et à la marine. — Le discours du trône insolent envers toutes les nations. — *Ma dynastie, mon armée*, répète Guillaume. — La glorification de l'armée de Guillaume ne sera complète que dans une guerre victorieuse contre la France. — La politique de M. de Bismarck se prête au rapprochement avec la Russie. — Le voyage de l'empereur Guillaume en Russie implique la suzeraineté du Tsar dans la politique européenne. — Les journaux autrichiens s'étonnent de ce voyage en Russie et réclament au nom de l'alliance de l'Allemagne. — Réponse de la presse de M. de Bismarck. — Le rôle qu'aurait à jouer la Hongrie. — La paix comme la veut l'Allemagne. — La paix comme l'entend la Russie. — L'accueil fait à Guillaume en Russie a été glacial. — Projet de désarmement et ses conséquences. — Tous les complots anarchistes en Russie sont fomentés par la police berlinoise. — Ce sont les agents allemands qui ont poussé les anarchistes aux attentats contre les souverains. — L'agent Schrœder était l'entrepositaire des bombes commandées et payées par la police allemande. — L'agent Haupt fabriquait des attentats qu'il dénonçait. — M. de Bismarck entretient et subventionne les régicides et leurs attentats. — Résultat du voyage de Guil-

laume II en Russie. — Rapport du D[r] Bergmann sur la maladie de Frédéric III. — Les tortures morales subies par Frédéric III. — Accusation contre l'impératrice Victoria. — Une entente économique est la seule entente possible entre l'Allemagne et la Russie. — Il ne faut pas confondre le slavisme et le panslavisme. — Politique intérieure allemande. Guillaume est conservateur. — Les deux partis ennemis de M. de Bismarck.

Le martyr qui vient de s'éteindre à Potsdam, après d'interminables souffrances, a été mourant des semaines, des mois, presque une année entière.

La vie ne lui a épargné aucun de ses maux physiques et il avait une vision si nette de la gravité de son état qu'il répondit plusieurs fois à des vœux sincères dans ses crises : « Je ne souhaite pas une guérison impossible, mais la délivrance. » De même que les billets qui témoignent de la mort d'un ami sont courts, de même les considérations doivent être sobres à la mort d'un ennemi respecté.

Le souverain que l'Allemagne vient de perdre s'est toujours montré moralement plus grand que son milieu, que sa situation, et a sans cesse réalisé, dans la mesure du possible, la somme d'idéal à sa portée.

Comme certains regards d'enfants qui doivent mourir paraissent surhumains et sont appelés des « regards du ciel », de même certaines phrases des premiers rescrits de Frédéric III sont des

« pensées du ciel ». Ceux qu'il a aimés savent que l'héroïsme de ce monarque d'un jour était fait tour à tour de résignation à la mort et de volonté de conserver la vie pour en faire un noble usage.

La souffrance de l'Alsace-Lorraine l'avait touché. Je puis le prouver. Il cherchait une solution pacifique à la question, sachant que son peuple ne consentirait jamais à renoncer à sa conquête. Il n'en trouvait pas et cependant, comme il désirait la paix entre la France et l'Allemagne, il m'avait fait interroger par le duc Hermann de Saxe-Weimar son ami.

Le duc, fidèle aux traditions de son duché et à son goût de la culture française, désirait lui aussi que la « vieille Allemagne » se retrouve en sympathie avec la vieille France. Moi, revancharde, rien ne me touchait que la reprise de l'Alsace-Lorraine et j'aurais donné sans compter les milliards et les colonies les plus lointaines.

Comme l'empereur Frédéric désirait la paix! mais la Prusse, triturée par une main de fer et incarnée en M. de Bismarck ne voulait que la guerre.

Nul au monde n'a supporté de plus intolérables tortures.

La douceur du souverain allemand dans la souffrance semblait être une expiation consciente de la dureté du maître de l'Allemagne, de M. de Bismarck.

J'écrivais alors : « M. de Bismarck n'échappera

pas au remords d'avoir torturé un mourant par ses intrigues, par ses colères, par ses menaces. » La campagne plébiscitaire qu'il avait organisée contre l'empereur Frédéric dans les premiers jours de son règne sera faite un jour contre lui, tout prince chancelier qu'il soit.

Des hommes courageux oseront le braver dans sa puissance, maintenant qu'un moribond l'a osé.

Il a fait trop de mal à son souverain, pour qu'un autre souverain, peuple ou empereur, ne le lui rende pas.

Le mouvement d'opinion que les reptiles de M. de Bismarck ont créé en sa faveur contre Frédéric III, ces ovations scandaleuses qu'il se faisait faire lorsqu'il allait visiter à Charlottenbourg son malheureux roi, les démissions collectives exigées de ses collègues, au cas où l'empereur Frédéric se séparerait de lui, les promesses arrachées au prince de Hohenlohe, à M. de Hatzfeld de repousser l'honneur de sa succession, ses trahisons envers l'impératrice Victoria, et ce qu'on saura un jour de ses violences à propos de la démission de M. de Puttkammer; tout cela est odieux et sera puni; car le mal ne triomphe pas éternellement du bien.

Le sermon qui a suivi les prières du D[r] Schrœder, au moment de la mise en bière de Frédéric III, développait un thème emprunté à la Bible et que le nouvel empereur fera bien de méditer : « C'est

ainsi que la puissante main de Dieu nous rappelle au sentiment de notre humilité. »

Mais Guillaume II, malgré son attachement au pasteur Stoecker et sa dévotion, ne sera jamais humble ; son peu de respect pour la mémoire de son père, l'affectation avec laquelle il se réclame de son grand-père, prouvent qu'il ne recherche dans le passé de sa race qu'un aliment à son propre orgueil. Devenu chef suprême de l'armée et de la marine, il ne verra qu'elles, leur puissance amassée dans sa main et voudra régner par la seule force de ses soldats. Son premier acte a été naturellement une adresse à l'armée et à la marine et naturellement il leur a parlé de guerre, les avertissant qu'un jour prochain peut venir « où il faudra se serrer autour du drapeau, et verser son sang pour Dieu, le roi et la patrie ». L'apparat, la pompe gothique, l'éclat de la puissance, déployés pour le discours du trône du nouvel empereur, ne sont pas uniquement un contraste voulu avec la simplicité de Frédéric III ; ils sont la physionomie d'un caractère souverain qui entend que, non seulement sa volonté, mais sa figure dominent dans l'empire.

Les princes allemands, les Parlements apparaissent plus diminués par une première cérémonie du nouveau règne, qu'ils ne l'avaient été par toutes les injonctions du vieil empereur Guillaume.

Le discours prononcé est lui-même extraordi-

naire comme indications de toute nature. Insolent pour l'Autriche à laquelle il déclare que les Hohenzollern ont été prédestinés à l'empire d'Allemagne, 1866 n'ayant été que la consécration naturelle de cette prédestination; insolent pour l'Italie de laquelle il se moque en déclarant que des relations historiques semblables et des besoins nationaux pareils l'unissent à l'Allemagne; insolent pour la Russie à laquelle il affirme que depuis cent ans l'Allemagne est en relations pacifiques avec elle! Insolent pour la France, la nation innommée! celle qu'on dénonce à l'Europe comme pouvant seule vouloir la guerre, la seule capable d'attaquer une Allemagne tranquille, heureuse avec plénitude, trouvant que tout est bien dans le monde puisqu'elle est satisfaite.

Ma dynastie, *mon* armée, sont les mots qui résonnent avec le plus d'éclat dans l'esprit de Guillaume II, et qu'on retrouvera toujours le plus souvent répétés par lui, qu'il écrive ou qu'il parle.

Dans quelle mesure, ces deux termes résument-ils la politique de M. de Bismarck? Est-ce par leurs défauts complémentaires, ou par leurs qualités contradictoires que le prince chancelier et l'empereur Guillaume II vont régner? L'admiration du prince Guillaume, devenu Kronprinz lui-même, résistera-t-elle à son élévation au trône? Les exigences de sa jeunesse, le besoin de prouver qu'il est un « grand Frédéric » vont-ils s'adapter

aux exigences de la vieillesse de M. de Bismarck; au besoin que le grand chancelier a de rester grand?

Les formes des résolutions à prendre, pour gouverner l'Allemagne et l'Europe, seront-elles toujours les mêmes dans deux intelligences vigoureuses? Le nouvel empereur, avec son orgueil, son dédain de l'opinion, sa hardiesse, admettra-t-il les moyens ténébreux, les faux-semblants de M. de Bismarck et ne trouvera-t-il pas qu'une charge de uhlans est plus prompte et plus concluante?

Guillaume II consentira-t-il à ce que *son armée* qu'il admire, qu'il veut partout la première, qu'il veut conduire en toutes choses à la prééminence et à la *gloire*, ne soit que le pis aller d'une stratégie diplomatique?

L'armée allemande, telle qu'elle est organisée, toujours prête à l'action, devient aujourd'hui un danger plus grand dans les mains de celui qui l'aime et l'estime, pour ses qualités d'action, bien plus que pour sa valeur défensive.

Entre les intérêts de son peuple, et la glorification de son armée, il semble que l'empereur Guillaume II ne doive jamais hésiter un instant.

Or l'action de l'armée allemande et sa glorification ne peuvent être complètes et telles que le nouvel empereur les comprend, que dans une guerre victorieuse contre la France.

Il faut donc que la France sache bien le danger qu'elle court et les résolutions qu'elle doit prendre. Sa vie nationale est, dès aujourd'hui, menacée heure par heure, et elle a pour seul devoir, si elle ne veut périr, de se consacrer tout entière à sa défense.

Les questions de partis deviennent aujourd'hui des crimes de lèse-patrie ; et les questions de personnes, des trahisons.

Avant de parler des résultats possibles du voyage de l'empereur Guillaume en Russie, il convient de se demander si la politique de M. de Bismarck se prête, dans l'une de ses conséquences logiques, ou dans l'un de ses revirements calculés, au rapprochement définitif avec la Russie.

Le chancelier peut-il par un simple effort de sa volonté et même par une conduite différente de celle qu'il a suivie jusqu'à ce jour, effacer la trace de ses duplicités dans l'affaire bulgare, détruire le souvenir des injures et des violences de la presse reptilienne, faire oublier les désastres et la ruine d'une grande nation, dénouer fil à fil les intrigues ourdies par la Wilhelmstrasse en Turquie, en Autriche ou, avec son aide, en Roumanie, en Serbie, en Hongrie, en Italie, en Angleterre, contre le puissant empire du Nord et, finalement, faire entrer ce même empire dans une coalition créée en partie contre lui ?

La politique d'un grand pays n'est tenue, ni à se laisser diriger par le passé ni par ses legs d'in-

dignation, ni même à punir le crime et la trahison si elle trouve un profit réel à ne pas se souvenir. J'ajoute qu'il y a des amendes honorables faites pour apaiser les plus grosses rancunes.

Le voyage de l'empereur Guillaume implique la reconnaissance de la suzeraineté du Tsar dans la politique européenne, et peut être sensible à l'amour-propre d'un grand monarque et d'un grand peuple, traités longtemps en protégés par d'orgueilleux voisins. Outre que la démarche de Guillaume II a les apparences d'un hommage rendu, elle ne saurait être une banale politesse, une simple visite dans l'état de méfiance, de susceptibilité, d'inquiétude, d'irritation, où M. de Bismarck entretient les Cabinets, la presse et les peuples d'Europe.

Une telle avance, dans de telles conditions, si elle flatte la Russie, doit nécessairement humilier les États que l'Allemagne s'était associés dans sa lutte contre l'empire du Nord. Guillaume n'a-t-il pas taxé de *pis aller* son alliance avec la maison de Habsbourg? La possibilité d'un rapprochement entre Berlin et Pétersbourg jette hors de la vie publique le premier de ses hommes d'État, le comte Jules Andrassy (*le sergent-major bismarckien*). Qui succède au comte Jules Andrassy? le comte Kalnoky, ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

On imagine la stupéfaction des journaux de M. Tisza. Le *Pester Lloyd*, si courbé jusqu'au-

jourd'hui sous la férule bismarckienne, s'indigne, et rappelle de haut à son maître de Berlin ses engagements envers ses alliés. Le journal officiel de Pest sait mieux que personne quels encouragements ont reçus de la Wilhelmstrasse les feuilles qui ont approuvé le coup d'État d'un Battenberg et la descente en Bulgarie d'un Cobourg.

A ce semblant de révolte du *Pester Lloyd*, la presse officieuse et officielle de M. de Bismarck est entrée en fureur. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a parlé de la bave du *Pester Lloyd*. Jamais les journaux russes, ni les journaux français n'ont été aussi cruels. La *Gazette nationale* a signifié violemment à l'Autriche, après lui avoir dit que son alliance était un *pis aller*, « qu'elle n'avait rien à attendre de l'Allemagne dans la presqu'île des Balkans ».

Je suppose que les Hongrois s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont été scandaleusement joués; puisqu'ils ont été assez politiques pour pardonner à l'Autriche, comment ne pourraient-ils pardonner à la Russie, venue à son appel? Russophiles bienfaisants aux petits peuples slaves du royaume de Saint-Étienne et de l'Empire, les Hongrois, comme je le leur ai cent fois répété, et cent fois écrit, eussent été les éducateurs, les initiateurs dirigeants des populations slaves de l'Autriche, destinées à lutter par instinct de conservation contre le germanisme.

La Hongrie, qui n'avait elle-même pas fait autre chose que se libérer de la politique allemande à Vienne, était destinée à ce rôle, et elle s'est peut-être perdue en ne le comprenant pas. Le traité de Berlin, fait contre la Russie par l'Allemagne, n'était-il pas une vengeance suffisante pour la Hongrie?

L'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine ne suffisait-elle pas comme avertissement, pour que les hommes politiques de Budapest s'attelassent de toutes leurs forces à la conservation du *statu quo* dans les Balkans, et obligeassent l'Autriche à aider la Russie, à ne pas s'écarter du traité de Berlin? Aujourd'hui, la Hongrie est acculée à une situation archifausse, obligée de faire le contraire de ce qu'elle dit, et de dire le contraire de ce qu'elle fait.

Si la Hongrie avait réalisé le programme de ses républicains de 48-49, consacré l'indépendance de ses populations slaves, aidé les Tchèques dans la conquête de leur autonomie, centralisé pour ainsi dire les revendications de la race opprimée dans l'empire austro-hongrois, elle eût quadruplé sa puissance, et, que l'Allemagne restât ouvertement l'ennemie de la Russie. ou feignît d'être son amie, jamais elle n'eût osé se jouer de la Hongrie comme en ce moment.

La Hongrie a fait sa plus grosse voix pour éloigner d'elle les Slaves, ses alliés naturels et prouver son obéissance aveugle à M. de Bismarck.

M. de Bismarck fait à son tour sa plus grosse voix pour rappeler, à son tour, à la Hongrie son aveugle obéissance.

M. de Bismarck a imposé à M. Tisza cette politique néfaste ; modifiée chaque jour par le *Peste. Lloyd* et qui rend, aujourd'hui, impossible une entente commune de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Là, où il était facile de tracer des voies parallèles à deux voisins faits pour marcher d'accord, il a creusé des abîmes que lui-même, le voulût-il aujourd'hui, ne pourrait plus combler.

De sorte que la nouvelle politique inaugurée par le chancelier dans le royaume de Guillaume II aboutit fatalement à ce dilemme : « ou tromper encore une fois la Russie par de faux-semblants, ou lui sacrifier entièrement l'Autriche. »

Il ne suffit pas à l'empereur Guillaume II, malgré ses allures de César, de venir et de vaincre à Pétersbourg. M. de Bismarck, lui-même, malgré ses ruses de Célimène, est, aujourd'hui, forcé de choisir. Ce qu'il faut à la politique allemande pour convaincre l'empereur Alexandre, ce sont des engagements précis sans échappatoire dans l'avenir. Or que devient en ce cas l'alliance avec l'Autriche et l'Italie ?

L'empereur Alexandre est en droit d'exiger de l'Allemagne, pour prix de sa réconciliation, non seulement des concessions définitives, mais des assurances certaines de paix, car le Tsar veut sincèrement la paix. Or l'alliance austro-allemande

et italienne, si étrangement défensive, ne repose que sur la guerre, et c'est ce qui explique l'infatigable ardeur des deux puissances pour les armements toujours plus ruineux. Les billets à la loterie bismarckienne, ce sont des fusils, des canons, des torpilleurs; le gros lot est la guerre!

M. de Bismarck disait, la semaine dernière, à la Chambre des seigneurs : « Le maintien de la paix. L'empereur le considère comme sa tâche la plus élevée à l'extérieur. » Oui, la paix de l'empereur Guillaume II, semblable à celle de l'empereur Guillaume Ier, la paix de l'Allemagne qu'il ne faut pas confondre avec celle de l'Europe! Une paix qui ait toutes les conditions de la Wilhelmstrasse, qui n'exige aucune concession prussienne, aucun sacrifice allemand; une paix enfin qui s'impose dans la forme bismarckienne, voilà bien la seule paix que veut l'auguste élève du chancelier.

La paix de l'empereur de Russie est tout autre : elle est favorable à chaque nation, exige la même somme d'efforts, le même échange de désintéressement; et c'est cette paix dont les bases sont : la loyauté, la patience, l'abnégation, comme celle que le Tsar a maintenue, à travers toutes les trahisons en Orient; c'est cette paix que ne veut pas l'empereur Guillaume II et que M. de Bismarck est impuissant à donner.

Celui qui gouverne l'Allemagne n'a pu maintenir son entente avec l'Autriche qu'en l'excitant

à la haine contre la Russie, il n'a basé celle avec l'Italie qu'en l'excitant à la haine contre la France. La Russie n'a pas de haine. La haute sérénité de son empereur l'a gagnée tout entière et elle est bien plutôt prête à fêter le neuvième anniversaire de son entrée dans le christianisme, que celui de son retour à l'alliance allemande !

La Russie se prépare à offrir à Dieu : l'amour, la fraternité, la charité, la pitié.

Ce sont là des sentiments parmi lesquels M. de Bismarck ne peut trouver une base pour ceux qui servent ses diaboliques desseins.

C'est pourquoi, avec l'aide de Dieu, je ne me trouble pas de la visite de Guillaume II en Russie.

Tous les souverains qui gouvernent le monde à cette heure sont d'accord pour reconnaître que l'empereur Alexandre III est le plus généreux des ennemis, le plus loyal des adversaires, l'ami le plus vrai qui soit.

Le disciple bien-aimé du grand chancelier d'Allemagne ne pourra jamais prétendre, le voulût-il, à une réputation semblable, destiné qu'il est fatalement à prendre part à toutes les intrigues bismarckiennes, à bénéficier, conscient ou non, des fourberies les plus cyniques, des crimes les plus haïssables parce qu'ils ont la préméditation et le mensonge pour base.

L'Europe s'est beaucoup émue tout d'abord de la visite du jeune roi de Prusse à Saint-Pétersbourg. Les chancelleries, les journaux ont disserté

à l'infini sur les chances d'union définitive que l'auguste rencontre provoquait entre la Russie et l'Allemagne. On a discuté, on a écrit huit jours durant, peut-être davantage, sur une proposition de désarmement que devait faire au Tsar le fils de Frédéric III; or, d'une part les gens bien informés savent aujourd'hui que l'accueil reçu par Guillaume II a été glacial, et, faute d'autres plus sérieuses, je n'en voudrais pour preuve qu'une phrase incomparable du *Journal de Saint-Pétersbourg,* si correct en l'art du vocabulaire diplomatique :

« En complétant les détails trop sommaires que nous avons publiés hier sur l'arrivée de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne à Péterhof, nous avons avant tout le devoir de faire ressortir le caractère *cordial et solennel* à la fois de la réception faite aussi bien par la cour impériale, etc. »

Ce caractère cordial et solennel n'est-il pas un chef-d'œuvre? D'autre part, la proposition de désarmement, si elle a été faite, ne pouvait être considérée que comme une lugubre répétition. L'empereur Alexandre eût-il la mémoire aussi courte — et ses familiers disent qu'il n'oublie rien — se rappelle certainement que l'Allemagne a ouvert le feu contre le sympathique Danemark par un projet de désarmement, et que c'est encore sous le couvert d'un projet semblable que les hostilités prussiennes ont commencé contre l'Autriche en 1866.

La troisième proposition de désarmement eût cette fois visé la France. Mes lecteurs voudront bien suivre le raisonnement ci-après. M. de Bismarck dépense sans compter argent, influences, ressources de toutes sortes pour créer en Europe un mouvement d'opinion en faveur de la paix. Bref, rien n'est par lui négligé pour rendre odieux le peuple dont la résistance à ses *ultimatum* provoquera un conflit général. Les choses ainsi préparées, établies, tout devient simple. M. de Bismarck accule la France à un désarmement; elle refuse. La Triple Alliance devient offensive de défensive qu'elle était et le tour est joué.

Alors on nous écrase, l'Europe se morcelle au gré de l'Allemagne qui, plus envahissante, plus absorbante encore, reprend ici ce qu'elle a donné, redonne là ce qu'elle a pris et rassemble toutes ses forces pour refouler la Russie en Asie.

Mais le Tsar, silencieux, réfléchit et commente un passé dans lequel il entrevoit l'avenir. Il conclut qu'une proposition de désarmement par l'empereur Guillaume est forcément un piège. L'Allemagne est une puissance militaire, sans autre valeur que le militarisme; ses facultés, ses efforts, son intelligence et jusqu'à ses instincts de race sont mis au service d'une continuelle production de forces ayant la guerre pour fin.

L'Allemagne, armée jusqu'aux dents, ne peut avoir pour but que la guerre, ne peut agir que pour la faire. L'empereur Alexandre doit donc

craindre l'Allemagne, il la craint, et son intérêt n'est, en aucun cas, de se désintéresser de la France ou de la livrer à sa dévorante voisine.

Guillaume II, empereur d'Allemagne et roi de Prusse, n'a pu durant son séjour à Péterhof entretenir le Tsar que de trois choses : 1° d'une proposition de désarmement qui, je l'ai prouvé, ne repose que sur une duperie; 2° d'un ensemble de concessions et de vues pour ramener la Russie à cette Triple Alliance dans laquelle le grand empire du Nord a joué le rôle de dupe; 3° d'une ligue monarchique contre la propagande révolutionnaire et anarchique.

Sur ce dernier point, c'est moi qui me permettrai de prouver d'une façon *absolue et incontestable* que la duperie prend des proportions monstrueuses.

M. de Bismarck s'est complu à faire le bon apôtre vis-à-vis de l'empereur Alexandre III, il s'est constitué son protecteur, l'avertissant des menées anarchistes, lui dévoilant les complots nihilistes, provoquant sa gratitude; or, toutes ces menées, tous ces complots destinés à troubler, à énerver, à menacer le Tsar, c'est la police de Berlin qui les encourageait et les suscitait !

Plusieurs journaux ont annoncé que le Conseil fédéral suisse était résolu à publier les documents de sa célèbre enquête sur les socialistes. M. de Bülow, ministre à Berne, fait, depuis cette nouvelle, non sans succès, des démarches tour à

tour insinuantes, scandalisées, voire même intimidantes, non seulement pour empêcher le gouvernement de la Confédération helvétique de publier ces documents, mais pour obtenir de lui qu'il les livre à la Wilhelmstrasse. Comment M. de Bülow n'a-t-il pas pensé que les agents sacrifiés de la police de Berlin, aidés par ceux qu'ils ont trompés et qu'ils servent aujourd'hui fidèlement, peuvent reconstituer l'enquête dans laquelle ils ont été les acteurs principaux, et livrer des secrets que le Conseil fédéral garde prudemment. C'est sur cette piste que je me suis mise, si bien que je puis défier tous les démentis et que si jamais l'instruction du gouvernement suisse sur le procès des socialistes se publie, elle confirmera simplement ce que j'avance.

Tout le monde sait que les agents provocateurs allemands Schrœder et Haupt, poursuivis en Suisse, dénoncés par le député socialiste Bebel au Reichstag, à la fois reconnus et reniés par M. de Puttkammer, jouissaient, parmi les anarchistes, d'une situation exceptionnelle. Ils devaient cette situation aux ressources inépuisables dont ils disposaient et que leurs *collègues* croyaient être fournies par des adeptes puissants.

Les anarchistes réfugiés en Suisse ou *exerçant* ailleurs — je signale le fait — n'avaient pas l'idée, avant de subir la direction des agents provocateurs allemands, d'organiser des complots

contre les souverains. Les victimes des attentats anarchistes furent un pharmacien, un banquier, un agent de police et un conseiller de police, Rumpff, à Francfort. Ils avaient pour but, tout en tuant et volant, d'effrayer les bourgeois. Seul, Reinsdorff prépara au Niedervald un attentat contre l'empereur Guillaume Ier, mais cet anarchiste, nul ne le conteste et tout l'a prouvé, était une personnalité indépendante.

Schrœder assistait en 1883 à la plus importante des assemblées d'anarchistes qui se tint à l'auberge du Pariserhof, où il fut décidé que le régicide primerait désormais le simple assassinat, comme étant plus utile à la cause anarchiste et plus retentissant. C'est Schrœder qui, à partir de cette époque, centralisa les cartouches de dynamite et les engins explosifs qui n'avaient et *ne pouvaient* avoir d'autre destination que les attentats contre les souverains.

Ainsi que l'instruction Schrœder l'établira, si elle est publiée, Schrœder avait été mis en rapport avec le commissaire de police Krueger (ou, pour être plus précise, avec l'agent de police Küter, par Kauffmann). Kauffmann était l'ami de Stellmacher et vivait, après l'exécution de ce même Stellmacher — qu'il avait sûrement livré — avec sa femme. Kauffmann, toujours d'après l'instruction sur Schrœder, était l'inventeur d'un mode d'emploi d'une bombe de dynamite trouvée chez lui, et le fabricant de cette bombe,

Kauffmann, était mécanicien et avait travaillé à Zurich durant un certain temps à la Société des télégraphes. Schrœder était l'entrepositaire de ces bombes *commandées et payées par la police allemande pour servir aux attentats.*

Les lettres qui furent saisies sur les espions allemands Schmid et Friedman établissent que Schmid devait inventer un attentat. Je traduis textuellement la phrase de la police allemande : « *Quelque chose de vraiment important et encore inconnu.* »

Haupt sut s'attirer, par la flatterie, la confiance des Russes et des Polonais. Il les invitait à sa table et leur procurait du travail. Tout cela avec de l'argent reçu de Berlin, naturellement. Le commissaire de police Krueger lui écrivait : « Le prochain attentat contre l'empereur Alexandre doit se préparer à Genève; écrivez-moi, j'attends des rapports de vous. »

M. de Bismarck, après ces révélations, peut assurer le Tsar de son dévouement, l'épreuve en est faite ici. S'il n'y a crime, il y a pour le moins fabrication d'attentats que Haupt était chargé de dénoncer. Avec ces dénonciations, le grand chancelier d'Allemagne pouvait faire croire au Tsar qu'il lui sauvait la vie au moins une fois l'an.

Le fait que les agents de la police allemande s'immisçaient dans la police russe, et, pour atteindre ce but, organisaient des attentats contre l'empereur Alexandre, afin de pouvoir dénoncer

des plans terribles, je puis le démontrer en désignant un homme qui n'a point été signalé encore jusqu'aujourd'hui, un certain G. M. d'U , dont je tiens le nom entier à la disposition de qui voudra, celui-ci était en relations avec l'inspecteur Kaltenbach, de Mulhouse, et reçut de ce dernier 14 000 francs pour services rendus. Sa mission consistait à surveiller les Russes et à télégraphier le plus possible sur eux. G. M. d'U. tint l'inspecteur au courant. Pour toucher le solde qu'on lui redevait sur les 14 000 francs promis, il dut rendre les lettres de Kaltenbach.

J'ajoute ici quelques indications afin que mes lecteurs se rendent un compte précis du rôle joué par les agents que je cite :

« Schrœder et Haupt, agents principaux entretenus en Suisse par la police allemande et que dévoila l'enquête socialiste faite par la police fédérale.

« Schmid et Friedmann, agents secondaires.

« Kauffmann, anarchiste militant vendu à la police prussienne.

« Stellmacher, anarchiste militant, convaincu, auteur de divers attentats, pendu à Vienne. »

Pour terminer, je rappelle un fait qui prouve, en dehors de l'instruction faite sur Schrœder, la participation des espions allemands aux attentats. Dans un procès de haute trahison qui fut jugé par le tribunal de l'Empire en 1881, un témoin, nommé Horsch, affirma que les substances

chimiques (eau-forte, etc.), trouvées chez Bender, devaient servir à celui-ci pour être jetées dans les yeux de Rumpff.

Bender et les autres accusés furent condamnés pour excitation au désordre et participation à des Sociétés interdites, et purgèrent leur condamnation dans une maison de force; mais Horsch, témoin de la victime, de Rumpff, fut caractérisé comme suit dans le jugement du tribunal impérial. Ce jugement dit textuellement : « Il était poussé par la police à s'introduire dans la confiance des accusés, et il n'a pas seulement surpris les accusés, *mais il a agi avec eux* (er hat thatig mit gewirckt). Si une pareille manière d'agir se justifie par des raisons morales, ou si elle est défendue, cela appartient à la justice morale et non à cette cour judiciaire. »

Tout ce qui précède n'a nul besoin de commentaires et impose sa conclusion. M. de Bismarck entretient l'anarchisme et subventionne ou le régicide ou ses menaces. Jeu dangereux.

Revenons, s'il vous plaît, chers lecteurs, au voyage de Guillaume II, à ses résultats patriotiques : « Le Tsar, parce qu'il a reçu son jeune frère d'Allemagne, n'a point quitté le terrain que M. de Bismarck lui-même avait choisi à la Russie au congrès de Berlin. L'empereur Alexandre, en se maintenant sur ce terrain, où tant de pièges allemands et anglais étaient tendus pour l'abattre, a fait plus que l'affermir, il s'en est rendu maître.

L'Autriche et la Hongrie se sont, dans leur presse officieuse, montrées irritables durant le séjour de l'empereur Guillaume en Russie, et plus il partait de Pétersbourg des assurances de paix, plus le gouvernement de l'Empire concentrait des troupes en Galicie et en Transylvanie, donnant à ses armements leur vrai caractère offensif pour la Russie.

Profiter de la présence de l'empereur d'Allemagne à Pétersbourg pour augmenter l'effectif de ses troupes à la frontière russe était, il semble, de la part de l'Autriche, un signe de bien grand doute sur la fidélité de son alliée; si, au contraire, cette augmentation d'effectif était convenue avec l'empereur Guillaume et se faisait à la faveur du voyage, comment qualifier le procédé?

Pour clore la série des piètres résultats de la visite de l'empereur Guillaume à Pétersbourg, nous avons eu la plus étonnante des crispinades. L'orateur de Turin, le voyageur aller et retour de Friedrichsruhe, le protecteur de la Bulgarie, a fait approuver par ses journaux, il a daigné approuver lui-même l'auguste démarche de son allié auprès de ce Tsar, hier encore le plus farouche des oppresseurs.

Froideur en Russie, irritation en Angleterre, soupçon ou connivence en Autriche, abjuration de M. Crispi, voilà le bilan exact du déplacement du roi de Prusse. Cette fois, il a vraiment travaillé pour lui.

Et la *Nouvelle Gazette de Zurich*, organe de M. de Bismarck, voudrait que *des lettrés de la force d'une Mme Adam* renonçassent à leurs sympathies russes, à propos du mince succès de l'Allemagne en Russie !

Ah ! mais non !

Le voyage de l'empereur Guillaume II a fait oublier le dernier écho des scandaleuses discussions des médecins allemands à propos de la maladie de Frédéric III. Ce dernier écho est le rapport du Dr Bergmann. Oui, cent fois oui, docteur Bergmann *de la Palisse*, la maladie de Frédéric III était un cancer du larynx : ceux-là mêmes qui refusaient d'en convenir le savaient, le Dr Mackenzie le premier, mais ce que ne voulait à aucun prix la princesse impériale, l'Impératrice, c'était la constatation de ce cancer, et elle avait pour cela mille raisons. La première était l'entêtement de M. de Bismarck à désirer que le Kronprinz sût qu'il avait un cancer, et consentît, ou à une abdication, ou à une opération, c'est-à-dire à la mort morale ou à la mort physique.

L'opération, étant plus sûre, avait la préférence du chancelier, car elle ne réussit presque jamais.

M. de Bismarck et le fils de l'auguste patient, dans leur sollicitude pour la science allemande, tenaient par-dessus toutes choses à ce qu'on pût dire en Europe : « Le Kronprinz est mort guéri. »

La princesse impériale voulant épargner à son

époux une abdication, une opération mortelle, et surtout l'angoisse de se savoir condamné à mort à bref délai, chercha un homme qui consentît à sacrifier sa réputation, à fausser son diagnostic, à extraire du larynx impérial des parcelles que la maladie n'avait pas effleurées. Elle trouva le Dr Mackenzie. Le professeur Virchow, dans le secret ou non, de cette conduite dictée par l'héroïsme conjugal, déclara qu'il ne trouvait pas de traces de cancer dans ce qu'on lui donnait à analyser. Ainsi fut déjoué le coupable dessein de faire subir au Kronprinz la fatale opération. Si, par miracle, cette opération n'eût pas tué sur l'heure le malade, elle ne pouvait le guérir et en faisait un infirme, incapable de régner.

Pour la princesse impériale, il s'agissait de faire vivre le Kronprinz le plus d'années possible, et elle pouvait espérer, sans les imprudences commises — c'est sur ces imprudences qu'il faudra un jour éclairer la conscience publique! — elle pouvait espérer voir l'Empereur régner au moins une année encore, et sauver l'Allemagne de l'absolutisme et de la guerre.

Est-il besoin de la publication des papiers intimes de Frédéric III pour savoir que le noble martyr a connu toutes les désespérances, toutes les douleurs? Qu'il a subi toutes les malfaisances, constaté toutes les haînes, côtoyé et prévu toutes les monstruosités? Toutes les scènes lui ont été faites dans le moment choisi où il pouvait le moins

les supporter. Quoiqu'il ait souffert les tortures physiques les plus atroces, cependant elles ont été dépassées par les tortures morales.

Il suffit de lire, dans un ensemble classé, ce que les journaux officiels ou officieux de M. de Bismarck ont publié sur la maladie de Frédéric III, pour comprendre les mystères cachés de l'un des drames les plus shakespeariens — je les ai déjà ainsi qualifiés — qui ait jamais pu être créé par l'imagination humaine. La conduite de l'empereur Guillaume vis-à-vis de sa mère depuis la mort de Frédéric III, son père et son souverain, ajoute l'odieux à tout ce qu'il a tenté jusque-là. N'a-t-il pas menacé l'impératrice Victoria d'une accusation de crime d'État si elle ne lui livrait pas les pages qui le jugent et le cloueront au pilori de l'histoire?

Une femme veuve d'un époux admirable est poursuivie dans sa retraite par les sicaires de son propre fils! Ce fils lui-même s'acharne à prouver à sa mère que celui dont elle fut l'épouse, la compagne dévouée, a été par elle mal soigné! A la perte d'un être aimé, ajouter le doute sur les soins donnés, c'est affoler la douleur. Et cette princesse qu'on tourmente, qu'on outrage, qu'on veut abaisser dans l'opinion allemande, est l'héroïne, la vaillante, dont la force d'âme a inspiré l'admiration aux ennemis mêmes de l'Allemagne.

C'est à une femme en deuil pour laquelle la vie a épuisé ses plus cruels chagrins qu'on interdit toute communication avec sa mère, la reine

Victoria ; c'est à elle qu'on vole ses papiers, qu'on arrache ses plus chers souvenirs; à elle qu'on veut imposer l'Allemagne pour prison !

Comment exiger l'attendrissement de ceux qui vivent dans la passion de la force ? Comment exiger la générosité de ceux qui vivent dans la passion de la félonie ? Comment la mort et les défaites de la vie apitoieraient-elles ceux qui ne recherchent et n'admirent que les puissances de destruction et la fortune des victoires ?

Un jugement quelque peu précis sur le caractère du nouvel empereur d'Allemagne est, selon moi, bien difficile à formuler, si l'on n'est pas de son intimité, si l'on sait mal ce qu'il veut être et paraître. Comment fixer des traits certains entre les vieux principes absolutistes de l'ami du docteur Stœcker et les preuves de « modernité » de cet enragé voyageur ? Ce jeune souverain, qui apparaît dans son Parlement *précédé du Globe terrestre*, signe de l'impériale puissance, ne songe qu'à courir à ses quatre coins. Se croit-il donc irrésistible, et suffit-il qu'en véritable César, il paraisse pour pouvoir dire qu'il est venu, *qu'on l'a vu*, et qu'il a vaincu ?

Pour moi, je trouve à ces façons de faire si vite montre de son héritage quelque chose de *parvenu*. Il semble que cette visite à toute vapeur, dans toutes les cours de l'Europe soit une utilisation immédiate de la fonction impériale et en diminue le prestige. Au lendemain de deux grands deuils,

alors que l'État est dans les mains d'un maire du palais, il eût certainement mieux valu que le nouveau monarque prouvât pour sa gloire qu'il est apte ou résolu à gouverner, fût-ce en compagnie de son ministre. Le roi voyageant serait-il une variété de nos rois fainéants? M. de Bismarck a tant besoin, faute de mieux, d'ajouter la solennité à ses promesses; les mines et les contre-mines de sa politique sont si inquiétantes, ses bons offices peuvent être si souvent confondus avec la trahison, son amitié même est si dangereuse, bref, il inspire une si pauvre confiance, qu'il est forcé d'user de tous les éléments neufs qui lui tombent sous la main, pour trouver vis-à-vis des souverains de l'Europe une forme renouvelée de ces ententes ou de ces alliances, que sa duplicité fausse ou rompt sans cesse.

Le grand chancelier d'Allemagne dont le but constant, résolu, entêté, immodifiable, est d'affaiblir la Russie, lui a fait assurer par Guillaume II qu'un désir du Tsar de signer une alliance avec l'Allemagne seule réaliserait les vœux les plus chers de M. de Bismarck.

L'Autriche, l'Italie, les petits États pèseraient bien peu alors dans l'un des plateaux de la balance bismarckienne, si la Russie daignait faire pencher l'autre! Un partage égal du centre de l'Europe, la récolte des Slaves par la Russie, des Allemands par l'Allemagne, serait aux yeux du chancelier la grande moisson du siècle, celle qui met-

trait à jamais à l'abri l'empire constitué par lui.

Une entente économique avec la Russie, entente dont tous les éléments ont été monopolisés par M. de Bismarck avec une ténacité, une ruse sauvage si on peut le dire, est seule possible aujourd'hui entre le grand empire du Nord et l'Allemagne. Toute autre entente, à plus forte raison une alliance, serait frappée d'impuissance et aboutirait fatalement à des résultats semblables à la Triple Alliance. M. de Bismarck est devenu impuissant, par ses habitudes d'esprit, par ses succès mêmes, à concevoir une politique internationale, excluant l'astuce et le double jeu.

Actuellement, les concessions qu'a pu faire l'Allemagne à sa grande voisine ne sont pas des concessions réelles. Toutes les difficultés que rencontrait jusqu'ici la diplomatie russe, toutes les tracasseries, toutes les ruines qu'ont subies les finances, le commerce russe, sont l'œuvre flagrante, volontaire, perfide, préméditée du chancelier allemand.

Le voyage de l'empereur Guillaume a donc prouvé tout simplement que les efforts titaniques et diaboliques faits par M. de Bismarck et par ses agences diplomatiques pour troubler la politique russe à l'intérieur, pour la contrecarrer, voire même l'incriminer au dehors, n'ont servi qu'à en relever l'éclat, à en constater la franchise et à prouver qu'elle était aujourd'hui maîtresse de tous ses champs d'action.

La Russie n'a donc aucun intérêt à changer une telle situation. Le temps travaille pour elle, car elle sait en tirer les bénéfices de la patience, de la puissance et de l'honneur. Il n'est pas admissible que le grand empire du Nord, l'aîné de l'Allemagne, abandonne son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. La hausse des valeurs russes et du rouble, après une entente, est une fois de plus la constatation que l'Allemagne les avait fait baisser et laisserait subsister les risques de l'avenir, au cas où la Russie aurait l'imprudence de se livrer au plus funeste des alliés.

La Russie est autorisée par la nouvelle politique d'accommodement de M. de Bismarck à se croire libre aujourd'hui de reprendre en Bulgarie son influence. Voilà, il me semble, d'étranges résultats. C'était bien la peine, en vérité, de défaire le traité de San Stefano et de lancer depuis tant d'années les feuilles reptiliennes contre le panslavisme et le slavisme. La Russie, diplomatiquement maîtresse de la Bulgarie, après toutes les intrigues de l'Autriche, après la connivence de l'Allemagne, triompherait mieux que par ses victoires de 1877. Allons donc !

Non, tout cela est encore semblant, « apparence », mensonge comme le reste. Le prince de Cobourg, qui est l'homme du chancelier, sera plus que jamais secrètement soutenu, couvé par lui ; seule l'Angleterre, par la voix de lord Salisbury, a très habilement tiré son épingle du jeu en

feignant de prendre au sérieux le détachement de l'Allemagne des affaires bulgares. Elle a laissé ainsi à M. de Bismarck toute la responsabilité de sa félonie future contre le Tsar. Le procédé, on le verra sûrement plus tard, est un coup de maître.

Combien de diplomates et d'écrivains en Europe se sont laissé prendre à la comédie bismarckienne. Le moment est donc pour moi bien choisi de dire que *jamais* M. de Bismarck n'abandonnera le prince de Cobourg, à moins qu'il ne soit visiblement pris à quelque piège et publiquement démasqué.

L'idée slave se fortifie de plus en plus et la sagesse de la politique russe y a largement contribué. Depuis que la Russie, dégagée de l'influence germanique, revient à son origine et à ses traditions, d'un bout à l'autre du monde slave, sous des climats les plus divers, avec des mœurs et des coutumes différentes, le slavisme s'affirme et retrouve ses vitalités.

Il faut bien se garder de confondre le slavisme et le panslavisme, car les slavophiles ne sont pas nécessairement panslavistes. Si le moindre petit groupement travaille pour la cause des frères slaves, à l'exemple des grands poètes et des grands prosateurs russes, c'est bien moins pour aider à la formation d'un grand empire que pour aider à la reconstitution de l'unité de la race slave.

A Berlin, la politique intérieure subira certainement avant peu des modifications graves,

Guillaume II étant ultra-conservateur. Ennemi de toute idée moderne, le nouvel empereur rejettera les nationaux-libéraux vers les progressistes et exigera de M. de Bismarck qu'il essaie de rattacher le centre aux conservateurs, alliés jusqu'ici par la volonté du chancelier aux nationaux-libéraux.

A la fin du mois dernier, dans l'arrondissement de Bielefeld, la campagne faite par les nationaux-libéraux contre le pasteur Stœcker qu'ils ont passionnément combattu, a irrité l'Empereur et prouvé que le pacte connu sous le nom de *cartel* est dénoncé.

La situation de M. de Bismarck pourrait bien devenir au moins singulière. Conservateur sous Frédéric III parce que les libéraux étaient ses ennemis, il va devenir libéral sous Guillaume II parce que les ultra-conservateurs sont aussi ses ennemis. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, à propos des polémiques entre les conservateurs et les nationaux-libéraux, hier encore unis, a dit très durement leur fait aux premiers.

Il ne resterait donc au chancelier, si le *cartel* est rompu, qu'un moyen de gouverner selon l'esprit de son souverain : celui de ramener à lui le centre ultramontain. Il irait et viendrait journellement à Canossa, mais M. de Windthorst est resté l'ennemi implacable des institutions de l'État, l'intransigeant avec lequel aucune entente n'est possible. Où le chancelier trouvera-t-il l'ap-

point d'une majorité gouvernementale agréable à Guillaume II?

Les deux bêtes noires de M. de Bismarck sont le parti de la cour, qui a pour directeur le pasteur Stœcker, et le parti progressiste ayant pour chef M. Richter. Alimenter l'un ou l'autre par la double défection de ceux qu'il avait si difficilement unis serait pour lui une épreuve cruelle.

Ce que craint M. de Bismarck, habitué à pêcher en eau trouble, c'est une situation parlementaire très nette comme celle qui résulterait de l'union des nationaux-libéraux et des progressistes formant une opposition compacte et de l'entente des ultra-protestants et des ultra-catholiques sous le patronage personnel de l'empereur. Plus alors de ces bâtons flottants que M. de Bismarck excelle à diriger.

En somme, les cléricaux et les progressistes regardent avec joie se désagréger les éléments d'une majorité qui les a tant de fois irrités et vaincus. M. de Bismarck, qui a si souvent leurré le parti national, en a besoin aujourd'hui, mais il ne peut se l'attacher en l'appelant au pouvoir, l'empereur ne le permettrait pas.

En cours de cette année 1888, les élections pour la Chambre des députés de Prusse nous feront assister à un remaniement complet des anciens partis. Les coalitions conservatrices seront plus agréables à la politique du nouvel empereur qu'à celle de M. de Bismarck.

1er septembre 1888

L'entrevue manquée de Stettin, article publié par la *Nouvelle Revue* et signé Juliette Adam.

L'ENTREVUE MANQUÉE DE STETTIN

L'argument le plus sérieux des dénégations de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, à propos du rapport secret de M. de Bismarck publié par la *Nouvelle Revue*, visait le passage suivant :

Les derniers moments de l'empereur Guillaume avaient été péniblement affectés par l'attitude de l'empereur de Russie accueillant avec dédain l'invitation qui lui avait été adressée par l'empereur Guillaume à l'époque des manœuvres de Stettin.

A cela la *Gazette de l'Allemagne du Nord* réplique :

Il est notoire que jamais cette invitation n'a été adressée ; la vérité sur cette affaire est aussi bien connue en Russie que chez nous.

La *Gazette*, inconsciemment ou volontairement spécule sur ce fait : que le Tsar ni per-

sonne en Russie, ayant un caractère officiel, ne voudra donner à cette audacieuse affirmation le démenti qu'elle mérite. Mais combien un tel mensonge dessert la cause qu'il voudrait servir et devient précieux en prouvant une fois de plus à l'empereur Alexandre quelle est la véracité du chancelier d'Allemagne !

Sans doute, le Tsar méprise des polémiques qui ne peuvent ajouter à ses convictions faites ; sans doute, son gouvernement est résolu à se désintéresser de toutes les questions qui peuvent fournir un prétexte à des froissements nouveaux ; mais il n'en ressort pas moins de tout ceci que l'empereur Alexandre et M. de Giers savent à quoi s'en tenir sur l'invitation à Stettin et connaissent la valeur d'un démenti des journaux officiels de M. de Bismarck.

Tous les changements qui sont intervenus dans la politique allemande datent de l'invitation de l'empereur Guillaume et du refus du Tsar de s'y rendre.

M. de Bismarck n'ayant jamais admis qu'on discutât et encore moins qu'on pût atteindre son prestige, avait donc un intérêt majeur à laisser ignorer cette défaite humiliante de sa diplomatie.

Toutes les circonstances qui entourent l'entrevue manquée de Stettin font de ce curieux épisode l'un des plus intéressants de la politique allemande. Il apparaîtra aux historiens futurs comme le point culminant de cette politique, car

nul ne la caractérise mieux et ne révèle plus clairement les procédés diplomatiques du chancelier.

C'est cet épisode qu'il me plaît de raconter au lendemain même de la publication du rapport secret dont il éclaire merveilleusement les commentaires.

I

Lorsqu'il fut décidé à Berlin que les grandes manœuvres de l'armée allemande auraient lieu à Stettin, le 12 septembre, et que le vieil empereur Guillaume y assisterait, il y avait déjà eu des négociations entamées relatives à une entrevue entre le Tsar et l'Empereur. Les négociations n'ayant pu aboutir, le prince de Bismarck avait, non sans irritation, abandonné depuis un certain temps ce projet d'auguste rencontre.

Malgré d'habiles efforts et la mise en mouvement de ses meilleures influences, le chancelier s'était vu forcé de constater son échec.

Le Tsar refusait de venir en Allemagne après toutes les mesures d'hostilité prises contre les valeurs russes par le gouvernement allemand. Il se devait à lui-même, il devait à son peuple de ne point consentir d'une part à une démarche qui paraissait approuver ou pour le moins absoudre l'inimitié antirusse, qu'excitait et qu'entretenait avec une passion calculée la chancellerie allemande : d'autre part, il ne pouvait être question

pour l'empereur de Russie d'acheter au prix d'une visite les faveurs dont personne n'aurait pu garantir la sincère et loyale exécution. Les rapports entre les deux cours étaient donc plus froids qu'ils ne l'avaient jamais été depuis l'avènement au trône de l'empereur Alexandre III.

Cette situation devenait chaque jour plus pénible à l'empereur Guillaume, qui n'avait jamais complètement approuvé les roueries de la politique orientale de son chancelier.

Le vieil empereur voulait très sérieusement la paix, et répugnait à toute tactique prenant la forme d'une provocation. Il avait l'ambition d'être honoré et estimé.

Le prince de Bismarck, au contraire, suivait les exigences de sa politique alors très obscure, surtout pour l'Autriche qui n'interprétait pas toujours dans le sens de ses intérêts la guerre implacable de papier que l'Allemagne faisait à la Russie.

Le but de M. de Bismarck était alors très spécial. Il n'avait pas encore inventé la ligue officielle des États pour la paix.

Seule l'Autriche avait l'illusion de croire qu'elle était l'alliée de l'Allemagne et qu'en vertu de cette alliance elle opposerait aux ambitions menaçantes de la Russie dans les Balkans une force invincible.

C'était bien une illusion, car l'Allemagne ne favorisait que les solutions qui pouvaient mettre

aux prises la Russie et l'Autriche, et elle affirmait en même temps, avec solennité, qu'elle n'avait point à intervenir au débat, n'ayant rien à voir dans la question bulgare.

La politique apparente de l'Allemagne était véritablement incomparable et merveilleuse.

M. de Bismarck se faisait aimable et obligeant. Il ne cherchait à s'interposer qu'en médiateur, et au nom de la paix. Il ne prenait, vis-à-vis de la Russie, certaines attitudes qu'avec chagrin et dans le seul but de ramener ses gouvernants à des appréciations plus justes, à de meilleurs sentiments, etc., etc.

L'empereur Guillaume admettait cette théorie comme étant la conséquence de ses devoirs d'allié vis-à-vis de l'Autriche, mais il était d'avis que les provocations de l'Allemagne à l'adresse de la Russie étaient inutiles et dangereuses, et que toutes les difficultés seraient aplanies, au moins pour un temps, si l'Allemagne employait son influence à mettre d'accord la Russie et l'Autriche sur le choix du souverain qui régnerait en Bulgarie.

C'était le conseil de la sagesse. Le prince de Bismarck se résigna à le suivre, et déclara à ses ambassadeurs que l'Allemagne considérait l'élection du prince Ferdinand comme illégale.

Or, c'est à ce moment même que se place l'incident de la note du prince de Reuss, incident que je suis forcée de rappeler pour la clarté com-

plète des révélations nouvelles qui vont suivre,

Le prince de Bismarck fit parvenir à son ambassadeur à Vienne une note que celui-ci remit en personne au prince Ferdinand.

Cette note était ainsi conçue :

Je ne puis, en rendant compte à Votre Altesse des sentiments et des idées que l'on m'a chargé de lui exposer, que lui dire que le gouvernement n'a pas de conseils ou d'instructions à lui donner au sujet de la prise de possession du trône de Bulgarie. Le gouvernement allemand est lié par des traités qu'il respecte. La prise de possession du trône de Bulgarie, dans les circonstances actuelles, est avant tout une question de sensation et d'initiative personnelle qui doit être entreprise aux risques et périls de celui qui l'entreprend et pour laquelle le gouvernement allemand ne peut prêter ni paraître prêter en ce moment aucune aide ni aucun encouragement officiel. Il ne s'ensuit pas cependant que le gouvernement allemand ne puisse, pour les besoins de sa politique générale, encourager officieusement et par les moyens légitimes d'action qu'il possède en Bulgarie, l'entreprise d'occuper le trône de Bulgarie, conformément aux intérêts de la paix européenne et de la politique allemande. Il est évident que si Votre Altesse se rend en Bulgarie avec cette idée sérieusement mûrie et décidée, le moment viendra où quelque défavorables ou même hostiles que puissent paraître en ce temps les actes de la politique allemande vis-à-vis de l'entreprise de Votre Altesse, les sentiments que le gouvernement de Berlin nourrit en secret pour le succès de son action monarchique en Bulgarie pourront éclater au grand

jour et avoir ainsi toute l'efficacité attachée à l'action ouverte et décidée d'un puissant empire.

Votre Altesse peut communiquer en toute sûreté avec moi tant qu'elle se trouvera sur le territoire austro-hongrois. Si elle se décide à passer en Bulgarie, je me permettrai de mettre un chiffre à sa disposition qui lui facilitera les moyens de continuer des relations qui pourront un jour, je l'espère, devenir ouvertes et excellentes.

Après avoir rappelé la note du prince de Reuss, connue de tous, j'ouvre une parenthèse qui me permettra d'encadrer un nouveau document secret.

II

Comment admettre que le prince Ferdinand, dirigé par l'astucieuse princesse Clémentine sa mère, se soit lancé dans une aventure qui avait si mal réussi à son prédécesseur le prince Alexandre, avec la certitude d'en être réduit à lutter « seul contre l'Europe », selon les termes mêmes de sa déclaration?

Cela n'est pas admissible.

Le prince de Cobourg avait compris l'importance du document qui lui était remis par l'ambassadeur d'Allemagne, et le considérait non sans raison comme le plus précieux et le plus efficace des talismans.

En acceptant le pouvoir aux conditions formu-

lées dans cette note, le prince Ferdinand entreprenait de jouer un rôle de grande utilité, et, quoi qu'il arrivât, il liait sa fortune à celle de l'empire d'Allemagne.

La tentation était irrésistible.

Je donne ici un passage d'une quatrième et dernière lettre inédite du prince Ferdinand de Bulgarie à la comtesse de Flandre. Lettre aussi authentique que les trois premières, et qui leur est une conclusion naturelle. Je copie textuellement :

Si M. de Bismarck, écrivait le prince à la comtesse de Flandre, est dans la nécessité, pour éviter de terribles complications auxquelles il ne se sent pas suffisamment préparé, de démentir les actes de sa propre politique et de taxer publiquement de fausses les pièces qui en découlent et les appréciations qu'on en fait, — cela, comme je viens d'en recevoir les assurances de Berlin même, — il n'en est pas moins vrai qu'il a besoin de mon concours pour que j'accepte pareille situation et démente également l'existence de documents exacts qui peuvent même sembler aux yeux de beaucoup, et par l'attitude anti-orléaniste prise par le chancelier après l'entrevue avec le Tsar, avoir été conçus par moi pour un intérêt que je ne saisis pas.

Je suis donc obligé de démentir des faits exacts et à paraître même l'auteur calculé de ces faits, sous peine de me voir retirer complètement l'appui, bientôt transformé en guerre, de l'Allemagne qui possède dans mon silence de mensonge son seul intérêt à me ménager.

Ce silence de mensonge, que gardait à regret le prince Ferdinand de Bulgarie, et qu'il observa cependant pour ne pas être brisé comme verre par son impitoyable maître, ne caractérise-t-il pas étonnamment vis-à-vis de l'empereur Guillaume Ier la politique de son chancelier?

III

Je reprends mon récit de l'entrevue manquée de Stettin. Guillaume Ier a donc été abusé dans sa confiance par le prince de Bismarck. L'aventure de Bulgarie s'est faite contre ses conseils, contre sa volonté. Le vieil empereur voulait que la Russie fût satisfaite dans ses revendications légitimes et qu'aucune pensée de doute ne se maintînt, au sujet de ses dispositions réelles, dans l'esprit du Tsar.

C'est pourquoi il avait *loyalement* déclaré et fait attester par son chancelier, à la face de l'Europe, qu'il ne reconnaissait pas l'élévation au trône du prince Ferdinand.

Cette déclaration avait produit sur l'esprit de l'empereur Alexandre une bonne impression, et bientôt les amis de l'Allemagne en Russie affirmèrent que les relations avec le « puissant voisin » pouvaient un jour redevenir ce qu'elles étaient auparavant, si l'influence sage et modératrice du vieux monarque continuait à prévaloir.

A Berlin, on demeurait sceptique. Une entrevue entre les deux empereurs était regardée comme une sorte de miracle, car on ne pouvait y tenir, dans les cercles informés, comme absolument sincères les déclarations du prince-chancelier à propos du prince de Cobourg. A la cour, la nouvelle souvent répandue, en juillet et en août, de l'entrevue des empereurs, faisait sourire, et toutes les fois qu'on interrogeait l'ambassadeur de Russie, on le désespérait.

Cependant c'était à qui répéterait au comte Schouvaloff qu'il serait le plus grand des ambassadeurs s'il obtenait de son auguste maître qu'il abordât, ne fût-ce qu'une journée, sur le territoire allemand et s'il recevait le chancelier de l'empereur; mais ce glorieux événement ne se produisait pas.

L'empereur Guillaume était affecté de cette situation. Il se sentait plus affaibli chaque jour, et, en raison même de cette faiblesse et des conséquences qu'elle présageait, il était plus impatient, plus susceptible à l'égard des impressions ressenties. La visite du Tsar était devenue une obsession. Le comte Perponcher disait à cette époque que lmeilleur médecin de son empereur était le Tsar, que le Tsar seul aurait le don de prolonger ses jours.

Aussi quel enthousiasme, quelle explosion de joie dans cette cour du vieux souverain, le jour où se répandit l'heureuse nouvelle de la venue du

Tsar ! Que d'éloges reçut le négociateur, le comte Herbert de Bismarck, quand il vint apprendre le succès de sa mission !

Le comte Herbert avait effectivement réussi ; et sa gloire n'était pas de peu de valeur, car il avait dû emporter l'adhésion de son père, que cette négociation avait toujours trouvé sceptique, après les nombreux échecs qu'il avait subis lui-même.

Mais la jeunesse est heureuse, et cette fois, par où le père n'avait pu passer, comme on le disait gaiement chez le prince Radziwill, l'enfant avait passé.

Voici, du reste, ce qui était arrivé :

Le comte de Bismarck était à l'ambassade de Russie, en visite. La conversation tomba sur la santé de l'empereur Guillaume, et imprudemment l'ambassadeur russe laissa entendre que l'opinion le plus généralement admise à la cour, dans l'entourage immédiat du Tsar et même dans la famille du Tsar, était que l'empereur Guillaume touchait à sa fin.

Le comte Herbert de se récrier, et dire que c'était, en effet, une opinion courante dans toutes les cours; mais que rien n'était plus inexact; que l'empereur, quoique exposé à des accidents fréquents, était toujours aussi fort et qu'il vivrait encore quelques années; que du reste la question était trop grave pour qu'elle n'attirât pas la plus sérieuse attention du Tsar et de ses ministres; qu'il y avait un intérêt politique puissant à ce

que le doute n'existât pas plus longtemps sur ce sujet dans l'esprit du Tsar, qu'une occasion se présentait prochainement qui réduirait à néant toutes les craintes partagées par la famille impériale russe ; que le Tsar devait à l'affection que lui portait son grand-oncle de se rassurer lui-même sur l'état d'une santé qui lui était si chère.

Le comte Herbert, qui supposait bien tenir son entrevue, insista tant et si éloquemment, qu'il obtint de son interlocuteur qu'il télégraphiât au Tsar la conversation qu'il venait d'avoir avec lui.

De son côté, le comte de Bismarck informait l'empereur et le chancelier, et les décidait à admettre, malgré l'avis du chancelier, qu'il fût écrit au Tsar pour l'inviter à se rendre aux prochaines grandes manœuvres de Stettin, afin de s'y rencontrer avec l'empereur Guillaume.

Cette lettre fut écrite par Guillaume et adressée au Tsar, qui, sur les instances de son ambassadeur, allait consentir à l'entrevue et se disposait à donner ses ordres de départ, lorsqu'un incident subit éclata qui mit tout en question.

Un messager secret venait d'apporter au Tsar la note du prince de Reuss et les trois lettres du prince de Bulgarie à la comtesse de Flandre, documents qui établissaient les preuves irréfutables de la déloyauté et de la duplicité du prince de Bismarck.

Le Tsar écrivit aussitôt à l'empereur Guillaume sur un ton qui fut considéré à Berlin comme peu

courtois, que les convenances de son voyage ne lui permettaient pas d'accepter le rendez-vous de son grand-oncle et qu'il était heureux d'apprendre que sa santé fût satisfaisante.

C'est le 2 septembre que le messager secret parvint à Copenhague ; c'est le 3 septembre que l'on annonçait officiellement, avec une hâte qui fut remarquée, la résolution prise par les médecins de ne pas autoriser le déplacement de l'empereur à Stettin. La réponse du Tsar venait d'arriver [1].

. . . .

L'émotion fut grande au palais. Que s'était-il passé à Copenhague? Pourquoi le Tsar était-il revenu sur ses premières dispositions favorables? Nul ne le savait.

Seul le chancelier comprit que l'empereur Alexandre avait dû connaître quelques secrets de sa politique qu'il devait ignorer, et que toute pensée d'accord ou d'alliance avec la Russie venait de s'évanouir.

Le prince de Bismarck fit aussitôt prévenir son fils qu'il eût à s'arrêter à Ostende, à son retour

1. L'empereur avait fait une chute l'avant-veille, en marchant de long en large dans la salle, après le dîner qui eut lieu à l'occasion de la revue. La chute avait été si peu inquiétante que le souverain avait continué encore longtemps de s'entretenir avec différents convives en marchant.

On sait que cette prétendue résolution des médecins devait être rapportée quelques jours plus tard, après consultation du chancelier et que l'empereur se rendit quand même à Stettin à la date primitivement indiquée.

d'Angleterre, et qu'il y attendît ses instructions.

C'est à la villa Régina, à Ostende, avec le concours du roi des Belges et du comte Naffeï, ambassadeur d'Italie à Madrid, que le comte Herbert de Bismarck va commencer les négociations dont les conclusions serviront de réponse au refus irrité du Tsar.

1er novembre 1888

Le plan d'attaque de la France par la Belgique est renouvelé de Frédéric II. — Proclamation de la Triple Alliance. — Voyage de Guillaume II en Italie. — Le livre du Dr Mackenzie sur la dernière maladie de Frédéric III.

Les engagements du roi Léopold avec l'Allemagne ont encore fourni le sujet de polémiques ardentes et d'articles accusateurs. L'avenir prononcera entre les négateurs de l'alliance personnelle du roi des Belges avec le roi de Prusse et ceux qui répètent à satiété : « Cette alliance n'a pas été et ne peut être démentie par le contractant lui-même. »

M. de Bismarck n'est pas l'inventeur d'une marche sur Paris par la Belgique; si sa diplomatie en réalisa les possibilités, il aura justifié en partie l'une de ses prédictions de faire de Guillaume II un *nouveau Frédéric*. Frédéric II avait sérieusement songé à un plan d'opérations militaires contre la France dès le mois de mai 1770. On le trouve dans ses œuvres militaires à l'article IV. Réflexions sur le projet de campagne,

1er septembre 1775 : « *Il s'agissait d'attaquer la France avec deux armées, l'une en Alsace pour contenir les Français, l'autre plus forte en Flandre pour marcher sur Paris.* » Un seul trait suffit à montrer combien le roi entrait dans le détail circonstancié de son plan : « Supposé, dit-il, que l'on prît Paris, il faudrait bien se garder d'y faire entrer des troupes, parce qu'elles s'amolliraient et perdraient la discipline. Il faudrait se contenter de tirer de grosses contributions » (*Œuvres*, XXIXe vol. p. 92).

La voilà donc chantée, proclamée, la Triple Alliance faite par l'Italie avec une Allemagne amie de l'*Autrichien* et ennemie des Français.

Longtemps alliance honteuse, comme ces pauvres qui cachent leur misère, longtemps dissimulée, reniée même. Elle est aujourd'hui glorifiée au Capitole. Le comte Corti, qui le premier a refusé les bienfaits de l'alliance est mort ; M. de Robilant dont la France a reçu plus d'une blessure est mort.

Le *Voyage de noces*, comme l'a appelé M. de Bismarck, de Guillaume II a été triomphant ; certain Romain a bien trouvé le nouvel Empereur hautain et *mécanique*, mais l'Italie est heureuse comme la Bourgogne de la Tour de Nesle.

1. Je regrette de ne pouvoir citer, à cause des longueurs, tout ce que j'ai écrit au sujet de l'enthousiasme de M. Crispi et de l'Italie à propos de la proclamation de la Triplice. Cela serait vraiment à sa place à cette heure. L'orgueil crispinien égale à ce moment-là l'orgueil bismarckien.

M. de Bismarck, en faisant faire par Guillaume II une visite de condoléances au Saint-Père et une visite de noces à Humbert Ier, n'a rien ajouté à la grandeur de sa politique, ni au prestige de son empereur.

Guillaume II va-t-il enfin rentrer en Allemagne? A-t-il assez arpenté les rails, a-t-il assez changé le décor de ses incarnations en hussard noir et en cuirassier blanc?

Il serait temps peut-être, Sire, de songer à l'honneur de votre nom, car sa dignité est en souffrance. Continuerez-vous à laisser souiller la mémoire de votre père par les brutalités bismarckiennes? D'ailleurs, que vous abandonniez ou non l'impératrice Victoria à son implacable ennemi, elle sortira victorieuse de l'épreuve. Les copies des mémoires de votre père que M. de Bismarck et vous comptiez faire disparaître pour en nier ensemble l'authenticité ne tomberont pas toutes entre vos mains.

M. de Bismarck et Guillaume II soudés par leur complicité dans les tortures qu'ils ont infligées à Frédéric III cesseront en vain d'échapper à sa justice. Il se dresse devant eux, il les saisit, il les marque, il les accule aux actions criminelles.

M. de Bismarck tient à sa légende autant qu'à son pouvoir. Il a eu raison de Frédéric III, comme souverain, il veut en avoir raison comme juge.

Par son cynisme, M. de Bismarck entend imposer à l'Europe son jugement sur les événements

auxquels il a pris part et il influencera, terrifiera, brisera tous ceux qui essaieront d'éclairer l'histoire contradictoirement.

Au milieu de tant d'accusations, toutes les tentatives des vrais coupables seront vaines. On n'atteint pas les morts qui se vengent. Si muets qu'ils soient, leur parole garde son autorité, si glacée que soit leur main, elle signe des arrêts desquels on ne peut appeler.

Le livre sur la dernière maladie de Frédéric III du Dr Morell Mackenzie est aujourd'hui dans toutes les mains. Venu à la suite de la publication des mémoires de l'empereur mort, il complète la preuve que nulles tortures morales comme nulles tortures physiques n'ont été épargnées à ce martyr. Ses bourreaux sont déjà moins triomphants. Forcés à la défense, ils font tête de toutes parts, mais combien de fois se blessent-ils en frappant!

Décembre 1888

Discours du trône. Guillaume ne fera pas la guerre, sauf nécessité.

Une préoccupation maladive hante Guillaume II : celle de la recherche et de la destruction de toutes les traces de pensée laissées par son père. Il les réclame ou les prend selon son caprice. Les amis de Frédéric III sont ses ennemis ; il les traite comme tels, se dresse devant leurs résolutions, les menace dans leur avenir ; il trouble, il inquiète et bientôt il fera peur.

Si l'Allemagne s'abandonne à ce détraqué, elle subira toutes les servitudes.

Un roi déplaît à l'empereur d'Allemagne : il a prononcé, quinze ans auparavant, comme le roi Louis, un mot que la cour ne lui a pas pardonné ; il a reçu froidement l'empereur comme le roi Charles. Malheur à eux, ils seront déshonorés d'abord et assassinés ensuite. L'accusation lancée contre le roi de Wurtemberg est affreuse. C'est la même qui pesa sur l'infortuné roi de Bavière. Pourquoi se mettre en frais d'imagination ? Le

roi Charles, éclairé par la mort tragique du roi Louis, s'est retiré à Nice à l'abri des entreprises criminelles.

Comment de simples électeurs, en voyant les rois broyés, résisteraient-ils à la main de fer de M. de Bismarck ? La Prusse a donc voté dans les élections du Landtag comme il lui était signifié qu'elle votât.

Mais c'est le parti de M. de Bismarck qui triomphe, et non celui de Guillaume II. Les actes des nationaux-libéraux sont-ils ceux qui le satisferont cinq années durant? Le chancelier lui-même sera-t-il honoré *longuement* comme l'enseignent les commandements de l'Église, par un prince qui déteste l'ascendance et se cabre sous l'obligation du respect quel qu'il soit.

Le puissant César germain a prononcé son discours du Trône à la séance d'ouverture du Reichstag, dans la salle Blanche, couleur de la pureté de ses intentions. Jugez-en :

« Ce serait agir d'une façon incompatible avec ma foi de chrétien et les devoirs que j'ai à remplir que d'exposer l'Allemagne aux calamités d'une guerre, même victorieuse. »

Il a soin d'ajouter : sauf *nécessité*.

Quant à la *nécessité* qui vous obligerait de faire cette guerre, Votre Majesté oublie-t-elle que les 500 millions de crédits militaires à faire voter au Reichstag lui rappelleront avant peu que la France a toujours été choisie par M. de Bismarck

pour jouer ce rôle de nécessiteuse, de quémandeuse de guerre.

Ne tendons-nous pas sans cesse la main pour recevoir l'aumône des batailles? La France est une affamée de massacres, une meurt-de-faim de barbarie. Sauvage s'il en fut, elle a inventé deux formules : « Brutalité civilisée », et : « Tuer fait vivre. »

Cette France, si utile à la politique prussienne, vous avez, Sire, omis de la nommer dans votre triomphant discours. Bon Dieu ! où M. de Bismarck puisera-t-il ses arguments tout à l'heure quand il lui faudra se mettre en frais d'éloquence pour montrer la France dressée aux portes de l'Alsace-Lorraine et allongeant ses tentacules monstrueux jusqu'en Russie !

Janvier 1889

La folie des armements auxquels l'Allemagne entraîne toute l'Europe coûte à notre continent 3 milliards par an. — Persécutions scandaleuses contre deux amis de Frédéric III. — L'un d'eux, M. de Geffken, libéré après quatre-vingt-dix-neuf jours de prison. — Le major de Deines accuse sir Robert Morier d'avoir renseigné Bazaine sur la marche des armées allemandes en 1870. — Les accusations contre sir Robert Morier tournent à la confusion du comte Herbert de Bismarck. — Mort de Katkof[1]. — Guillaume II est le premier sujet de son chancelier. — Démission de M. de Friedberg, ministre de la Justice prussienne. — Les mémoires de Frédéric III ont enlevé à M. de Bismarck une grande part de son prestige. — Ses accusations contre les amis de l'Empereur défunt achevèrent de le faire juger.

Nous pouvons fêter dans la tranquillité complète le centenaire de 89.

Il est entendu que la France n'a nulle envie de

1. Je raconterai dans *les Alentours de la Revanche* l'une des infamies les plus monstrueuses de M. de Bismarck à propos de cette mort. De fausses lettres de Katkof, de Floquet et de moi furent fabriquées par un agent bismarckien ayant pour complice le chef de la police russe à Paris. Ces lettres furent remises au Tsar. Il crut aux calomnies qu'elles contenaient. Son indignation fut cause de la maladie et de la mort de Katkof.

faire la guerre et, le prétend M. de Bismarck, l'Allemagne ne nous attaquera jamais. En vain M. Richter, député progressiste au Reichstag, nous prouve-t-il que l'armée allemande, en y comprenant ses réserves, comptera bientôt cinq millions d'hommes. En vain lord Lytton nous apprend-il que la folie des armements auxquels le gouvernement prussien oblige l'Europe coûte chaque année à notre continent plus de trois milliards : il faut que nous considérions quand même toutes ces menaces comme des assurances de paix.

M. de Bismarck donne à chaque heure des preuves nouvelles de sa passion, de ce qu'il appelle son *grand œuvre de germanisation universelle*. Il n'a cessé d'insister auprès des cercles de Vienne pour qu'ils imposent aux nationalités de l'Autriche la langue allemande. Ruiner l'empire des Habsbourg par des armements, à l'aide des traquenards des traités commerciaux, par la lutte acharnée contre ses exportations, l'acclimater peu à peu tout entier à la langue allemande, manœuvre dont les professeurs allemands ont dévoilé de longue date le but unique : l'assimilation de l'Autriche à la Prusse.

Peut-on désirer, lorsqu'on est l'ennemi de M. de Bismarck, deux plus vilaines choses que l'emprisonnement de M. de Geffken, voulu par M. de Bismarck le père, et la campagne menée par M. de Bismarck le fils contre sir Robert Morier, ambas-

sadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, tous deux coupables d'avoir été amis de l'empereur Frédéric III. L'acharnement des tortionnaires contre la mémoire de leur victime est certes la chose la plus odieuse qui ait indigné la conscience humaine depuis longtemps. Le procès d'Arnim, où l'un des principaux chefs d'accusation, je l'ai déjà écrit, était le vol d'un fauteuil d'ambassade sur lequel la fille du comte était morte, et que le pauvre père avait tenu à emporter ; la noyade du roi Louis de Bavière, des ennemis assassinés ou déshonorés, ne nous avaient pas suffisamment préparés au spectacle des vilenies accumulées pour diminuer, pour compromettre, pour abaisser le souvenir d'un mort.

La mise en liberté de M. de Geffken rend inexplicable son emprisonnement. Quant à la conclusion du *Moniteur de l'Empire*, déclarant que l'accusé est mis hors de cause, parce que la première Chambre de la Cour impériale a, dans une séance secrète, conclu « qu'il n'y avait pas de raisons suffisantes pour admettre que l'inculpé Geffken eût la pleine conscience des articles incriminés », elle serait piteuse et ridicule si elle n'était odieuse comme le reste et ne spéculait sur l'espoir de faire passer M. de Geffken pour insensé. Ce n'est d'ailleurs pas la faute de ses bourreaux si l'insinuation est fausse, car l'ami de Frédéric III a subi dans la prison de Moabit, durant quatre-vingt-dix-neuf jours, toutes les souffrances physiques et

morales qui peuvent briser les ressorts d'une intelligence humaine.

Ainsi donc, les Mémoires de l'empereur Frédéric III sont bien authentiques et n'ont été sur aucun point falsifiés. Ainsi donc, le *Rapport immédiat* du chancelier est un document sans valeur et sans loyauté; ainsi donc, M. de Bismarck est bien l'homme surfait que le futur empereur, alors kronprinz, nous dépeint, et l'histoire ratifiera, comme elle l'a toujours fait, car elle honore ceux qui ont souffert, le jugement d'un persécuté contre ses persécuteurs. A qui M. de Geffken doit-il d'être sorti de prison et délivré des poursuites de la justice bismarckienne? Sans doute à l'énergie de l'impératrice, exigeant de l'empereur Guillaume qu'il arrêtât le procès, et menaçant de défendre en personne, si les débats s'ouvraient sur cette affaire, la mémoire outragée de son mari.

L'un des vilains petits résultats de l'emprisonnement de M. de Geffken a été, dans l'honnête Prusse, la conduite abominable du fils de l'accusé. N'a-t-il pas demandé que son père fût interdit, et ne s'est-il pas efforcé de prouver que l'auteur de ses jours était fou? O familial Berlin, qu'as-tu dit?

En résumé, M. de Bismarck peut une fois de plus — espérons que ce ne sera pas la dernière, — maudire « l'Anglaise ».

Mais le jeune comte Herbert, piqué, lui aussi, de la haine de Frédéric III, a espéré faire mieux

que le grand chancelier, et il a lancé l'incident Morier. Frapper l'empereur défunt est l'unique obsession des Bismarck; atténuer le colossal insuccès du *Rapport immédiat*, prouver que l'empereur Guillaume avait des raisons majeures de se méfier de son fils et de l'éloigner des affaires, établir que l'empereur Frédéric eût été un danger pour l'Allemagne s'il avait vécu, tels ont été les mobiles qui ont fait agir le comte Herbert de Bismarck et lui ont soufflé un acte de déloyauté et de grossièreté qui restera parmi les plus fameux.

On sait que la *Gazette de Cologne* publiait, ces jours, deux lettres du major de Deines, attaché militaire d'Allemagne à Madrid, accusant sir Robert Morier, ministre à Darmstadt en 1870, aujourd'hui ambassadeur à Saint-Pétersbourg, d'avoir fourni des renseignements au maréchal Bazaine sur la marche des armées allemandes. Le major de Deines affirmait avoir entendu de la bouche dudit Bazaine, à Madrid, les paroles suivantes :

« La première nouvelle du mouvement fait sur ma gauche par les Allemands et du passage de la Moselle par eux, *je l'ai reçue par un télégramme* du représentant de l'Angleterre à Darmstadt. »

Sir Robert Morier, diplomate jusqu'ici respecté, gentilhomme et gentleman au sens le plus complet de ces deux termes, accusé par la feuille officieuse allemande d'avoir commis un acte indigne d'un homme d'honneur, ne fut pas maître de sa

colère. Il mit, par lettre, le comte Herbert de Bismarck en demeure de démentir l'odieuse calomnie. Une accusation nouvelle mit en cause M. de Brandès, conseiller de l'impératrice Augusta (reine à cette époque). Mais quoique morte, elle aussi, une lettre d'elle publiée lui fit défendre en même temps M. de Brandès et sir Robert Morier.

De son côté, la presse européenne, par des calculs de date, avait réduit à néant les accusations de la *Gazette de Cologne*. Une chose, cependant, reste acquise : c'est que les révélations de la *Gazette de Cologne* lui viennent par la Wilhelmstrasse.

Le comte Herbert de Bismarck ne fait pas meilleure figure dans la campagne Morier que son illustre père dans la campagne Geffken. L'empereur Frédéric, tout mort qu'il est, semble protéger ses amis avec plus d'habileté que ses ennemis ne les attaquent. Cette lutte contre un disparu qu'on force à chaque instant de réapparaître ne porte pas bonheur à M. de Bismarck.

Je reçois à l'instant de la famille Katkof un souvenir qui me touche profondément : ce sont deux photographies représentant l'une la chambre mortuaire de l'illustre patriote, ardent ami de la France, dans sa terre de Znamiskoë, chambre conservée telle qu'il l'a quittée, l'autre son cabinet-bibliothèque. Dans ces deux pièces sont placées toutes les couronnes qui ont été envoyées

à sa veuve pour être déposées sur sa tombe et qu'elle a pieusement sauvées de la destruction.

Couronnes des Basses-Pyrénées, des Landes, de la Presse française, de l'Allier, du Lot-et-Garonne, de la Somme, de la Corrèze, de la Dordogne, du Lot, de l'Aveyron, de l'Alsace-Lorraine, de Moscou, de la colonie française d'Odessa[1].

M. de Bismarck et sa politique ont, cette semaine, accaparé l'attention de l'Europe sur tant de points qu'il me faut procéder avec méthode, commencer par le commencement et parler de la grande colère du chancelier à la nouvelle de l'arrêt de non-lieu rendu par la Haute-Cour de Leipzig dans l'affaire Geffken.

« Je finirai par une grosse bêtise », a dit un jour M. de Bismarck. Cette fin, avec son côté proverbial, eût pu avoir encore un certain air pour un homme d'esprit, mais le chancelier d'Allemagne finira par bien plus qu'une grosse bêtise, il finira par des vilenies et il a déjà commencé.

Est-il rien de plus révoltant pour le simple bon goût, à défaut de noblesse de cœur, que ces piétinements sur un cadavre, que ces corps à corps avec une ombre, que cet acharnement à détruire dans l'âme d'un peuple le culte d'un mort?

De même que M. de Bismarck voulait à tout

1. Je le répète : je dirai, sans qu'on puisse m'opposer un démenti, le genre d'assassinat de Katkof choisi par M. de Bismarck.

prix que fût constaté, reconnu, établi, que le fils de son Empereur était cancéreux, qu'il devait mourir d'un cancer, — le plus tôt possible, — de même il veut à cette heure que Frédéric III ait été un lépreux au moral, fils répudié, patriote criminel, souverain ayant à tel point le mépris de ses sujets et la hâte du pouvoir qu'il fit, sur une syncope de Guillaume Ier, rédiger, par le fou Geffken, des proclamations au peuple allemand.

Cette accusation de folie jetée à un homme sage, modéré, conscient de son devoir envers une amitié auguste, restera l'un des crimes les plus vils du chancelier.

Que M. de Bismarck, ennemi du Kronprinz, haïssant Frédéric III, n'ait pas autrefois senti qu'en poussant à la cautérisation à outrance de l'impérial malade, ne sente pas aujourd'hui qu'en soulevant chaque jour la pierre d'une tombe pour y jeter l'insulte, il a fait jaillir la pitié de toutes les âmes, qu'il révolte la conscience universelle et sanctifie un martyr, cela peut à la rigueur se comprendre sinon s'admettre, étant donné la figure brutale pour laquelle pose le chancelier et son mépris du respect humain.

Mais que M. de Bismarck, après avoir excité un fils contre son père mourant, après avoir encouragé ses convoitises proches du crime, oblige ce fils, peut-être repentant, à condamner tous les actes de son père, à persécuter les amis qui sont restés fidèles à sa mémoire, en vérité, c'est braver le ciel!

Comment le chancelier pourra-t-il exiger maintenant que le peuple prussien honore en Guillaume II celui qui refuse d'honorer son propre père? Comment M. de Bismarck attendra-t-il de l'Allemagne qu'elle se dévoue et se sacrifie à la gloire d'une famille quand un membre de cette famille flétrit lui-même l'honneur dont il a reçu par héritage la garde suprême?

On s'imaginait en Prusse que Guillaume II prenait enfin souci du nom de Hohenzollern lorsque cessèrent les poursuites contre M. de Geffken et que l'ami de son père fut remis en liberté. A ce moment, l'oubli ne pouvait plus s'imposer, mais le silence pouvait encore se faire. L'amour d'un peuple, pour un souverain devenu légendaire en quelques mois, eût été la garantie de ce pieux silence. Bientôt, il n'eût plus été question de M. de Geffken en Allemagne et l'Europe affairée ne s'en fût plus souvenue.

Mais M. de Bismarck paraît et Guillaume II, s'il s'est rappelé un instant qu'il est le fils de Frédéric III, ne se rappelle plus qu'une chose : c'est qu'il est le premier sujet de son chancelier.

Celui-ci, avec son entêtement, hier superbe, aujourd'hui aveugle, quitte Friedrichsruhe et vient ressaisir le dossier jugé insuffisant par une haute cour allemande pour condamner un ennemi de l'esprit bismarckien. Ce dossier, le chancelier le rouvre, le livre au monde entier pièce à pièce :

acte d'accusation, lettres de M. de Geffken et de M. de Roggenbach, etc., etc.

En vain, la *Gazette de la Croix* gémit-elle sur les atteintes que subissent les traditions de respect de la maison de Hohenzollern à voir la monarchie s'abaisser jusqu'à faire appel d'un arrêt de non-lieu rendu par l'autorité judiciaire compétente; en vain, la *National Zeitung*, blâmant l'analyse cyniquement tronquée faite par la *Gazette de Cologne* des lettres de M. de Roggenbach et de M. de Geffken, lettres qui n'ont pu être communiquées à ladite *Gazette* que par la Wilhelmstrasse, conclut-elle que « ceux qui s'amusent à donner à des *cancans* politiques l'apparence de documents historiques, ne contribuent pas pour leur part à élever le niveau des mœurs politiques en Allemagne ». Rien n'arrête M. de Bismarck, ni la lassitude des indifférents, ni le dégoût des adversaires, ni l'indignation des amis de Frédéric III.

Non seulement il crie à l'univers son blâme des décisions du tribunal d'Empire, dont la prévoyance et la sagesse sont plus appréciables encore après la publication du rapport de M. de Bismarck à Guillaume II sur l'ordonnance de non-lieu dans l'affaire Geffken, mais il accule un honnête homme, le ministre de la Justice, M. Friedberg, entre sa démission et deux lâchetés : une association à son blâme contre la haute-cour de Leipzig et la présentation au Reichstag

d'une loi rendant impossible un nouvel arrêt de non-lieu dans un cas semblable à l'affaire Geffken. M. Friedberg inflige à M. de Bismarck une leçon de moralité en choisissant sa retraite.

M. de Bismarck se « moque des pédants », mais il s'affole. Un jour il fait couvrir de venin dans ses feuilles reptiliennes une fois de plus la mémoire de Frédéric III; un autre jour il fait publier, par sa dévouée *Gazette de l'Allemagne du Nord*, une lettre banale de l'Empereur défunt datée du 25 mars 1888 et dont il se glorifie comme d'un brevet de capacité ; or, cette lettre ressemble à tous les certificats qu'on donne, lorsque l'occasion s'en présente, à un serviteur dont on n'a pas eu encore l'occasion de se débarrasser. D'ailleurs il ne s'agit dans cette lettre que de services rendus par M. de Bismarck à l'armée, ce qui est un fait connu et incontesté.

De l'acte d'accusation de M. de Geffken dicté par M. de Bismarck, il ne résulte d'une part que ceci : que MM. de Geffken, de Rogenbach et sir Robert Morier étaient tous trois les amis sincères de Frédéric III, qu'ils étaient liés entre eux, qu'ils étaient les confidents politiques de l'Empereur défunt et détestaient M. de Bismarck, lequel n'a jamais, qu'on sache, montré au Kronprinz l'un de ces dévouements qu'il est souverainement injuste de méconnaître.

De la publication du fameux *Tagebuch* dans les *Rundschau*, il était d'autre part résulté cela, que

M. de Bismarck est un homme surfait, qu'il n'a pas pris à la fondation de l'empire d'Allemagne la part qu'il s'attribue, ce que l'avenir et les *documents secrets* nous prouveront mieux encore.

Donc le chancelier a perdu par la publication des Mémoires de Frédéric III une partie de son prestige. Par ses révélations, par ses rapports, par ses accusations, par ses poursuites il n'a brisé ni M. de Geffken, ni M. de Roggenbach, ni sir Robert Morier. Tous trois demeurant les fidèles amis de l'empereur défunt[1], sont plus autorisés que jamais à le défendre, plus encouragés à l'aimer, plus excusables de haïr M. de Bismarck.

Les colères de l'ennemi *mortel* de Frédéric III n'ont servi qu'à prouver l'authenticité du *Tagebuch*, à en souligner l'importance, à en faire reprendre la reproduction, à en commenter l'influence.

Une fois de plus le mort s'est dressé devant son meurtrier, il l'a blessé à son tour. Insaisissable, il frappe. Invisible, il égare. Impalpable, il vaincra...

M. de Bismarck aurait dû s'en tenir à déshonorer, à supprimer ses ennemis vivants et laisser en paix ses ennemis morts; il devrait se contenter de réduire les peuples de l'Europe en esclavage.

Février 1889

Mort de l'archiduc héritier d'Autriche. — Le prince Rodolphe ne s'est pas tué par amour. — Il a probablement été assassiné. — Les lettres qu'on a publiées annonçant sa résolution de se tuer sont fausses. — Portrait de l'archiduc Rodolphe. — « *Guillaume et moi nous ne nous aimons plus, et nos politiques commencent à ne plus s'aimer* », écrivait l'archiduc peu avant sa mort. — Les événements qui suivirent provoquent la conclusion. — La mort de l'archiduc est un triomphe pour M. de Bismarck.

Un événement tragique a jeté dans la douleur la plus sincère et la plus profonde les peuples de la monarchie austro-hongroise. Cet événement est la mort du prince héritier de la couronne des Habsbourg. Je ne pus croire à son suicide, et je dirai plus tard comment il eût fallu s'y prendre pour amener la conviction sur ce fait. Mais quel qu'ait été l'accident occasionnel de la mort du prince Rodolphe, un homme de sa valeur n'abandonne pas la vie et ne disparaît pas de ce monde sans qu'on ait le droit de s'interroger sur les causes qui ont provoqué cette disparition ou cet abandon.

Je n'hésite pas à dire que la politique y a sa part, la politique extérieure. Et pour que le plus chrétien des monarques ait à peine hésité, malgré ses scrupules religieux, à laisser affirmer que son fils, que l'héritier du trône s'était suicidé par amour, il faut que la vérité sur cette mort, si elle était connue, risque de compromettre un bien plus précieux encore que le sentiment religieux, que l'honneur d'un nom : qu'elle compromette enfin la politique d'un Empire. La part que le père, que le chef de famille a faite au souverain dans ces derniers jours, nulle autre que l'impériale conscience de François-Joseph ne saurait la mesurer.

Le suicide de l'archiduc Rodolphe a provoqué des explications si nombreuses qu'elles ont, en se succédant, détruit l'apparence de réalité que chacune d'elles semble contenir, et fait mieux ressortir les contradictions de toutes. Pourquoi un tel prince se serait-il suicidé? Son caractère où la belle humeur viennoise, où l'enthousiasme dominaient, exclut tout d'abord l'idée préméditée du suicide. Ses mœurs de grand seigneur, quelque peu légères, le nombre même et la diversité des passions auxquelles on attribue une influence funeste sur ses résolutions suprêmes donnent un démenti flagrant aux informations officieuses et prouvent que les galanteries Régence de la grande vie de l'archiduc n'ont pu suffire à lui inspirer le goût d'une mort d'étudiant de

première année. L'aventure A..., la double aventure W...; l'aventure S..., l'aventure princière C..., par leur multiplicité, sont la preuve complète qu'aucune n'est vraie. Ce dont je suis certaine c'est que, s'il y a eu tentation, perdition, trahison et même guet-apens, une princesse W..., autre que celle qu'on a désignée et suppôt de M. de Bismarck, y a pris part. L'assassinat du prince héritier d'Autriche reste donc probable. Une ou plusieurs femmes ont pu y être mêlées comme instruments et non comme cause. Quant au suicide, s'il a eu lieu, l'amour a pu en être, avec le dégoût de la vie, un des motifs, mais non le principal et le déterminant.

Ce n'est pas la lettre ridicule et banale à M. Soegyenyi, publiée par Jokai, l'ami dévoué de M. Tisza, ami dévoué lui-même de M. de Bismarck, qui peut influencer l'opinion publique et l'obliger à croire au suicide du prince Rodolphe. Comment le brillant auteur du livre, que l'Autriche-Hongrie a dévoré et que l'Europe admire, comment le prince exceptionnellement instruit, brillant, spirituel, l'être délicat et vibrant, dont la phrase était à la fois large et sobre, l'image élevée, comment ce prince écrivant sa dernière lettre à son ami se serait-il servi de cette expression sèche et bourgeoise : « Je dois quitter la vie, fais-en part à nos amis et connaissances » ; n'est-on pas tenté d'ajouter : ainsi qu'à leurs dames, pour que le comble y soit ! . . . .

La lettre de l'archiduc au duc de Bragance est aussi vulgaire, aussi idiote que la lettre Soegyenyi ; qu'on en juge : « Il faut que je meure, je ne peux pas faire autrement, porte-toi bien. »

Tout cela prouve qu'après s'être résigné à tenir secret l'assassinat ou le duel du prince Rodolphe, on permet, on accepte qu'il soit ridiculisé par ses soi-disant amis et déshonoré par les officieux.

On fait du prince Rodolphe un malade, un fantasque, un fou, jusqu'à un assassin qui tue une femme par derrière ; une sorte de Chambige princier, de l'homme qui, plus élégant que jamais de sa personne, va l'avant-veille au bal, s'informe des nouvelles du jour, félicite avec bonne grâce la maîtresse de la maison sur sa fête, salue son frère avec un affectueux respect, après une scène violente, affirme-t-on, ce qui prouve à quel point il pouvait être maître de soi, écrit à l'un de ses amis qu'après un peu de paresse, il va se mettre au travail, donne un rendez-vous à huit jours de date au professeur Koller et témoigne de la plus simple et de la plus parfaite liberté d'esprit.

Quoi qu'on ait pu dire et écrire sur la mort du prince Rodolphe, sur son « accès de folie, » il restera intact dans le souvenir de son peuple, comme le type d'un prince accompli, penseur remarquable, politique libéral et sage, orgueilleux de son nom et désireux de lui rendre sa gloire et sa

prééminence. C'est là peut-être plus qu'ailleurs qu'est le secret de sa mort. Il rêvait une Autriche se ressaisissant, se fortifiant, se reprenant enfin. Mais s'il avait la passion de l'Autriche impériale, il aimait d'un amour égal toutes les nationalités de la couronne, parlant leur langue, goûtant leur littérature, se laissant charmer par la poésie de leurs légendes.

Militaire, dans la mesure d'un haut patriotisme et non par l'habitude de la caserne, cavalier superbe, intrépide, homme courageux, brave, loyal, ami sûr, causeur exquis, dont le doux regard bleu, lorsqu'on l'avait croisé, laissait dans l'esprit le souvenir d'une lumière et d'un attrait, tel fut et tel restera pour l'histoire Rodolphe de Habsbourg.

L'archiduc s'intéressait de plus en plus à la France ; il écrivait il y a quelques semaines à ce même duc de Bragance, auquel on lui a fait écrire : « Je meurs, parce que je ne puis pas faire autrement », il écrivait, dis-je, cette jolie phrase : « Guillaume et moi, nous ne nous aimons plus et nos politiques commencent à ne plus s'aimer. » Voilà qui ressemble mieux au prince Rodolphe.

Si le jeune archiduc subissait la Triple Alliance comme une conséquence de la défaite de Sadowa, trop humblement acceptée par la diplomatie autrichienne, il entendait ne pas se courber sans réveil de fierté sous l'insolence prussienne. Nul plus que lui ne souffrait du ton protecteur de

la presse allemande vis-à-vis de l'Autriche; les *injonctions* de la Wilhelmstrasse. Les hauteurs dédaigneuses de M. de Bismarck, le révoltaient et l'on sait à Vienne et à Pest que plus d'un parmi ses intimes a vu des larmes de colère et le rouge de l'indignation lui monter au front quand les feuilles bismarckiennes répétaient à l'envi « que l'Autriche n'est rien et ne peut rien sans l'Allemagne ».

Ah! si l'on me montrait quelques billets fiers et désespérés de Rodolphe de Habsbourg, quelque cri de douleur sur l'abaissement de l'Autriche, sur l'impuissance de ses jeunes et nobles ardeurs à relever la politique extérieure de l'empire, livrée aux mains d'un Tisza, germanisant à outrance; ah! si dans sa dernière lettre à François-Joseph, il lui avait dit : « Je meurs pour ne pas être tenté de vous blâmer, mon père. Vous savez quel jugement je porte sur la conduite de Guillaume vis-à-vis des siens, mais je ne veux pas non plus assister à votre suicide politique, à l'émiettement de l'Autriche. Je meurs du mal de ma patrie adorée, de ce que les Habsbourg sont sans orgueil et parce que j'ai peur de voir un jour votre nom sans honneur. »

Quelque billet semblable m'eût fait croire au suicide du prince Rodolphe, car sa vie tout entière se fût résumée et jetée dans un tel cri. J'aurais cru alors que ce chevalier poète avait voulu la mort plus douce en la partageant avec une femme aimée ce jour-là.

M. de Bismarck triomphe encore par la mort du prince héritier d'Autriche. Déjà il trouvait en lui un insoumis, avant peu il eût trouvé un adversaire. Le grand chancelier d'Allemagne, dont l'inimitié est *mortelle* en pensée et en action, est de nouveau délivré d'un ennemi. La liste est si longue des morts « bismarckiennes » qu'elle se clora d'elle-même avant peu, le combat cessant faute de combattants : Skobeleff, Aksakof, Katkof, Chanzy, Miribel, Louis de Bavière, Frédéric III, Rodolphe de Habsbourg... moi, Fourmi, je l'ai vue passer deux fois à ma portée.

1er mars 1889

Essai de gouvernement personnel de l'empereur Guillaume.

Il y a eu bouderie entre Guillaume II, empereur d'Allemagne et M. de Bismarck, Régent. Mais le chancelier, s'il a repris son influence, reconquis tout son prestige sur l'esprit de son souverain, cette influence et ce prestige sont en baisse au dehors, à la grande joie de ceux qui, depuis quinze ans, le dénoncent comme une sorte d'antéchrist moderne, poussant les peuples à la haine et les rois à la ruine de leurs royaumes; et qui, sans pitié, sans générosité, sans grandeur, par le mensonge et par la force, poursuit le but final de l'extermination des races au profit d'une seule.

L'empereur d'Allemagne a fait son essai de politique personnelle, mais en voyant que le ministère prussien devenait instable, tout comme un ministère français, il s'est rapproché du chancelier de fer. M. de Schelling, ministre de la Justice, le ministre des Finances, M. de Scholz, le

ministre Böttecher n'ont pas fait grande figure, il est vrai, sous l'inspiration personnelle de l'empereur. Pour diriger les affaires de la Prusse dominatrice en Allemagne, il faut ou des hommes de valeur ou une direction supérieure. Or, durant l'absence, ou plutôt durant la bouderie de M. de Bismarck, laissant l'empereur faire son école, l'expérience a été médiocre.

La leçon paraît avoir porté ses fruits. Le jeune souverain s'est enrégimenté à nouveau dans la politique opportuniste de son chancelier. L'essai de détachement, de résistance n'a pas été long. Les vieux conservateurs, s'ils restent les amis personnels de Guillaume II, ne sont plus les représentants de la politique, redevenue la politique bismarckienne.

15 mars 1889

L'empereur allemand songe à la possession de la mer et veut augmenter la flotte.

M. de Bismarck subit non sans quelque inquiétude le renforcement de la flotte. Guillaume II entend que la marine militaire allemande, de même que l'armée allemande est la première du monde, devienne la première marine de l'Europe. Il ne manquerait plus à la Prusse, après avoir provoqué à outrance l'émulation pour l'augmentation des armées de terre, que de recevoir le choc en retour des émulations pour l'augmentation des armées de mer.

Le fils d'un empereur qui n'avait d'admiration que pour les œuvres pacifiques est toujours prêt, lui, à se passionner pour les œuvres de guerre sous les formes les plus multiples. Il songe à tailler à son frère Henri un empire sur les plaines liquides dans la crainte qu'il ne convoite quelque parcelle de terre allemande.

La marine militaire se réorganise donc selon

les désirs de l'empereur pour se développer, M. de Bismarck y consent, quoique avec des réserves, mais il faut bien occuper l'activité fébrile de Guillaume II.

Avril 1889

Suppression de la *Volks Zeitung*, journal démocrate. — Lois réactionnaires contre les socialistes et contre tous ceux qui critiquent le gouvernement et la famille impériale. — Voyage du comte Herbert de Bismarck à Londres. — Une alliance avec l'Allemagne serait funeste à l'Angleterre. — Conduite des agents allemands à Samoa contre les Anglais. — L'empereur Alexandre III est un grand homme d'État dont le génie bienfaisant s'oppose au génie malfaisant de M. de Bismarck. — M. de Giers, son ministre, gravite dans l'orbite de la politique allemande. — La police prussienne fomente en Suisse des attentats contre le Tsar.

La suppression de la *Volks Zeitung*, journal démocrate, supprimé par simple mesure de police, que M. Richter a qualifiée d'*abus de pouvoir*, rentre dans le système des joies que M. de Bismarck procure à l'affection filiale de Guillaume II. La *Volks Zeitung* est cette même feuille que Frédéric III lisait assidûment, et de laquelle il écrivait dans son journal : « La *Volks Zeitung*, comme toujours, met dans le mille. »

Ni le chancelier ni son auguste élève ne pouvaient laisser vivre une feuille qui avait mé-

rité un tel compliment de l'empereur défunt.

M. Richter a dit au Reichstag : « L'ère de la réaction est ouverte. » La loi qui doit être votée visera non seulement les socialistes, mais tous ceux qui se permettront une critique sur les faits et gestes de la famille impériale, qui réclameront le droit entier de la liberté de réunion, qui discuteront sous une forme quelconque les bienfaits de la politique des Hohenzollern. Aucune « idée subversive » ne sera tolérée en Allemagne.

Guillaume II, en échange de ces mesures d'un autre âge, promet à son peuple une industrie aussi florissante qu'avant la guerre de Trente ans. Il semble à cet esprit idolâtre du passé que le retour en arrière puisse seul abriter les nations modernes contre les dangers du progrès.

Comment mettre d'accord cette ténacité dans le recul du jeune souverain et sa passion des engins de guerre les plus nouveaux sur terre et sur mer? La contradiction est le moindre des soucis de Guillaume II, il la provoque, la sème, la cultive et bientôt la récoltera partout. Notons encore que Guillaume II déclare à ses intimes que tout est, sinon à refaire, du moins entièrement à remanier dans le système de défense et d'attaque de l'Allemagne et que son idée fixe est de supprimer un à un tous les généraux qui ont plus d'un demi-siècle.

A noter que la famille des Hohenzollern a coûté pour sa défense 9 milliards 450 millions.

Les conservateurs, dont toute cette réaction pourrait servir les idées, sont écartés par M. de Bismarck.

Le bilan de la politique du chancelier au dehors n'est guère brillant ni en Serbie, ni en Bulgarie, ni en Hongrie, ni en Italie, ni même en Angleterre quoi qu'on dise, ni en Amérique, ni en Afrique.

A force de voir des choses inattendues, le public européen en soupçonne partout. C'est ainsi que le voyage de M. de Bismarck à Londres pendant quatre ou cinq jours servit de prétexte aux nouvellistes et aux cercles politiques pour ergoter sur la possibilité d'une quadruple alliance. Les ennemis ou les rivaux de l'Angleterre ne pourraient que souhaiter à lord Salisbury un aveuglement assez complet pour faire entrer son pays dans l'orbite de la politique allemande.

Que M. de Bismarck ait proposé une alliance offensive ou défensive contre la Russie, cela n'est point douteux, mais qu'un seul Anglais, dans la politique ou dans le négoce, parmi les bourgeois ou chez le peuple des campagnes et des villes, ait songé qu'en un tel cas, « proposition peut être tentation », on ne me le fera jamais croire.

Il suffit de lire le *Livre Bleu*, pour voir quelle audace il a fallu à M. de Bismarck pour déclarer le 26 janvier dernier que l'Allemagne et l'Angleterre « marchaient la main dans la main » à Samoa, au moment où les agents allemands qui s'y trouvaient traitaient les Anglais en

prisonniers de guerre. Nous avons la preuve que lord Salisbury jugeait fort sévèrement les violences allemandes et la publication du *Livre Blanc* à Berlin prouve que le premier ministre de la reine Victoria était autorisé à ce blâme puisque M. de Bismarck lui-même constate officiellement que son consul, M. Knappe, appliquait à Samoa l'état de guerre à des citoyens anglais.

Enfin il a surgi en face du chancelier d'Allemagne un grand homme d'État, génie bienfaisant contre un génie malfaisant, qui a relevé le drapeau de la justice, du droit, et qui a dit au mensonge, à la turpitude, à la trahison : « Je vous surveille »; à la tyrannie, à la morgue dominatrice : « C'est assez! » L'empereur Alexandre, s'il est accessible à un grand orgueil, doit être satisfait. Il a pour ennemis violents, d'un bout à l'autre de l'Europe, tous les journalistes décidés à ne pas reconnaître — et souvent payés pour cela — d'autre supériorité que celle de M. de Bismarck. Leur acharnement prouve, plus encore que notre admiration, combien le Tsar grandit et inquiète l'homme qui prétend être seul l'arbitre des destins du monde.

Si les actes de la politique d'Alexandre III, incontestablement personnels, n'ont pas provoqué en Europe toute l'admiration qu'ils méritent par la puissance et par la prévoyance de leur conception, c'est à M. de Giers qu'en revient la responsabilité

M. de Giers a pris de longue date l'habitude de graviter dans l'orbite de la politique allemande. Son désir est de prouver à tout prix que c'est lui qui dirige la politique de la Russie, prétention habilement stimulée par M. de Bismarck.

En France la logique oblige nos gouvernants à considérer comme un danger perpétuel, comme une menace constante, tout ce qui émane de M. de Giers et de ses agents les plus dévoués.

M. de Bismarck, qui aime à rendre visible la trace de sa griffe sur l'épaule de ses esclaves, qui a marqué à son chiffre les Andrassy, les Kalnoky, les Crispi, les Salisbury, s'est plu aux fioritures du tatouage avec M. de Giers. Nul n'ignore en Europe que M. de Bismarck le veut ainsi et que M. de Giers a les faveurs particulières de la Wilhelmstrasse.

M. de Giers sait-il par son ministre de Suisse que plusieurs attentats contre le Tsar ont été perpétrés par la police allemande? Il lui suffirait, pour en acquérir la preuve, de demander au gouvernement de la Confédération helvétique communication de l'enquête sur les socialistes, des lettres de M. Kruger, conseiller de police de Berlin, à ses agents en Suisse, en particulier celle adressée à l'agent Haupt, chargé de s'attirer par la flatterie la confiance des Polonais et de leur fournir du travail, dans laquelle on lit ceci que je livre aux méditations de M. de Giers : « Le prochain attentat contre l'empereur Alexandre doit

se préparer à Genève ; écrivez-moi, j'attends des nouvelles de vous. »

Être l'ami de l'Allemagne, pour un homme d'État russe, c'est donc inconsciemment sacrifier la vie d'Alexandre III, que M. de Bismarck abhorre depuis qu'il a rencontré en lui un rival en diplomatie. Le Tsar, s'il s'était laissé persuader par M. de Giers que M. de Bismarck devait lui être *persona grata*, aurait donc justifié le proverbe : « Apprivoisez un corbeau pour qu'il vous crève les yeux. »

Mai 1889

La loi en faveur des invalides du travail. — L'Angleterre répond aux manifestations de Guillaume II en votant un demi-milliard pour l'amélioration de sa flotte.

M. de Bismarck, s'il a encore des formes avec les conservateurs et les nationaux-libéraux qui constituent sa majorité, c'est parce qu'il attend de ses mameluks une bonne loi sur les socialistes et sur la presse, arme défensive qui lui permettra une fois pour toutes de faire taire journaux, brochures, parole, tout ce qui se permet en Allemagne une opinion autre que la sienne.

Les mameluks comprennent si bien le rôle que leur fait jouer le chancelier qu'ils s'abstiennent même d'assister aux séances du Reichstag et que M. de Bismarck ne sait comment faire voter sa fameuse loi en faveur des invalides du travail. Le dilemme est posé : ou subir une loi embryonnaire parce que le chancelier le veut et se désintéresse des discussions, ou discuter le projet de loi à peine ébauché et ne pas voter la loi.

Pendant que le chancelier essaie de prouver à la hâte et à la diable que le sort des ouvriers

touche son cœur sensible, la grève sévit en Westphalie, le sang coule et le gouvernement allemand récolte les fruits des excitations entretenues par ses agents à l'étranger; que M. de Bismarck y prenne garde, Dieu punit par où l'on a péché.

Revenons au Reichstag. Maintenant que l'assimilation des États allemands est faite au profit de la Prusse, assimilation qui a demandé certaines concessions libérales antipathiques à la dynastie des Hohenzollern (Frédéric III, enserré comme dans un étau entre son père et son fils, est une exception qui confirme la règle), maintenant que le libéralisme a fait son temps dans l'antichambre bismarckienne, il peut être mis sans honneur à la retraite. L'empire d'Allemagne dans sa forme définitivement césarienne et centralisatrice, a trouvé logique l'autoritarisme au dedans et l'expansion au dehors, dérivatif qui saisit tous les Empires et les conduit à l'abîme, a saisi Guillaume II, saisi M. de Bismarck malgré les apparences de résistance de ce dernier, sous la forme coloniale. Voilà le chancelier, non plus dirigeant par des fils télégraphiques ses agents à Paris, à Londres, à Vienne, etc., mais livré à des Peters, à des Knappe, à des Tsaver. L'infatuation légitime provoquée par les victoires prussiennes devient aujourd'hui un danger, car les dépositaires du glorieux drapeau seront tentés de le planter partout.

C'est ce qu'a compris l'Angleterre. L'affectation

de Guillaume II de se costumer en amiral allemand, de remanier, de transformer les commandements de la flotte, de prouver hautement qu'il veut une marine digne de son armée, avertit la prévoyante Albion déjà inquiète de l'habileté, de l'audace, des traîtrises de la politique bismarckienne à Samoa, à Zanzibar, qu'elle ait à craindre un rival plus roué, plus hardi, plus dédaigneux des droits acquis, moins scrupuleux que ses ennemis séculaires. Ce rival ne respectant que la force, la Chambre des Communes, sans distinction de parti, a compris qu'il fallait lui prouver qu'on disposait de cette force et elle a voté en bloc un demi-milliard pour l'amélioration et l'augmentation de sa flotte.

Ce vote obtenu par lord Salisbury et qui élève, dans la politique de courtage, inaugurée par le chancelier d'Allemagne, la valeur marchande de l'Angleterre, ne va-t-il pas éveiller les insatiables convoitises d'alliance de M. de Bismarck et lui faire promettre, au détriment de ses alliés précédents, pour le plus grand mal de ses ennemis, quelque pot-de-vin formidable qui attirera l'Angleterre dans la coalition austro-allemande?

1er juin 1889

Lois des invalides du travail ; les ouvriers rentiers de l'État.

M. de Bismarck, après un nombre incalculable d'années, courbé lui et ses fidèles sur les problèmes des questions sociales, vient d'y trouver une solution de la loi sur les invalides du travail. Il fait des « rentiers de l'État » de tous les ouvriers industriels septuagénaires, et lui, l'ex-ami des premiers novateurs du socialisme allemand, après cet os rongé jeté à la misère de cette classe, — car combien d'ouvriers industriels arrivent même à soixante ans et sont fixés par le travail dans les mêmes lieux, — il se loue, s'applaudit et déclare, lui dont les fonds reptiliens alimentent les plus mauvaises passions du socialisme anarchiste dans toute l'Europe, qu'il a désormais la « conscience tranquille » et qu'il vient de donner aux ouvriers « des garanties autrement substantielles que le mirage socialiste ».

Bien maigre palliatif cependant à la ruine d'un continent tout entier, ruine due à la politique du

chancelier allemand, car lui seul a livré l'industrie, le commerce, l'agriculture de l'Europe à la concurrence des autres continents qui n'ont aucune des charges d'impôts nécessités par des armées sur le pied de guerre en temps de paix.

Et encore le peu qui reste des ressources commerciales et industrielles, agraires, dévorées par le militarisme, M. de Bismarck le draine au profit de l'Allemagne. Et c'est ainsi que, dans la paix même, la Prusse fait payer à la France, à l'Angleterre, à la Russie, à l'Autriche, à l'Italie, la rançon de sa victorieuse domination.

15 juin 1889

Visite du Shah de Perse à Saint-Pétersbourg. — Fiançailles de la princesse Militza de Monténégro avec le grand-duc Pierre, cousin de l'empereur Alexandre. — Toast de l'empereur au prince de Monténégro, « *le seul sincère et fidèle ami de la Russie* ». — Propagande malfaisante de M. de Bismarck dans les Balkans. — M. de Bismarck veut la disparition de la France en tant que grande puissance. — Discours de François-Joseph : « *L'ordre règne en Bulgarie* », dit-il. — La Triple Alliance est une menace continuelle de guerre. — La sagesse de la politique russe maintient la paix. M. de Bismarck menace la neutralité suisse. — Discours du pasteur Wissman à la fête anniversaire de Morat. — Il est faux de croire qu'on n'a pas la guerre quand on ne veut pas l'avoir. — Premières manifestations des « excellentes relations entre la Russie et la France ». — M. de Bismarck cherche à détruire en Grèce les sympathies françaises. — Nouvelles révélations sur la police secrète de M. de Bismarck. — La guerre éclate quand un Hohenzollern prononce des paroles de paix. — Paroles de M. de Moltke sur la prochaine guerre : « Nos ennemis ont le nombre, l'armement et le courage, Notre supériorité est dans le commandement. »

M. de Bismarck qui fait graviter l'histoire depuis plus de vingt ans autour de la Prusse

accumule laborieusement tout ce qui pourra empêcher de l'écrire avec sincérité. Je ne connais pas de façon plus *égarante* que la sienne d'obliger l'Europe à se rendre compte de tel ou tel événement. Il faut à tout prix qu'elle juge à la prussienne, que dis-je, à la bismarckienne et qu'elle ne se permette pas de contredire à ce jugement car aussitôt la presse officielle ou officieuse, renseignée ou inconsciente, qu'alimente la Wilhelmstrasse, qui recherche, reçoit, accepte, ou copie le mot d'ordre du chancelier, pousse des cris de paon, crie à la calomnie, à l'abomination, à la fin du monde!

En ce moment toute revue militaire, toute réception de souverain, tout discours ou tout toast gouvernementaux qui n'ont pas pour but de recevoir et de glorifier Guillaume II, en personne, ou ne sont pas vis-à-vis de l'Allemagne d'une platitude parfaite, deviennent des menaces de guerre, tandis que les revues les plus enthousiastes passées par un allié qu'on pousse à la guerre, les réceptions les plus offensives, les discours les plus significatifs, les plus soulignés, les toasts qui sont des chants de bravoure, s'ils ont Berlin pour théâtre, doivent être considérés comme des vols de colombe, des bêlements d'agneau, des romances sentimentales, des litanies de la paix.

Quel bruit à propos de la visite du Shah de Perse! à Saint-Pétersbourg! Le danger a été

signalé par la Wilhelmstrasse à la presse anglaise qui s'est mise à se lamenter, à genoux, à parler d'alliances dangereuses, de *conventions secrètes*, selon l'expression de la *Gazette de Cologne*.

Quel vacarme au sujet des fiançailles de la princesse Militza avec le grand-duc Pierre, fils d'un oncle de l'empereur, le grand-duc Nicolas! Les Balkans eussent été mis à feu et à sang par les armées russes que la presse allemande n'aurait pas trouvé un autre vocabulaire pour parler d'abord du premier accueil du prince de Monténégro, à Gatchina, ensuite, de la splendide hospitalité reçue au Palais d'Hiver par un simple chef de clan montagnard « et qui s'adressait, à n'en pas douter, à celui qui porte dans ses armes l'aigle double de Serbie, surmonté de la couronne impériale d'Étienne Douchan ».

Quant au toast de l'empereur Alexandre : « Je bois à la santé du prince de Monténégro, le seul sincère et fidèle ami de la Russie », la presse allemande à cette heure encore y découvre tous les jours une signification agressive nouvelle.

Ce toast a paru, à tout ce qui est anti-prussien en Europe, admirable dans sa brièveté, il est à la fois très doux pour l'ami qu'il proclame et très fier vis-à-vis de ceux qu'il renie. Il résume toutes les situations artificielles créées par la politique bismarckienne, en montre l'inutile échafaudage.

L'empereur Alexandre, dès qu'il croit à l'unique amitié, à l'unique fidélité, à l'unique sincérité du

prince Nicolas, prouve qu'il ne croit plus à toutes les hypocrisies de la Prusse, sous couvert de ces mots sacrés. Il juge les intrigues bismarckiennes en Autriche, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie, en Turquie, non telles qu'un imposteur sans scrupule les présente, mais telles qu'elles sont.

Le Tsar blanc parle peu, écrit à peine, ne torture pas les faits pour les obliger à signifier exactement le contraire de ce qu'ils démontrent. Calme, résolu, il attend, il juge, il se souvient. Un Romanoff n'oublie pas. Aussi grandit-il de toute la distance qu'il a mise entre lui et M. de Bismarck. Il décourage le mensonge, rend inoffensive la fausseté, arrête l'effet des ruses les plus habiles.

Le toast du Tsar dit à l'Europe : « Je ne suis pas le jouet des flagorneries, des protestations de dévouement qui me viennent de Berlin. Je les reçois comme la preuve qu'on me craint assez pour me flatter et qu'on croit devoir prendre la peine de me ménager, de m'amadouer; toutes les politesses du monde ne parviendront plus ni à me séduire, ni à m'aveugler. »

Ce toast dit encore : « Je possède, moi, un ami sincère et vrai; s'il est petit, j'ai le pouvoir de le faire grand; il est dévoué et fidèle. L'empereur Guillaume pourrait-il en dire autant de son allié l'empereur d'Autriche ou du roi d'Italie ? »

Dans les Balkans, M. de Bismarck se livre à une propagande malfaisante, affreuse. Les deux

tactiques traîtresses du chancelier, envelopper et harceler l'ennemi, ne lui laisser ni trêve, ni issue sont aujourd'hui en plein exercice dans les Balkans. Si résolu que soit le Tsar à la patience, à l'attente, il sent les populations slaves, sœurs du peuple russe, sur lesquelles il veille paternellement, à la merci de la malfaisance bismarckienne. Diviser pour régner est trop noble pour le premier ministre de Guillaume II, il préfère la formule vulgaire : troubler l'eau pour y pêcher. Ce qu'il exploite le plus, c'est le compérage sous toutes les formes conscientes ou demi-conscientes. Le dit compérage est, il est vrai, facile à démasquer, car il a pour preuve et pour fin la lutte contre la France, celle contre la Russie ou contre les deux nations à la fois.

Mentir, faire mentir est la règle de la profession des agents de la politique de M. de Bismarck depuis le souverain jusqu'au reptile, affirmer que ce qui est faux est vrai, que ce qui est vrai est faux, démoraliser, détromper, intimider l'adversaire, l'obliger au qui-vive perpétuel, l'attirer sur la piste d'une certitude, l'égarer dans sa recherche, le surprendre par l'impudence, le stupéfier par l'audace, le lasser, l'ahurir par la répétition des mêmes procédés et des mêmes inutilités de la résistance, l'affoler, miner toutes les routes pour le précipiter, de quelque côté qu'il se tourne, dans un piège sataniquement signalé à l'avance, telles sont les hautes occupations dans

lesquelles se complaît le maître de l'Europe. L'organisation de son œuvre est telle, qu'elle est indestructible et que c'est à Dieu seul qu'il faut demander de la réduire.

Seigneur, Seigneur, délivrez-nous du fléau! Vous le voyez, la puissance terrestre est toute prise et vous savez que les ressources humaines du mal pèsent un poids plus lourd que celles du bien quand vous ne jetez pas votre volonté dans la balance.

A propos d'un livre sur M. de Bismarck, j'écrivais ce post-scriptum à ma lettre sur la Politique Extérieure du 12 juin 1889 :

« Après avoir lu le livre de M. Charles de Maurel, on sait à n'en pas douter quelles sont les inspirations réelles de la diplomatie de M. de Bismarck. Elles n'ont qu'une seule ambition, celle d'achever l'œuvre de 1870 qui a été manquée et de *saigner à blanc* notre pays de France, dont la disparition sur la carte de l'Europe comme grande puissance est considérée, par M. de Bismarck, comme le gage d'une longue paix. Il s'agit donc de savoir si cette théorie est de notre goût et si, par amour des convenances diplomatiques, nous laisserons carte blanche à M. de Bismarck et lui permettrons de poursuivre, sans l'inquiéter dans ses manœuvres, sous prétexte de paix, l'entreprise qu'il médite.

« Toutes les preuves que produit ce livre, toutes les révélations dont il abonde sont autant de

documents attestant qu'il s'agit de l'avenir de la nation française et que, si nous n'y prenons garde, cet avenir peut être compromis et réduit aux dernières extrémités. »

Je connais près de Naples une solfatare que la Triple Alliance me rappelle sans cesse. L'esprit de feu lui a donné l'apparence d'une coupe colossale du blanc le plus pur. Elle a quelque chose de nuptial, cette coupe, sous son badigeonnage de stuc et elle fait rêver à de perpétuelles hyménées. On ose à peine y poser le pied, craignant que la moindre trace ne soit une souillure pour tant de virginité. Cependant on fait un pas, puis deux, le sol tremble, résonne, tant la croûte en est mince; mille fissures, des crevasses fumeuses avertissent le visiteur de la fragilité de la coupe. Tout à coup, un bruit épouvantable sort d'un antre incandescent. Toutes les menaces du feu et de la flamme sont vomies par le trou béant et vous prouvent que le blanc stuc, la poussière virginale, ne sont que de la vie calcinée, détruite jusqu'à l'incoloration.

Dans la partie de la coupe qui, sous sa couche épaisse de stuc bismarckien, a encore nom l'Autriche-Hongrie, l'esprit de feu berlinois vient de lancer l'une de ses fumerolles. Un passage du discours de François-Joseph aux Délégations répond au toast du Tsar adressé au prince de Monténégro.

Parlant au comte Franz Zichy, élu président de la délégation hongroise, l'empereur d'Autriche a

dit : « L'ordre et la tranquillité règnent en Bulgarie ; il est intéressant de constater les progrès que fait ce pays malgré sa situation difficile. »

Ce qui revient à dire à l'empereur Alexandre : Mon cher voisin, vous comptez sur le Monténégro et la Serbie semble vous revenir, mais sur les conseils et sous la direction de mon grand allié, j'ai pétri de mes mains en Bulgarie une situation gênante pour vous, car si, par la Serbie et le Monténégro, vous dressez un obstacle sur mes routes orientales, j'en dresse un formidable sur les vôtres.

M. de Bismarck vient donc, par la voix de François-Joseph, d'apprendre à l'Europe que les progrès de la Bulgarie sous le règne du prince Ferdinand de Cobourg intéressent la Triple Alliance et que l'heure a sonné d'y applaudir.

Eh bien ! les documents bulgares, *ces faux documents*, sont-ils assez hautement reconnus vrais par cette phrase de l'empereur d'Autriche ?

François-Joseph a dans son discours constaté une chose dont mon humble clairvoyance avait, de longue date, averti mes lecteurs : c'est que la Triple Alliance est si peu une garantie de paix qu'elle oblige l'un des trois alliés à en convenir publiquement.

« Mon gouvernement, dit François-Joseph, en complète union avec mes alliés, s'emploie à développer dans le sens pacifique la situation toujours incertaine de l'Europe. Il nourrit le ferme espoir

que les bienfaits de la paix pourront être conservés malgré l'augmentation croissante en tous pays des forces militaires qui nous oblige à ne pas interrompre les perfectionnements de notre puissance défensive. »

Et pourquoi donc, Sire, l'augmentation des forces militaires croît-elle en tous pays, si ce n'est parce que la Triple Alliance, dont le pivot est l'Allemagne, n'a cessé, ne cessera d'être une menace de guerre et que, bien plus, sans la sagesse de la Russie, sans son calme, sans ses efforts pour ne pas laisser l'Europe se déséquilibrer davantage encore, la guerre aurait depuis longtemps éclaté.

Tous les arguments de la presse allemande, autrichienne et hongroise, dévouée à M. de Bismarck et qui n'a cessé de réclamer pour la Bulgarie le bénéfice de la formule : la Bulgarie aux Bulgarés, prendraient une signification étrange et singulièrement claire, si la Serbie pouvait être aux Serbes. La politique balkanique pour la Triple Alliance serait donc plus autrichienne que balkanique!

Des bruits persistants venus d'Allemagne nous montrent tantôt le général Waldersee signalant à Guillaume II la concentration des troupes russes et lui persuadant que, plus tôt il engagera l'action contre la Russie, plus il sera certain de vaincre; tantôt M. de Bismarck soulevant à la fois toutes les questions qui doivent être fixées avant le jour de la bataille.

J'ai, ailleurs, traité avec des documents incontestables, la question de la neutralité belge et les audaces de M. de Bismarck à cet égard. Le voilà maintenant qui menace la neutralité suisse dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Moi, qu'un patriote vaudois accusait d'être excessive contre M. de Bismarck (on sait que ma haine du chancelier est plus forte que la mort), je n'ai pour répondre qu'à citer les admirables paroles du pasteur Wissman à Zurich, le jour de la fête commémorative de l'immortelle bataille de Morat :

« Si l'œuvre diplomatique avec laquelle les traités ont été signés venait à manquer, les Suisses sont prêts à les écrire de nouveau avec leur sang en défendant leur foyer contre toute ingérence étrangère et en mourant plutôt que de subir le déshonneur. »

En contestant à la Suisse les droits de sa neutralité, le but de M. de Bismarck est de réduire, heure par heure, les possibilités de défense de la France.

Ce qu'il faut *ressasser à ceux qui croient qu'on n'a pas la guerre quand on ne veut pas l'avoir*, c'est que le chancelier d'Allemagne, s'il peut n'être pas d'accord avec M. de Waldersee pour attaquer la Russie, l'est toujours avec ses rivaux et avec ses alliés, pour attaquer la France. Il la circonscrit, l'enserre, l'enferme, la bloque chaque jour davantage. Il la laisserait peut-être encore quelques années cuire dans un jus qu'il ne cesse d'as-

saisonner de condiments dangereux s'il ne voyait la Russie faire des progrès constants dans l'idée que la France intacte est nécessaire à la sécurité de l'Europe. La France, de son côté, croit que sa destinée est attachée à l'intérêt qu'a le grand empire du Nord à ne pas laisser démanteler le dernier rempart de l'anti-germanisme.

La *Gazette de Moscou* formulait nettement la situation en disant que « les excellentes relations existant entre la France et la Russie font partie essentielle de ce qu'on appelle l'équilibre européen et leur importance est telle que ces relations sont au-dessus de toute attaque ».

Maintenant que l'Italie est publiquement réunie à l'Allemagne par des documents officiels, que la Belgique est secrètement soumise, que la Suisse est livrée aux angoisses de son instinct de conservation, menacée dans sa sécurité, que l'Angleterre est circonvenue et que la France est bien enfermée de toutes parts à l'aide de tous les moyens, de toutes les ressources que fournissent la haine, l'envie, la lutte pour l'existence, l'hostilité des intérêts, M. de Bismarck croit-il enfin le sort de l'Allemagne assuré; est-il enfin content?

Non, il y a là-bas, à l'extrémité de l'Europe, un petit peuple, grand, non seulement par ses traditions mais par ses destinées futures : le peuple grec. Il nous est resté fidèle et ami; une fraternité morale, intellectuelle, artistique, une sympathie de race, des intérêts de politique interna-

tionale sinon similaires, au moins nulle part contradictoires, des relations individuelles entre ses héros et nos hommes illustres nous ont unis et liés. Les Grecs fixés en France s'y sentent réellement dans une seconde patrie. Eh bien, M. de Bismarck entend et veut que cela cesse. La campagne est ouverte, la *Gazette de la Croix* a commencé le feu. Il sera prouvé que notre affection pour la Grèce, notre amour de son indépendance n'ont été, ne sont que des faux-semblants, c'est pour mieux l'asservir que nous avons aidé à son affranchissement. Aujourd'hui, nous la voulons esclave. D'autre part, un grand danger menace la nation hellénique, l'appui de la Russie qui convoite de la ranger comme favorite derrière le prince de Monténégro. Heureusement l'Allemagne veille! Elle efface entre l'Autriche et la Grèce des haines qui datent de la guerre de l'Indépendance, elle oblige M. Crispi à se montrer courtois, elle fait entendre à M. Tricoupis qu'un seul État en Europe est assez redoutable pour protéger la Grèce contre l'une de ses protectrices, la France ou l'Angleterre, assez riche pour que les financiers grecs puisent à pleines mains l'or sur ses marchés.

En échange de tant de services, que demande l'Allemagne? Rien. Que demandait la France pour moins que cela? Tout.

Les révélations à propos de la police bismarckienne se succèdent, et elles deviennent de plus en plus écœurantes. Un article de l'un de nos col-

laborateurs, M. Charles de Maurel, sur la neutralité belge et la neutralité suisse, dénonçait les traîtrises de M. de Bismarck dans les deux pays, et relatait avec détail la part de la police allemande dans l'une des plus grandes grèves de Belgique, celle de Charleroi.

Une polémique entre le duc d'Ursel et moi, en ce qui concerne la Belgique, polémique extrêmement courtoise, m'a laissé le dernier mot à propos de documents qui prouvaient l'impuissance du ministère belge à se dépêtrer de l'emprise de M. de Bismarck sur les affaires intérieures de la Belgique, le ministère se courbant sous cette emprise. En Suisse, au contraire, il trouvait des résistances indéracinables.

Une publication venue à point pour ajouter à l'indignation que causent les procédés policiers bismarckiens est celle de l'un des agents de M. Krüger, directeur de la police de Berlin, Max Trautner.

Ce Trautner raconte la longue et savante trame ourdie par la police allemande de Berlin, — lisez police bismarckienne, — pour s'emparer du malheureux ouvrier, le célèbre anarchiste John Neve, et sa remise illégale aux autorités allemandes, le 21 février 1889, à Liége. La longue et savante trame ourdie par la police allemande pour s'emparer du malheureux ouvrier est un curieux tissu de petites malpropretés qui révoltèrent jusqu'à la conscience de Trautner, laquelle devait être

pourtant bien élastique. Il y aurait de la naïveté à demander à l'Allemagne policière une honnêteté même relative dans sa conduite. Il n'en est pas moins révoltant de voir que son unique procédé, en fait de police, c'est l'achat des consciences. Ces petites sociétés anarchistes comptent ainsi plus de traîtres que de vrais frères. Dans chaque conventicule, il y a plusieurs agents provocateurs. John Neve, pour sa part, en avait au moins trois, — ses meilleurs amis naturellement, — attachés spécialement à sa personne, et chargés de le noircir auprès des anarchistes véritables. Parmi eux se distingue surtout un nommé Joseph Penker, qui s'efforce de faire passer Neve pour un agent provocateur et de se substituer à lui dans la direction du parti. C'est à la fois simple et original. Ces révélations, venant après plusieurs procès retentissants, achèveront-elles d'éclairer l'opinion européenne sur la valeur de cet épouvantail de l'anarchie, que l'empire allemand sait si bien agiter en faisant fabriquer sur ordre des complots anarchistes par la police à ses gages?

L'attitude de M. de Bismarck vis-à-vis de la Suisse a été certainement l'une des causes des troubles, des inquiétudes qui pèsent à nouveau sur l'Europe depuis quelques semaines. On sent que la prédominance absolue de l'Allemagne, que son césarisme international doivent un jour ou l'autre irriter ceux qui le subissent depuis tant d'années.

Il sonne une heure où les faibles, ayant épuisé les ressources de leur soumission, perdent en un instant cette prudence à laquelle ils ont tout sacrifié et se livrent à quelque acte de désespoir ; une heure où le tyran lui-même sent qu'il ne peut plus rien obtenir par l'adresse et veut imposer par la menace ses dernières exigences ; cette heure, il semble, approche, et le trouble qui la précède a déjà pris possession de bien des esprits.

Partout, en Europe, les journaux à la solde de M. de Bismarck ou dévoués à sa politique tiennent en éveil par des nouvelles troublantes, selon le mot à la mode, la nervosité générale : « les temps sont proches, de grands événements se préparent », le moindre fait est un sujet d'appréhension, que ce soit, à Vienne, le discours du Trône, en Bulgarie, une audace de « l'ornithologue », une note nouvelle du chancelier à la Suisse, quelque imprudence de langage du comte de Waldersee, une supposition du commandant général de la Prusse orientale... L'imagination des peuples que M. de Bismarck maintient journellement affolée conclut sans cesse à une guerre prochaine.

Le chancelier d'Allemagne n'a cessé de désigner à l'Europe comme grande agitatrice la Russie, le grand trouble-paix, quand, jusqu'aujourd'hui, elle a prouvé qu'elle était résolument pacifique. Il est vrai que son Tsar n'a cessé d'avoir les yeux ouverts et que le recueillement de la Russie n'a jamais eu l'air d'une abdication.

M. de Bismarck essaie de faire croire que, lui, ne désire pas la guerre; c'est là, dans la tradition de la politique prussienne, un fait qui semble indiquer de graves événements, car c'est toujours au moment où un Hohenzollern donnait sa parole qu'il ne voulait pas la guerre qu'il l'a faite. Il faut donc que, le nouvel empereur désirant la guerre, le chancelier feigne de s'accrocher désespérément à la paix.

En 1866, Guillaume I[er] écrivait à l'archiduchesse Sophie qu'il ne consentirait jamais à déclarer la guerre à l'Autriche.

En 1870, le même Guillaume déclare ne vouloir la guerre à aucun prix et y être acculé par une insulte. C'est au tour de celui qui a fait jouer la comédie aux autres à la jouer lui-même. Donc le chancelier allemand veut la paix, la Russie veut la guerre, la France veut la guerre!

Alexandre III et M. Carnot sont d'accord pour prouver au monde avant peu, le premier, qu'il est le plus grand pourfendeur de nations, et le second, le plus grand des agitateurs et des bravaches. On voit mieux, n'est-ce pas, quoi qu'en disent les feuilles allemandes, autrichiennes et anglaises, M. de Bismarck sous ces deux aspects.

L'hésitation de l'empereur Alexandre III à rendre à l'empereur Guillaume sa visite est, avec un accord touchant, dénoncée par les journaux reptiliens comme la preuve de résolutions suprêmes. Cette hésitation ne marquerait-elle pas

le peu de goût de l'empereur Alexandre pour la parade au profit des autres? La presse officielle et officieuse allemande commente les visites souveraines avec une si parfaite insolence, l'empereur Guillaume a une façon si singulière de recevoir ses cousins, que les préludes de cette visite peuvent blesser la haute dignité du souverain d'un grand empire résolu à ne pas faire acte de vasselage, comme l'empereur d'Autriche et le roi d'Italie.

Notons, en passant, à l'heure où l'on parle de guerre à ce point, les paroles de M. de Moltke, notre vainqueur en 70, l'allocution qu'il prononce à l'anniversaire de ses quatre-vingt-sept ans, et peu après l'affaire Schnaebelé :

« La prochaine guerre, Messieurs, sera surtout une guerre où la science stratégique, où le commandement aura la plus grande part. Nos campagnes et nos victoires ont instruit nos ennemis, qui ont, comme nous, le nombre, l'armement et le courage.

« Notre force sera dans la direction, dans le commandement : en un mot, dans le grand État-major, auquel j'ai consacré les derniers jours de ma vie.

« Cette force, nos ennemis peuvent nous l'envier, mais ils ne la possèdent pas. »

12 Août 1889

A propos des articles sur la neutralité belge publiés par la *Nouvelle Revue*. — La France a un intérêt suprême à ce que l'Espagne, la Suisse, la Belgique, soient neutres dans un conflit avec l'Allemagne, la neutralité de l'Italie semblant devenir impossible. — Les Belges sont profondément attachés à leur neutralité.

L'article de M. de Maurel : « Neutralité belge et neutralité suisse » a complètement réalisé le but poursuivi par son auteur et par moi. Il nous a fourni la preuve incontestable, aussi bien par la violence de contradiction des uns que par l'approbation des autres, de la passion avec laquelle la Belgique est attachée à sa neutralité.

Or, notre ambition unique étant de prouver à la nation belge le danger que court cette neutralité, la question est aujourd'hui nettement posée, nous la comprenons ainsi.

La France a un intérêt suprême à ce que l'Espagne, la Suisse, la Belgique, soient absolument neutres dans un conflit entre elle et l'Allemagne. Quant à la neutralité de l'Italie, elle est devenue, hélas! une impossibilité depuis que

M. de Bismarck, qui avait jeté de ses propres mains la pomme de discorde de Tunis saisie au vol par la France, a profité de l'irritation du roi Humbert pour lui faire signer un traité d'abord secret, puis approuvé par le Parlement de Rome, puis exalté par M. Crispi.

Donc l'Espagne défend sa neutralité avec toute la fierté qu'on peut attendre du gouvernement qu'elle s'est donné.

Donc, le peuple suisse et son Grand Conseil viennent de prouver une fois de plus avec quelle énergie ils refusent de laisser entamer l'indépendance de la Confédération helvétique.

Il reste à entraver en Belgique la réalisation de hautes et basses œuvres de M. de Bismarck et c'est, je le répète, le but que nous poursuivons.

Pour atteindre ce but, qui me semble aujourd'hui plus facile depuis que j'ai constaté l'attachement sans réserve de la nation belge à sa neutralité, les articles de la *Nouvelle Revue* doivent prendre le caractère de rapports diplomatiques au peuple belge.

15 Août 1889

Encore les articles de la *Nouvelle Revue* sur la neutralité belge. — Politique de la Belgique depuis 1870. — Hésitations du roi Léopold à entrer dans les vues chères à M. de Bismarck. — Le peuple belge ne ratifierait pas les engagements pris par la couronne, si elle en avait pris. — La grande revue navale de Spithead. — L'Angleterre entrera-t-elle dans l'alliance allemande; elle n'y a nul intérêt.

La hâte des publications a fait prendre aux écrits de M. de Maurel un ton agressif pour la personne du roi Léopold, ton que plusieurs de mes amis belges lui ont reproché, trouvant qu'il était blessant pour le loyalisme de la nation.

En continuant ses articles, et par les raisons que j'indique précédemment, je sais que M. de Maurel compte restituer à ses publications le caractère dans lequel il avait premièrement conçu leur ensemble. Il commencera dans le numéro du 1er septembre, à l'aide de la série complète de ses documents, la genèse de la politique suivie par la couronne belge depuis la défaite de la

France, qui, il faut bien en convenir, créait une situation nouvelle à examiner, à débattre, mais imposait d'autant plus de la résoudre dans le sens des vœux du peuple belge et d'une neutralité jalouse.

M. de Maurel aura l'occasion de constater les hésitations du roi Léopold, hésitations qui peuvent être considérées comme une espérance de l'avenir, lorsque le peuple belge, en connaissance complète de sa situation diplomatique et dynastique vis-à-vis de l'Allemagne, aura manifesté son irrévocable résolution de ne pas lui être livré.

Entre l'Espagne et la Suisse, où peuple et gouvernement résistent crânement, selon une expression souvent employée par la presse, aux entreprises dominatrices de l'Allemagne; entre le gouvernement du roi Humbert abandonné à la volonté bismarckienne et, sinon approuvé, du moins absous par son peuple, il y a une situation intermédiaire, celle du peuple belge qui n'a pas ratifié les engagements pris par la couronne.

Si les libéraux, dont tous sont fermement dévoués au principe de la neutralité, arrivaient au pouvoir, ils pourraient ou obliger le roi à se dégager des griffes de l'Allemagne ou l'y aider, selon l'expression qui plaira le mieux aux patriotes belges.

Il y a, vous le savez, cher lecteur, dans la politique internationale, d'étranges contradictions;

celle qui les domine toutes est, sans contredit, cette passion d'armements dont se réclament sans cesse ceux qui y poussent et y sacrifient le plus et qu'ils affirment n'avoir pour but et pour fin que la paix, rien que la paix.

A mesure que lesdits armements se perfectionnent en vue d'une exécution plus rapide, que les régiments augmentent, que les forteresses se bâtissent plus menaçantes, que les chemins de fer stratégiques quadruplent les facilités de jeter les uns sur les autres plus d'hommes pour la victorieuse tuerie, il nous faut croire sur commande prussienne que la paix devient plus certaine et que la Triple Alliance, qui est l'expression suprême de cette paix armeuse, nous apporte à chaque heure plus de sécurité.

Voilà ce qui résulte de l'état des choses sous le règne de l'universel et pacifique potentat qui a nom M. de Bismarck. L'Autriche n'a plus une menace pour la Russie, l'Italie n'en a plus une pour la France, l'Angleterre est à tout jamais dans le plus complet « parallélisme » d'intérêts, selon l'expression du *Standard*, avec la Russie et avec l'Allemagne.

Trouve-t-on, à cette heure, en Angleterre comme en Suisse, les traditions de fierté, d'indépendance qui étaient jusqu'aujourd'hui l'orgueil et l'honneur de la Grande-Bretagne? Ce déploiement de forces navales, cette démonstration par la preuve d'une importance dont M. de Bismarck a

tant de fois parlé avec respect, n'est-elle pas l'aveu d'une faiblesse morale? Autrefois, l'Angleterre se contentait d'imposer sa puissance, elle ne l'étalait pas. L'éclat de la revue de Spithead, le nombre des vaisseaux qu'une tempête peut réduire, n'ont pas, à mon avis, la valeur de certains mots héroïques des grands ministres anglais d'autrefois. La résistance du petit peuple suisse, qui, on peut le dire en riant, ne s'appuie pas sur sa marine, a plus de tournure que cet étalage de la flotte anglaise qui semble avoir été fait pour être marchandé.

L'empereur Guillaume est amiral anglais honoraire, la reine Victoria chef d'un régiment allemand.

Le *Standard*, et le *Morning Post*, dévoués à la politique de lord Salisbury, répètent sous toutes les formes que l'Allemagne ayant la première armée du monde et l'Angleterre la première marine, toutes deux doivent s'unir et dominer le monde. Il y a un *mais*, c'est que si l'analogie de leurs intérêts est complète, comme l'affirme le *Standard*, il est impossible que toutes deux convoitent la même part en face du même gâteau.

En apparence, la légitime rancune de la reine Victoria pour les tortures infligées à son gendre, la chevaleresque indignation du prince de Galles pour les procédés de l'empereur Guillaume vis-à-vis de sa mère, ont fait place à la cordialité la

plus sincère, voire la plus tendre. Tout ce qui a soulevé la conscience publique en Europe est absous. Sur cette miraculeuse réconciliation, une alliance va-t-elle se greffer ? Je ne le crois pas.

1er Septembre 1889

. de Bismarck est prêt à faire à l'Angleterre tous les sacrifices temporaires pour s'assurer son concours en temps de guerre. — Le roi Maliétoa est rétabli par les Allemands à Samoa. — M. de Bismarck blâme toutes les manifestations coloniales de la presse allemande. — L'amitié anglaise, dit la *Norddeutsch*, est plus précieuse qu'une expédition sur le haut Nil.

M. de Bismarck, qui affecte à certaines heures tant de dédain apparent pour l'empire des mers, et l'empereur d'Allemagne qui vient de se convaincre qu'on ne décrète pas une marine comme celle de la Grande-Bretagne, se montrent prêts à faire à l'Angleterre des sacrifices aussi bruyants que temporaires pour assurer son « unité d'action avec la Triple Alliance en cas de guerre ».

Dans ces derniers temps, des preuves, bien qu'elles aient dû être coûteuses à l'amour-propre prussien, ont été fournies à l'insatiable Albion du soi-disant désintéressement colonial de l'Allemagne. A Samoa, les agents de M. de Bismarck, on se le rappelle, dépossédèrent brutalement un jour le roi Malietoa au profit de Mataafa, leur

créature, et internèrent le souverain détrôné au Cameroun. Les Allemands eux-mêmes, qui avaient arraché Maliétoa à l'affection de ses sujets, viennent de le leur rendre, l'Angleterre comme l'Amérique n'ayant jamais cessé de protester contre l'élévation arbitraire de Mataafa; mais le séjour au Cameroun du roi des îles samoiennes n'a point été perdu, et les engagements qu'il a pris vis-à-vis de l'Allemagne priment dès aujourd'hui ceux que pourra lui faire prendre l'Angleterre.

A Zanzibar, le docteur Peters, s'il en est réduit à méditer sur le pourquoi des m'amours de l'Allemagne à l'Angleterre, comprendra mieux lorsqu'il apprendra que le gouvernement belge, dans son dévouement aveugle à l'Allemagne, vient de lui céder l'Arabe Serven-ben-Ahmed, fils d'un marchand d'esclaves, actuellement au service de l'État du Congo et qui devient pour la diplomatie bismarckienne à Zanzibar l'aide le plus admirable qu'on puisse trouver. Chargé de rassurer les marchands d'esclaves, de persuader à Bouchiri, chef des insurgés de la côte Orientale, que le capitaine Wissmann est un ami des indigènes, que l'Allemagne est la plus puissante ennemie des Anglais, M. de Bismarck, pour faire digérer à l'Angleterre cette belle pilule, affecte de blâmer toutes les manifestations coloniales de sa presse et de son peuple. En vain la société de secours à Emin pacha, en vain les journaux qui défendent la politique coloniale, en vain une partie notable

de l'opinion publique allemande réclament-ils la sauvegarde des intérêts nationaux et la réparation que l'amiral Freemantle doit à l'Allemagne à propos de la saisie de la *Meera*, bâtiment qui portait le docteur Peters au secours d'Emin, le grand chancelier n'écoute pas.

Bien mieux, la *Norddeutsch* répond que l'amitié anglaise est plus précieuse que le succès d'une expédition sur le haut Nil. De son côté, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* gourmande sévèrement ceux qui veulent tout étreindre avant d'avoir les ressources nécessaires pour tout embrasser. On le voit, les avances, les concessions, les invites à l'Angleterre ne peuvent être plus grandes; mais il arrive que la presse allemande, avec son infatuation, sa lourdeur, a un peu gâté la situation. Ne s'est-elle pas avisée de transformer les pourparlers entre M. de Bismarck et lord Salisbury, à propos de la Triple Alliance, en pacte conclu? La *Gazette nationale* de Berlin, entre autres, n'a pas craint d'affirmer qu'une entente était certaine entre le cabinet anglais et la Ligue de la paix, que lord Salisbury même avait été jusqu'à engager dans l'alliance les cabinets qui lui succéderaient.

12 Septembre 1889

Les dépenses d'armements que la Prusse impose à l'Europe se paieront par la guerre. — Le théâtre héroï-comique de M. de Bismarck.

Il n'y a plus, hélas! d'illusion à se faire. Les coupables dépenses d'armements que la Prusse impose à l'Europe depuis près de vingt ans se paieront avant peu, à leur échéance fatale, par la guerre. Malgré toutes les responsabilités qu'elle a vainement essayé de rejeter sur d'autres, une seule famille, celle des Hohenzollern, a, en cette fin de siècle, qui sans elle eût été consacrée à tous les progrès vraiment humains, déchaîné dans la paix les fléaux des combats les plus destructeurs de la vitalité et de la richesse européennes. Cela pour satisfaire ses ambitions effrénées, ses convoitises, pour faire triompher sa duplicité, pour glorifier sa force, pour voir finalement se ruer des Slaves sur des Slaves, des Latins sur des Latins.

La terrible lutte qui s'imposait aurait, dans d'autres mains que des mains berlinoises, les proportions d'une tragédie antique, mais M. de Bismarck, l'illustre metteur en scène de la direc-

tion Hohenzollern et du drame continental, est sans art, il a mal réglé ses effets. Trop d'acteurs s'enchevêtrent dans son œuvre. Le dénouement pourra être cruel, sanglant, mais ce ne sera qu'abominable et odieux, jamais grand. Le drame est alors aisément compliqué. Chaque personnage est en possession d'un rôle qui exige trop souvent l'aide du souffleur et qu'il débite parfois trop haut dans les coulisses, comme M. Crispi. Les types d'un Homère prussifié, ceux des légendes allemandes, ceux de la comédie italienne, se coudoient dans le théâtre bismarckien.

Je laisse à mes lecteurs le soin de la distribution des rôles. Je me permets seulement de signaler l'empereur Guillaume en dieu Mars, aux paroles guerrières, aux évocations victorieuses, M. de Bismarck en Hercule, brûlé par la robe d'une Déjanire franco-russe, le roi Humbert en héros futur, M. Crispi en Crispi! l'empereur d'Autriche en empereur légendaire, toujours sur le point de se réveiller, M. Tisza en Attila, le roi Milan et le prince Ferdinand, l'un ne jouant que les entrées, l'autre que les sorties.

Le journal *le Nord*, dans sa correspondance de Pétersbourg, que je lis après avoir écrit ces lignes, complète le tableau d'une situation dramatique en disant :

« Si bien que la Russie en persévérant plus que jamais dans sa politique d'expectative demeure pour le moment dans la situation du spectateur

attendant, après la chute du rideau, qu'il se relève sur un nouvel acte, et cet intervalle de *farniente* doit lui paraître d'autant plus agréable qu'à en juger par le prologue, il se prépare des scènes émouvantes, qui vont exiger de sa part une extrême tension d'esprit. »

En face d'avertissements répétés, gardons-nous de perdre notre belle humeur et notre sang-froid, mais ne cherchons pas à nous tromper sur les dangers que nous courons. Ils nous menacent et nous enserrent; les mines sont prêtes partout autour de nous et il suffit d'un caprice de la main qui les a creusées et élargies pour y mettre le feu.

1er Novembre 1889

Visite d'Alexandre III à Berlin : « *On l'a trop attendu* ». — Le séjour du tsar à Berlin fait voir les irrémédiables divergences entre la Russie et l'Allemagne. — Alexandre III n'a pas voulu rompre des relations dont les apparences sont la cause de la paix. — Jamais les intérêts de l'Autriche, alliée de l'Allemagne, ne seront en concordance avec ceux de la Russie. — Les intérêts du peuple russe et du peuple allemand sont partout contraires. — Duplicité de M. de Bismarck avec le prince Ferdinand. — Les voyages de Guillaume II. — Voyage de Guillaume en Grèce. — L'intérêt de la Grèce est de combiner son action politique avec la Russie. — L'Allemagne est l'ennemie de la Grèce. — L'Allemagne est fatale à ses alliés. — Visite de l'empereur au sultan. — Ce qu'en dit M. de Bismarck. — En 1870, nous avons été vaincus, non par la force, mais par nos propres fautes, notre imprévoyance, notre abandon de nous-mêmes. — La Triple Alliance n'aura pas une fortune définitive. — Les éléments qui se groupent en face de la Triple Alliance sont plus nobles. — Un péril national ferait oublier aux Français toutes leurs querelles. — Le tsar est la sentinelle qui barre à l'Autriche la route tracée par l'Allemagne. — Le *Times* adjure les puissances de reconnaître en Bulgarie le fait accompli. — M. de Bismarck parle du respect des traités existants. — Projet d'invasion chinoise en Russie, sous les ordres d'officiers allemands. — M. de Bismarck croit

l'Allemagne assez forte pour résister à ce qui brisera les autres nations. — Discours de M. de Benningsen. — La fédération allemande pourrait se dissoudre à la suite d'une guerre malheureuse.

Le grand événement de la quinzaine est la venue d'Alexandre III en Prusse. Parlant de la froideur de la population berlinoise durant le séjour de l'empereur de Russie, M. de Bismarck l'a légitimée en disant : « On l'a trop attendu. »

Le tsar a voulu se faire attendre en Allemagne. Lorsque, dans sa correction courtoise, il a jugé qu'il avait été assez attendu, il a rempli un devoir de politesse que la politique bismarckienne n'avait point, il faut en convenir, rendu attrayant.

Aussitôt que la visite de son puissant voisin lui fut connue, Guillaume II s'ingénia à chercher par quel moyen il pourrait être le plus désagréable à son hôte.

Ayant trouvé, il fit venir à Kiel, où l'empereur Alexandre III devait débarquer, une flotte anglaise pour prouver au tsar l'entente de l'Allemagne et du cabinet Salisbury. De plus, il quitta Kiel, où il avait passé deux jours avant l'arrivée de l'empereur, afin de prouver par cette désinvolture qu'il ne tenait pas à la visite que cependant il attendait depuis plus d'une année.

Le *Times* déclara que le séjour d'Alexandre III à Berlin rendait évidentes les irrémédiables divergences qui existent entre la Russie et l'Allemagne.

Le *Nouveau Temps* répondait avec calme à toutes les impertinences en disant : « Il est loin, le temps où la Russie soutenait naïvement les entreprises de la Prusse, quoiqu'elles n'eussent aucun rapport avec les intérêts russes; elle n'assisterait plus impassible aujourd'hui au démembrement du Danemark, à la défaite de l'Autriche, à celle de la France, qui ont rompu l'équilibre européen, sans procurer à la Russie d'autres compensations que le droit d'avoir quelques batteries flottantes dans la mer Noire. »

Donc, la presse de lord Salisbury ne découvrait pas à elle seule « l'abîme » et le voyage de Guillaume II à Constantinople n'était pas un trait de génie pour le creuser. Le défi était inutile. La Russie n'ignorait, avant le séjour de son tsar en Prusse, aucune des *irrémédiables divergences* qu'il y a entre elle et l'Allemagne.

Alexandre III a donc rendu sa visite avec la froideur que lui dictait sa dignité. Le maintien de la paix européenne étant son unique but, il a fait une démarche qui réfutait irrémédiablement les calomnies des feuilles allemandes et prouvait son désir de ne pas rompre des relations, perfides, il est vrai, mais dont l'apparence peut encore servir la cause de la paix.

M. de Bismarck essaie en vain de faire croire à l'entente complète du tsar et de Guillaume II. Il se fait rappeler par le *Nouveau Temps* que la Russie n'a pas gardé sa naïveté. . . . .

La conclusion est donc toujours la même : les intérêts de l'Autriche alliée à l'Allemagne peuvent-ils se trouver à un moment quelconque en concordance avec ceux de la Russie? Non.

Le caractère de la politique prussienne n'est plus à défendre, l'avidité de l'Allemagne n'est plus à démontrer. La générosité, la chevalerie, l'abandon complet de la Russie n'ont récolté chez ses voisins teutons aucune réciprocité. Ce que la Prusse germaine veut, c'est l'absorption. Son emblème, n'est-ce pas la large main du chancelier, toujours ouverte pour prendre et pour frapper? Tout Allemand se dit que la Providence lui a donné pour mission de dévorer la Russie à l'intérieur et de l'annihiler à l'extérieur.

Aussi le résultat final est-il qu'entre les peuples russe et allemand, chaque jour voit croître les inimitiés. Leurs intérêts, leurs sentiments, leurs besoins sont partout contraires. Toutes leurs classes se haïssent.

Et tout vient ajouter chaque jour au scandale des duplicités de M. de Bismarck. C'est surtout dans sa protection du prince Ferdinand qu'elles éclatent. Durant le séjour d'Alexandre III à Berlin, le prince Ferdinand écrivait à Vienne pour obtenir de M. de Kalnoky et de François-Joseph qu'ils obtiennent de M. de Bismarck qu'il tienne sa parole et parle au tsar en sa faveur. Mais le chancelier, en même temps qu'il poussait le prince Ferdinand à occuper le trône bulgare, ne répé-

tait-il pas « qu'il ne risquerait pas les os d'un grenadier poméranien pour les affaires des Balkans » ?

Que le prince Ferdinand veuille bien prendre la peine de suivre ma démonstration.

M. de Bismarck prétend être le défenseur de la paix européenne. Or, de deux choses l'une : ou la question des Balkans ne menace pas la paix européenne, ou si elle la menace, c'est que M. de Bismarck désire la guerre. Comment se pourrait-il que dans une pareille situation diplomatique créée par lui-même, le chancelier voulût sincèrement obtenir d'Alexandre III ou de l'Autriche des concessions, par crainte de voir la Bulgarie troubler la paix de l'Europe ?

Le Tsar ayant toujours déclaré que la première condition d'apaisement dans l'affaire bulgare était la renonciation du prince Ferdinand, il paraît difficile que le même Tsar trouve cet apaisement dans la reconnaissance de ce même prince Ferdinand, le caprice et la versatilité n'étant pas, qu'on le sache, les traits dominants du caractère d'Alexandre III.

Bref, tout se résume aujourd'hui, comme au coup d'État de Philippopoli, par ceci : le traité de Berlin subsiste encore dans son intégralité, la Bulgarie ne peut être reconnue qu'avec le consentement de toutes les puissances signataires de la convention, et la Russie refuserait certainement le sien.

Il reste donc établi que M. de Bismarck en

Bulgarie a trahi les Bulgares, les Rouméliotes, la Turquie, le prince Alexandre, la Russie, l'Autriche et le prince Ferdinand. A qui réserve-t-il son coup de grâce?

La pauvre Autriche avec une application touchante ne cesse de travailler à l'extension de son influence, mais la duplicité de M. de Bismarck parvient toujours à décomposer les fruits de son labeur et les résultats de ses efforts diplomatiques sont partout inférieurs à l'activité et à l'intelligence dépensées. En Bulgarie M. de Bismarck l'égare; en Serbie ses conseils l'ont compromise. En Roumanie, le chancelier s'efforce de la supplanter commercialement.

Tandis que M. de Bismarck tisse fil à fil dans l'ombre et la solitude de Friedrichsruhe le grand linceul qui enveloppe la vie agonisante des gouvernements ses alliés, tandis qu'il recouvre du voile funèbre la vie économique des peuples qui ont cru à sa thérapeutique politique, par amour du contraste, le jeune empereur son élève court d'un pays à l'autre. Précédé et suivi de tambours et de trompettes, il donne dans chaque capitale, avec la permission des souverains, une représentation dont le principal attrait est l'exhibition de sa personne avec costumes militaires aussi riches que variés.

L'empereur d'Allemagne est arrivé en Hellénie botté, éperonné, casque en tête, paradant sous le ciel d'Homère, croyant apparaître au peuple qui

autrefois immortalisait les héros en jeune Dieu de la Force. Que prétend-il apporter des Germains, ce Germain, à cette Grèce nouvelle dont le génie est l'expression de la vivacité aimable, de la pensée élégante. de l'esprit clair? Est-ce le goût de la brutalité, de la pensée lourde, de l'esprit nébuleux? Il n'y parviendra pas.

Que venait-il faire en Grèce? Il devait apporter la Crète en dot à sa sœur, épouse du prince héritier de Grèce, et c'est au moment où les Crétois souffrent le plus de tortures, après qu'il n'a rien tenté d'obtenir de son ami le sultan pour adoucir leurs épreuves, qu'il est venu demander aux Athéniens leur enthousiasme.

Certes, ce n'est pas au nom du Congrès de Berlin que Guillaume II et la politique allemande peuvent aider la diplomatie grecque à recouvrer Janina; l'Épire, à libérer la Crète. Le sultan peut trop aisément répondre que le traité de Berlin est bien trop cher à l'Allemagne pour qu'elle lui demande la reconnaissance du prince de Bulgarie.

Combien la Grèce eût fait de la politique plus prévoyante et plus réalisable même, en tournant les yeux vers Saint-Pétersbourg. La Russie, qui a renoncé aux dispositions favorables du traité de San Stefano, accepté la dislocation de la Roumélie et de la Bulgarie rapprochées par elle, subi les arrêts contradictoires du traité de Berlin, a, quand elle réclame l'exécution des clauses de ce

traité, une autorité morale autre que celle de l'Allemagne, et il ne faut pas rire de l'autorité morale. Pour réclamer l'exécution des clauses du traité dicté par M. de Bismarck en sa capitale : l'extension des droits autonomes que la Porte s'est engagée à octroyer à la Crète, l'abandon de l'Épire, de Janina, la Russie peut élever la voix, car nul ne saurait douter de son désintéressement.

Combien de fois l'ai-je redit, l'ai-je écrit à mes amis d'Athènes, l'intérêt de la Grèce, de la France, est de chercher à combiner leurs actions diplomatiques convergentes avec celles de la Russie. Sans doute dans cette politique il y a des risques à courir comme dans toutes, mais s'il y a des impossibilités d'un côté, il y a d'inquiétantes certitudes de l'autre. *L'Allemagne est l'ennemie de la Grèce. Elle est, par ses alliances, forcée de pousser l'Autriche à Salonique, et les Bulgares en Macédoine. Les dangers russes pour la Grèce sont imaginaires, les dangers allemands sont tangibles.*

L'Allemagne est fatale à ses alliés. Quelles déconvenues n'a-t-elle pas infligées à la Russie, lorsque celle-ci croyait à sa fidélité aux engagements? Quels déboires n'inflige-t-elle pas à l'Autriche et à l'Italie? La Russie grandit aujourd'hui en raison du carré des distances qui l'éloignent de l'influence allemande. L'Autriche et l'Italie se ruinent sans profit aucun pour chacune d'elles

et économiquement pour être prêtes aux guerres de l'Allemagne. Toutes deux avaient besoin de paix, d'économie, d'expansion industrielle, commerciale, agricole. Avant de s'être alliées à la Prusse, les deux nations étaient prospères, leur budget s'équilibrait, leur commerce s'ouvrait sur des voies qu'obstrue aujourd'hui la camelote des produits allemands. Un même sort serait réservé à la Grèce si elle se laissait circonvenir. Elle aurait tout à gagner en faisant de la politique gréco-russe, elle a tout à perdre en faisant de la politique gréco-allemande.

Si nous sommes curieux de savoir ce que M. de Bismarck pense du voyage de Guillaume II à Constantinople, lisons la *Gazette de l'Allemagne du Nord.*

« La visite de l'empereur au sultan ne doit inspirer ni hostilité, ni méfiance. La politique extérieure de l'Allemagne a pour principe de maintenir et de garantir la paix. L'Allemagne voit avec satisfaction et reconnaissance la rencontre de deux monarques qui procurent au pays et au peuple allemand un si grand nombre de relations amicales. »

Le voyage de Guillaume II, s'il a honoré le roi de Grèce et le Sultan, a prouvé que le peuple d'Athènes et celui de Constantinople n'ont pas un goût très vif pour la Triple-Alliance.

La Triple-Alliance ! Je ne crois pas à sa fortune, non que mes raisonnements soient dominés

par l'intérêt suprême de mon adorée patrie à voir sa rupture ou sa défaite, *mais parce qu'elle n'est pas dans l'ordre moral qui doit réussir*. On nous a beaucoup répété que nous avions été vaincus par la force. Ce n'est pas vrai. Nous avons été vaincus par nos propres fautes, par un état d'esprit qui faisait préférer à notre pays, entraîné par la cour de Napoléon III, le plaisir à la prévoyance.

La fortune s'est retirée de nous parce que nous méritions qu'elle se retirât !

L'affaire du Mexique, venant après tant d'erreurs commises, avec son drame final, eût dû écarter la France de la voie périlleuse dans laquelle elle était engagée. Elle eût dû éclairer nos routes nouvelles, nous obliger à nous reprendre et à nous conduire. Nous avons été punis par la défaite, de notre abandon de nous-mêmes.

Non, je ne crois pas à la fortune de la Triple-Alliance. Ce n'est pas cette étrange monomanie de la distraction qui poursuit l'empereur allemand comme si une main fatale avait écrit sur ses palais : Tu voyageras ! Ce n'est pas cette monomanie qui ranimera une fortune jusque-là infatigable pour la Prusse, mais que Guillaume II exténue à la suivre.

L'empereur François-Joseph a été averti par la mort de son fils qu'il faisait fausse route, et il sait mieux que personne que s'il s'est suicidé (ce que je nie) c'est par dégoût du vasselage

allemand plus que par amour qu'il a quitté la vie.

Le roi Humbert est prévenu par des signes de *jettature*, signes que sait interpréter le peuple italien, que Guillaume II lui sera funeste.

La politique de la Triple-Alliance, dirigée par le chancelier, est faite de duperie, de mensonge, de trahison, d'égoïsme; elle est donc frappée au coin de l'immoralité et ne peut, sans atteinte aux lois de justice, éternellement triompher.

En face de cette Triple-Alliance les éléments qui se groupent sont plus nobles et aussi plus heureux. C'est d'abord, en Russie, l'empereur, sincère, familial, fidèle aux principes de sa souveraineté, qui échappe par miracle au danger de Borki; c'est, au Monténégro, un prince chevalier, type de la vaillance et de l'honneur; c'est en Serbie une mère, une reine, une femme très pure qui reconquiert enfin son fils; c'est, en France, un peuple honnête, loyal, lui aussi, *auquel un péril national ferait oublier toutes ses querelles politiques et que le danger trouverait héroïquement uni.*

M. de Bismarck est acculé à ce traité de Berlin, stratagème caressé de sa politique, *summum* de ses combinaisons passées et futures par lesquelles il a cru barrer à la Russie toutes les routes de l'Orient et les ouvrir à l'Autriche. La Roumélie arrachée par la perfidie bismarckienne au traité de San Stefano, est unie révolutionnai-

rement à la Bulgarie; la Russie veut qu'elle en reste séparée jusqu'à ce que le traité de Berlin soit revisé par ceux-là mêmes qui en ont forgé les clauses.

M. de Bismarck aura beau faire, sa politique est prise à ses propres pièges. En vain il a inspiré, exalté, puis brisé le prince de Battenberg; en vain il a fait agir comme des pantins les hommes de la Révolution rouméliote et bulgare; en vain il a envoyé à Sofia l'un des princes allemands les plus humblement soumis à ses ordres. Il est condamné à n'aller pas plus loin. Le Tsar silencieux est la sentinelle qui barre à l'Autriche les routes tracées par l'Allemagne, sentinelle dont chaque geste, chaque mouvement, chaque parole signifie : « On ne passe pas ! »

M. de Bismarck tourne, s'agite, revient, mais il est sans cesse ramené face à face avec la question bulgare créée et mise au monde par lui.

Le chancelier avec toute son habileté ne peut échapper à ce dilemme : obliger l'Autriche à se soumettre ou à faire la guerre.

La Russie, appuyée sur la légalité internationale, a montré dans les luttes soutenues contre tant d'intrigues, de trahisons, une élévation morale (et cette élévation est une force, Prince, ne vous en déplaise !) qui accroîtra de plus en plus son influence dans les Balkans, car elle est, pour les petits peuples longtemps opprimés

et restés soupçonneux, une affirmation de désintéressement qui rassure leur passion de l'indépendance.

Le *Times* adjure les puissances de reconnaître l'état de chose en Bulgarie, « alors même, ajoute le journal de la Cité, que l'une d'elles s'y refuserait, mais cette *reconnaissance* qui consacrerait l'*ingratitude* bulgare envers la Russie paraît plus impossible que jamais, puisque le chancelier lui-même, maté par la patiente sagesse d'Alexandre III, s'est cru obligé dans le discours du trône au Reichstag de parler du respect dû aux « traités existants ». Plus M. de Bismarck a trahi, puis il sera forcé de trahir encore; plus il a menti, plus il mentira.

En attendant qu'il croie la *Ligue de la paix* prête à faire la guerre, le chancelier se soumettra à la Russie dans les Balkans.

Mais s'il consent à rouvrir une étroite issue à l'influence de sa puissante voisine, ce sera pour prendre le temps de l'enfermer davantage dans un cercle de feu.

Ne prépare-t-il pas avec son génie infernal une invasion chinoise par la Sibérie, invasion conduite par des officiers allemands, qui, sur un signe de lui, inonderait la Russie? Ne sacrifierait-il pas à l'Angleterre toutes ses visées coloniales pour qu'elle soit prête en Asie à se jeter sur la Russie, attaquée ou par l'Autriche ou par l'Allemagne ou par toutes deux à la fois?

Le chancelier ne s'émeut pas à la pensée d'apprendre aux hordes célestes le chemin de l'Europe; est-ce qu'il s'est ému, en épuisant notre continent par des armements immenses, à l'idée qu'il nous livrera tôt ou tard à la concurrence américaine?

Il croit l'Allemagne assez forte pour résister à tout ce qui brisera les autres nations européennes. Son orgueil l'égare et le conduit à l'aveuglement de ceux que Dieu veut perdre. M. de Benningsen, un instant rival de M. de Bismarck, aujourd'hui sa créature, a exposé dans un discours au Reichstag les pensées profondes que voici :

« Les puissances européennes comme la France et surtout la Russie pourront être assurées que même dans le cas d'une défaite accompagnée d'une perte de territoire, elles resteront quand même ce qu'elles ont été. »

L'Allemagne unie ne peut nourrir une conviction pareille. Cette unité fut créée autant par la voie des conquêtes que par la voie des sentiments politiques provoqués chez les peuples allemands par les victoires de la Prusse et la fédération dont elle conserve la forme jusqu'à présent peut se désunir à la suite d'une guerre malheureuse.

Des signes, des signes! Mes lecteurs ne les voient-ils pas? M. de Bismarck était favorisé par le sort lorsqu'il servait l'empereur Guillaume Ier et ses combinaisons bonnes ou mauvaises réus-

sissaient toutes ; aujourd'hui il sert Guillaume II, et rien ne réussit plus ni à lui ni à ses amis : c'est au point que le corail de Naples n'a pas même pu protéger M. Crispi de l'inondation. Les signes des temps sont pour nous !

Décembre 1889

Le *statu quo* en Bulgarie. — L'Autriche est soumise à toutes les exigences de M. de Bismarck. — Respect au traité, disent lord Salisbury et Guillaume, après M. de Bismarck.

M. de Bismarck fait à cette heure plus de frais pour le Tsar hautain que pour François-Joseph dont l'unique préoccupation est de le satisfaire. Le bon apôtre offre à la Russie d'obliger son allié de Vienne à se frapper trois fois la poitrine, à se déclarer coupable en pensée et en action et à renoncer à toute influence en Bulgarie. Le *Pester Loyd,* à Budapest, fulmine, la *Nouvelle Presse libre de Vienne* va jusqu'à prêcher la résistance à l'Allemagne, les nombreuses gazettes prussiennes qui, sous différents noms, portent les mensonges du maître aux quatre coins du globe, répètent que M. de Bismarck a toujours blâmé l'aventure politique de l'Autriche à Sofia. Le *Times* et le *Standard,* qui exigeaient, il y a un mois, la reconnaissance du prince Ferdinand, font un retour sur eux-mêmes et conviennent qu'après tout, l'Allemagne ne peut risquer « les os d'un soldat pomé-

ranien » pour une principauté des Balkans. Donc le prince Ferdinand, donc M. Stambouloff..., mais je m'arrête au moment où mes lecteurs pourraient croire que ces traîtres de mélodrame vont être précipités dans un abîme... avec fonds ; c'est tout le contraire, ils sont plus effrontés que jamais, protégés par le sultan, par François-Joseph, par lord Salisbury, par M. Crispi... et par M. de Bismarck lui-même !!! Seulement l'indépendance de la principauté, la dictature de M. Stambouloff, l'occupation du trône bulgare au lieu d'être désignées par ces différents noms, s'appelleront désormais le *statu quo*. Le *statu quo*, mot bismarckien, mot magique pouvant signifier ou défaite pour l'Autriche et victoire pour la Russie, ou le contraire au choix du chancelier d'Allemagne. Mais si la Russie, ce dont je doute fort, se laisse abuser par des semblants qui, de même que l'hypocrisie est un hommage rendu à la vertu, sont au moins un hommage rendu aux droits du grand empire du Nord, que dire de l'Autriche, des humiliations qu'elle subit, de la facilité avec laquelle elle accepte de voir sa dignité être le cadet des soucis de M. de Bismarck ?

Tour à tour morigénée par la Wilhelmstrasse lorsqu'elle hésite à faire de nouveaux sacrifices, excitée à épauler le gouvernement de Sofia lorsque l'empereur François-Joseph dans le discours du trône à la délégation crie courage à la révolution bulgare, désavouée après avoir été poussée

à lancer dans son organe officieux le *Fremdenblatt* le mouvement en faveur de la reconnaissance du prince de Bulgarie, humiliée par le « Jamais ! » que M. de Bismarck menace de lui faire prononcer à propos de cette reconnaissance, la pauvre Autriche se courbe sous toutes les exigences et sous toutes les rebuffades du tyran auquel elle est soumise.

Le mot d'ordre du prince de Bismarck est aujourd'hui : Respect aux traités. Phrase redondante prononcée par le plus illustre compère du chancelier, lord Salisbury, et répétée par Guillaume II. Mais s'agit-il des anciens ou des nouveaux, des traités écrits ou des traités verbaux? N'est-ce pas sur ces derniers que le chancelier veut appuyer désormais ses combinaisons les plus imprévues? Sa politique autrichienne, sa politique turque, sa politique italienne, n'ont-elles pas déjà pour pivot l'entente désirée et enfin verbalement conclue avec l'Angleterre?

Endormir la Russie, rassurer la France deviennent un plaisir divin, lorsqu'on leur prépare un réveil dans un tel cercle de fer.

Pour distraire l'empereur François-Joseph du triste souvenir de son discours aux Délégations sur la Bulgarie, M. de Bismarck l'occupe par un encouragement à la pénétration de la Bosnie et de l'Herzégovine.

15 Décembre 1889

Après vingt ans! — Depuis vingt ans le germanisme, notre ennemi mortel, s'est de plus en plus infiltré dans l'ancien et le nouveau monde. — A travers les âges ceux qui ont fait de la force l'instrument de l'oppression ont encouru la malédiction universelle. — La politique prussienne a, depuis vingt ans, détruit l'équilibre de l'Europe et arrêté le développement normal des autres nations.

Dernière date de 89. Dans quinze jours, ce sera 90. Combien de ceux qui sont restés debout sous l'écroulement de 1870 se sont-ils répété : « Qui sait, dans vingt ans? »

Les voilà, ces vingt années. Leur lente et douloureuse succession nous a-t-elle permis de réunir, sauf deux, bien précieuses, les assises dispersées de notre édifice national ? Ces vingt années ont-elles vu renaître, ont-elles fortifié en nous le violent amour du sol sacré de notre France, que les idées humanitaires et cosmopolites avaient attiédi, violent amour, qui, tant de fois, héroïquement, a vibré dans l'âme de nos races si diverses, ou gauloises, ou franques, ou latines?

A ces questions, oui, nous pouvons répondre oui. Le temps nous apporte ces consolantes promesses; il nous relève de nos défaites, il nous aide à trouver des réconforts dans le passé. L'espoir ailé de l'avenir s'est posé aux confins de notre horizon; il nous apparaît là-bas, là-bas, mais clairement. La vaillance murmure en nos cœurs des paroles fières, et si le défi venait, ces paroles, d'un bond, seraient à nos lèvres.

Sans doute aussi, depuis vingt années, dans l'ancien et dans le nouveau monde, le germanisme, notre ennemi, s'est de plus en plus infiltré; sans doute, la politique prussienne, la plus brutale et la plus dangereuse expression du germanisme, est chaque jour plus dominante et plus envahissante; mais quelqu'une de ces grandes lois d'oscillation, d'équilibre, qui, pour se rendre tangibles, fournissent de si nombreux faits à l'histoire; qui, depuis les siècles des siècles, ont tour à tour abaissé le vainqueur et élevé le vaincu; quelqu'une de ces lois, dis-je, ne prépare-t-elle pas, depuis vingt ans, ses modes d'application, n'accumule-t-elle pas ses motifs de condamnation?

Depuis les époques les plus reculées jusqu'à nos jours, il y a eu force et force; la vraie, la noble, celle que les hommes ont le plus glorifiée dans leurs légendes ou dans leurs annales, défendait le faible, redressait les torts. Ceux qui, abusant de la force, en ont fait l'instrument de l'oppression

et du crime, ont été poursuivis à travers les âges par la malédiction universelle comme des fléaux de Dieu.

Jusqu'au XVIIe siècle, les peuples n'ont poétisé la force que quand elle a protégé le droit; le XVIIIe siècle a été plus loin : il a cherché à dégager le droit de l'appui de la force. De 1789 au coup de main du Schleswig-Holstein, les gouvernements et les nations, quels qu'ils fussent, ont eu pour préoccupation d'abriter leurs conquêtes, ne fût-ce que sous les apparences du droit, en invoquant les noms du progrès, de la civilisation, de l'humanité.

Mais tout à coup, il a surgi un maire du palais, un souverain, un peuple, produits anormaux des hérédités du temps barbare, de l'âge moyen, qui, portant un défi aux arrêts séculaires de l'histoire, aux dogmes de toutes les religions, aux progrès sociaux ont déclaré que, par eux, la force primait désormais le droit.

Logiques avec leur négation de l'idée supérieure de justice, M. de Bismarck, Guillaume Ier et les Prussiens ont su totalement repousser toutes les responsabilités morales de la puissance. Ils ont traité la générosité, la loyauté, l'honneur, les vertus chrétiennes et chevaleresques, comme ils traitaient le droit. La force allemande, le peuple allemand, la race germaine, à l'exclusion de toute autre force, de tout autre peuple, de toute autre race, ont bientôt paru à Berlin être devenus la

seule raison de la vie générale. Autrui et ennemis, soit sous la forme d'alliés, soit sous la forme d'adversaires, sont aujourd'hui synonymes dans l'esprit de Bismarck et de l'empereur Guillaume. La fable elle-même n'eût pas conçu de plus effroyables Titans de l'égoïsme et de l'orgueil.

Du fait de la politique prussienne, la proportion des échanges, la limite des rapports des peuples de l'Europe entre eux, l'équilibre a été si complètement rompu que toutes les nations de notre continent, arrêtées dans leur expansion normale, détournées de leurs voies, de leurs besoins, accaparées dans leurs richesses, rendues suspectes l'une à l'autre, méthodiquement égarées chacune, sans cesse enveloppées d'intrigues, toujours plus nombreuses et plus enchevêtrées, se sont, durant près de vingt ans, ou affaiblies, ou abandonnées, ou livrées.

Tout souci de bien faire et de la réciprocité écarté par la Prusse, le mal a été semé, exploité, cultivé, récolté par elle à son unique profit. Les gouvernements européens ont, pour la plupart, essayé de se débattre dans les trames de la Wilhelmstrasse, comme se débat la malheureuse mouche dans les triples toiles en forme d'entonnoir d'une horrible araignée.

Seuls, un souverain, en l'âme duquel palpite et lutte pour la vie l'âme de son peuple, un noble pays où les traditions de fierté sont restées pures, une nation qui défend sa souveraineté, résistent

par instinct de conservation aux longues pattes de l'arachnée allemande.

Le Tsar de Russie, l'Espagne, la France, ont échappé à l'enveloppement mortel. Mais, peu à peu, les bienfaits de la libération apparaissent aux autres peuples, et l'heure viendra où les gouvernements européens les plus courbés sous le sabre berlinois seront mis en demeure de choisir entre leur pouvoir et la force prussienne.

La Russie, froidement, regarde la politique bismarckienne s'agiter autour de la question bulgare, et tantôt en dicter les audaces, tantôt en fuir les responsabilités. Aujourd'hui, le dilemme est posé : ou M. de Bismarck ment à Vienne et à Sofia, ou il ment à Saint-Pétersbourg. Quoi qu'il fasse, il est pris à son propre trébuchet. Le « silence de mensonge », dévoilé par la *Nouvelle Revue* dans sa publication des *Documents bulgares*, commence à peser au fils de l'astucieuse princesse Clémentine. Aussi, comme l'avait déjà fait précédemment M. Stambouloff, le prince de Cobourg, à propos de l'anniversaire de la bataille de Slivnitza, a-t-il clairement laissé entendre que la Bulgarie saurait bien forcer la main aux deux empereurs alliés s'ils s'avisaient de changer leur programme. L'admission de l'emprunt bulgare à la Bourse de Vienne a prouvé que les complices ont leurs exigences et qu'il faut au besoin s'y soumettre.

Les journaux russes, avec cette apparence de

demi-naïveté qui leur fait tantôt crier à la violation déclarée et ouverte d'un traité international, tantôt accepter en l'adoucissant le fait accompli, ne s'écartent pas un instant du but de la politique russe, qui est d'acculer la politique allemande à une conclusion de M. de Bismarck, qui, espérant à la fois tromper l'Autriche et la Russie, devra choisir avant peu sa dupe.

L'Autriche, par les assurances mensongères que le chancelier prodigue à la Russie, est placée dans une situation enfantine. Quoi, elle se fût lancée seule dans la politique bulgare, sans appui de l'Allemagne, elle eût été poussée par son alliée à s'armer à outrance, uniquement pour assurer un jour la Russie de sa bienveillance?

M. de Bismarck, de même que par ses intrigues qui ont fini par l'envelopper, est maintenant obligé de compter avec les forces qu'il a cru organiser pour son unique sécurité. Les sacrifices faits par l'Autriche pour s'armer emportent leurs exigences et l'alliée de l'Allemagne a aujourd'hui des ambitions qui correspondent à sa force acquise et dont l'expansion gêne l'Allemagne.

15 Février 1890

Guillaume II a pris pour guide son ancêtre, le grand Frédéric. — Premier désaccord entre Guillaume II et le Chancelier.

L'âme de Frédéric II, roi de Prusse, se rencontre tout entière dans le corps de Guillaume II, empereur d'Allemagne. Selon l'expression du jeune souverain aux « gardes du corps », le « grand Roi » reste devant ses yeux comme un « modèle lumineux ». Il se pénètre de son esprit, il prétend l'animer, il s'efforce de le faire revivre.

Le chancelier lui-même pâlit à côté de la flamboyante figure de l'ancêtre. Les fidèles du jeune empereur lui ont déjà persuadé, non sans raison, que M. de Bismarck n'a que de la rouerie dans l'intrigue, de la continuité brutale dans les idées, nulle souplesse, nulle variété de moyens, nulle recherche de la mise en scène, de l'imprévu, nul art de faire travailler à sa propre gloire ceux qui se croient destinés à la combattre.

Donc, Guillaume II, par amour des traditions, pour imiter le « grand Roi » et par cette loi des

dissemblances qui s'imposent entre successeurs et prédécesseurs, entend aujourd'hui gouverner contrairement aux principes de celui qu'il a si longtemps appelé son conseil et son maître.

Le chancelier veut des lois de répression contre les socialistes, Guillaume II les condamne. Il blâme l'intervention souveraine dans les différends entre patrons et ouvriers. L'empereur essaie de s'en faire l'arbitre. M. de Bismarck trouve que le socialisme d'État, marotte de Guillaume Ier, a fait œuvre suffisante pour la masse, que ce socialisme encourage les convoitises populaires plutôt qu'il ne les calme; l'empereur est résolu à « prêter la main à l'amélioration du sort des ouvriers allemands dans les limites qui sont fixées à sa sollicitude ».

M. de Bismarck, non seulement chancelier, mais le premier des industriels prussiens, rêve pour l'Allemagne des combinaisons économiques toujours plus étroites, plus protectrices. Guillaume II a des combinaisons si larges qu'il fait appel pour les discuter « à l'entente internationale des pays qui dominent le marché international ».

Aussi le chancelier, dès le premier jour d'un désaccord qui s'annonce grandissant, s'empresse-t-il de fuir les responsabilités d'un changement si complet de son système et résigne-t-il ses fonctions de ministre du commerce et de l'industrie.

Guillaume II, pour bien marquer la nécessité

où était M. de Bismarck de donner sa démission, nomme sur l'heure à sa place M. de Berlepsch, homme encore jeune, favorable aux revendications ouvrières, qui, comme président supérieur de la Prusse rhénane, a plusieurs fois fait face aux difficultés les plus graves.

Dans la grande grève des mineurs, M. de Berlepsch, avec de la douceur, de la prudence, une sollicitude véritable, a rendu possible la conciliation.

Il faut bien convenir cependant que l'indulgence de l'empereur d'Allemagne pour le socialisme, si tant est qu'elle est plus sérieuse que la bienveillance de Frédéric II pour la philosophie, n'englobe que les ouvriers allemands, l'organisation du travail allemand.

Reste à savoir si les chefs du socialisme allemand dont les succès croissants ont inspiré à Guillaume II l'impérieux et subit désir d'accaparer l'influence qu'ils exercent sur les ouvriers, consentiront à être supplantés par le souverain et si les socialistes auront dans le socialisme d'État la confiance qu'ils ont dans le socialisme libre.

Il faut naturellement pour le coup de théâtre philanthropique de Guillaume II qu'une sourdine soit mise aux sonneries des trompettes guerrières et que l'ère apparente des pacifications commence.

Aussi n'avons-nous plus par semaine qu'un ou deux discours de l'empereur aux officiers prussiens.

15 Mars 1890

Nouveau congrès de Berlin. — La France a-t-elle gagné quelque chose au premier congrès de Berlin, tant maudit par la *Nouvelle Revue* et par moi. — Guillaume II entend exercer seul le pouvoir. — Démission et retraite de M. de Bismarck. — Pauvre M. de Bismarck! toute cette puissance audacieusement thésaurisée par lui, la voilà gaspillée, jetée aux quatre vents. Le Chancelier colosse qui a voulu faire des colosses impériaux, une colossale Germanie n'est que fragilité.

Lorsqu'on est femme, qu'on a pour passion, pour intérêt, pour but unique, la grandeur de son pays, que désespérément on a vu aux prises avec la défaite, lorsqu'on regarde agir et s'agiter la majorité des hommes politiques chargés du relèvement de la Patrie, qu'on n'a parmi eux ni père, ni mari, ni frère, dont la situation, ou dont l'influence vous puisse aveugler ou circonvenir, qu'on juge froidement ces hommes pour ce qu'ils font et par ce qu'ils sont, il arrive parfois qu'on se trouve en face d'inattendus si bizarres, de contradictions si flagrantes, d'incompréhensions si étranges et si voulues qu'on s'arrête et qu'on se

demande si, en vérité, il sert à quelque chose d'apporter chaque jour des avertissements, des preuves au lot commun des leçons et des expériences nationales.

Ainsi, le grand argument pour aller à ce nouveau Congrès de Berlin, c'est que précédemment on y avait été !

Or, l'expérience est à tel point démonstrative que, justement, c'est à elle qu'on eût dû puiser l'inébranlable résolution d'une abstention.

Pourquoi est-on allé précédemment à Berlin?

Pour que la France, dit-on, fût moins isolée.

Examinons donc ce que la France a gagné en alliances après s'être attelée, sans y être forcée par l'implacable loi antique, au char du vainqueur.

L'Allemagne, depuis le Congrès de Berlin de 1878, celle de Bismarck Ier ou de Guillaume II a-t-elle été moins malfaisante, moins insolente, moins menaçante pour la France? Non.

Le dernier toast prussien dépasse tout ce que le retentissant jeune homme nous a donné à lire jusqu'aujourd'hui! C'est le plus phénoménal prélude qu'on puisse entendre à une conférence soi-disant sociale et soi-disant politique.

Guillaume II considère le peuple et le pays qui lui ont été confiés comme un héritage et il ajoute : « Je compte le gérer dans la mesure de mes forces de telle sorte que *je puisse l'augmenter de plus d'une façon.* Ceux qui voudront m'aider dans

l'accomplissement de cette tâche seront les bienvenus; ceux qui chercheront à m'entraver dans ce travail, je les briserai en mille morceaux. » Avis à M. de Bismarck.

Pour frapper de stupéfaction l'univers attentif, Guillaume II mettrait l'Allemagne à l'envers. A cette heure, il se mesure avec le colosse qui a bâti de ses mains l'édifice de l'unité.

Il plaît à Guillaume II de prouver qu'il peut être son propre chancelier. Réalisant le mot de son père Frédéric III, il « ne touche pas à M. de Bismarck, mais il arrache une à une les pierres du socle de sa statue afin qu'en tombant elle ait l'air de s'être brisée seule ».

Le pouvoir suprême, Guillaume II entend l'exercer sans contrôle, sans conseil, sans partage.

Ce pauvre M. de Bismarck! Ainsi toute cette puissance ou hypocritement ou audacieusement thésaurisée, amassée par lui, la voilà gaspillée, jetée aux quatre vents par le fils de ces Hohenzollern dont le chancelier-colosse a voulu faire des colosses impériaux. C'est par celui qui « brise en morceaux » M. de Bismarck que la puissance prussienne sera brisée. Allons, l'homme à la main de fer eût mieux fait de se préparer la présidence d'une République confédérée en Allemagne qu'une princière chancellerie d'empire.

A l'heure même où M. de Bismarck fait de prodigieux efforts pour couvrir sa retraite, le catholicisme qu'il a piétiné, le socialisme qu'il a

traqué en Allemagne sont triomphants. Providentiel retour des choses d'ici-bas qui fixe aux hommes des limites à l'injustice et à la répression. Moralité faite pour relever le courage des vaincus et abaisser l'orgueil du tyran.

1er Avril 1890

Les articles qui suivent, peuvent se résumer par un seul mot : Enfin!!! — Le cycle de la puissance bismarckienne, ouvert tout grand en 1862, se referme lamentablement en mars 1890. — Le victorieux connaît la défaite. — Les larmes que j'ai souhaité lui voir verser nous vengent de toutes celles qu'il nous a fait verser. — Celui qui a traité en subalternes, amis et ennemis, est lui-même traité en subalterne. — Aucune blessure d'orgueil ne lui est épargnée. — La cravache du dompteur a cinglé le fauve et un simple mot lui a été crié : Couché! — Les lois historiques et divines qui président aux rapports des races entre elles, apparaissent à certaines heures débarrassées des calculs égoïstes, des basses intrigues de ceux qui prétendent les modifier, et quel réconfort pour les croyants dans le droit et dans la justice, que la chute de M. de Bismarck! — L'Empereur ne prendra plus conseil que de Dieu, dit la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. — Plusieurs complots furent attribués à l'inspiration du prince de Bismarck, duc de Lauenbourg, — ce dernier titre est d'une ironie sanglante, si l'on se souvient du vol fait au Danemark par le Chancelier.

Celui qui, le 15 septembre 1870, dictait à son secrétaire la circulaire suivante :

« Tant que la France reste en possession de

Strasbourg et de Metz, son offensive stratégique est plus forte que notre défense par rapport au sud tout entier et à la partie nord de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin. Strasbourg appartenant à la France est une porte de sortie toujours ouverte sur l'Allemagne, tandis que possédées par l'Allemagne, Strasbourg et Metz acquièrent un caractère défensif »; l'inspirateur du traité de Francfort, (car qui pourrait croire que Guillaume Ier ait ébauché un seul acte qui ne lui ait pas été conseillé, imposé par M. de Bismarck?); celui qui en 1875 et en 1879 voulut se jeter sur la France, qui, au commencement de l'hiver de 1881, au printemps de 1882, nous fit menacer par sa presse officieuse et officielle, nous menaça lui-même au Reichstag, qui en 1886, en 1887 hissa publiquement au-dessus de nos têtes l'épée de Damoclès, l'instigateur du guet-apens de Schnaebelé et de Vexaincourt; celui dont les émissaires ont anarchisé tous les mouvements de notre peuple, dont les reptiles faussaient dans toute l'Europe, depuis vingt-huit ans, les jugements portés sur notre caractère national; le fourbe qui n'a cessé d'exercer son influence malfaisante sur notre politique intérieure, qui nous a poussés traîtreusement dans les aventures coloniales, qui a contrecarré partout, sans une heure de trêve, chaque projet de notre politique extérieure, qui a excité les plus petits pays à la haine contre nous, qui a, parce qu'ils étaient nos jaloux,

tour à tour commandité la légèreté du comte Jules Andrassy, forcé l'opinion austro-hongroise à prendre pour du poids la lourdeur de M. Tisza, qui a rendu possible l'impossible M. Crispi, qui a garanti et breveté la brutalité de lord Salisbury, qui a déneutralisé la Belgique, miné, détruit la situation prépondérante de la France en Orient, qui, par le mariage grec, a réussi à mordre au fruit défendu des sympathies séculaires des Hellènes pour nous, qui par le coup de main des Carolines par un Wolgemuth a tenté de courber sous son joug deux peuples indépendants, l'Espagne et la Suisse, pour en faire des sentinelles ennemies à nos frontières; celui qui n'a cessé de dénoncer la France à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Russie, à l'Angleterre, à l'Italie, au monde entier comme épuisée par ses discussions, comme à tout jamais vaincue; M. de Bismarck, qu'il faut se hâter d'appeler par son nom, est vaincu à son tour!

Enfin!!!

Le cycle de la puissance bismarckienne, entr'-ouvert en septembre 1862, ouvert tout grand en mars 1870, s'est refermé en mars 1890. Ce victorieux connaît aujourd'hui l'humiliation de la défaite, et les deux larmes qui ont coulé de ses yeux le jour où sa démission a été acceptée par son empereur nous vengent de toutes celles qu'il nous a fait verser.

Enfin une force supérieure à la sienne, quelle qu'elle soit, il n'importe à cette heure! l'a brisé

et cette force, ô Dieu dont la justice est parfois lente, mais toujours sûre, c'est lui-même, M. de Bismarck, qui l'a emmagasinée, accumulée durant plus d'un quart de siècle!

Enfin, celui qui a traité en subalternes amis et ennemis sans distinction est lui-même traité en subalterne. Quelle blessure pour son orgueil, quel effondrement pour son omnipotence, que ce renvoi public, malgré des certificats superbes de ceux qu'on donne au serviteur dont on est le plus mécontent, mais dont on craint encore les indiscrétions et les mauvais coups!

Et quelle ironie sanglante pour lui, hier encore premier dans l'empire, le Prince des princes, que ce titre mesquin de duc de Lauenbourg, qu'il ne possède que de troisième main, qui consacre sa vassalité politique vis-à-vis de Guillaume II et sa vassalité morale vis-à-vis du roi de Danemark auquel il a arraché le Schleswig-Holstein! Terrible aussi l'ironie de ce don de l'empereur, son portrait en « grandeur naturelle ». Ne vous semble-t-il pas entendre le favori nouvellement décoré de l'Aigle rouge, le pasteur Stoecker, s'écrier :

« Et ainsi le méchant sera poursuivi jusque dans sa maison par celui qui a été l'instrument des œuvres de Dieu. »

Depuis une année, jour pour jour, sans qu'il en eût conscience, tant il croyait à sa propre fascination, tant son orgueil l'aveuglait, le lion de la Wilhelmstrasse était peu à peu dompté.

Guillaume II jouait avec lui comme avec ces fauves qui ne peuvent plus rugir en public sans courir le risque d'être fouaillés. Le lion superbe, le dompteur aux costumes éclatants étaient face à face.

Quelques-uns d'entre nous regardaient. La voix retentissante, l'attitude, le sentiment de sa force restaient les mêmes chez le fauve, mais déjà la cravache du dompteur apparaissait et l'heure allait sonner du mot terrible : « Couché ! »

M. de Bismarck, à ce moment, puisqu'il refusait de se laisser domestiquer devait alors être lion.

Il a été l'homme de ses petitesses, menaçant d'une démission qu'il se croyait certain de ne jamais voir accepter, hésitant à la livrer lorsque le maître l'en avait défié, restant là, espérant toujours qu'il allait être rappelé, déménageant avec lenteur et tantôt essayant de faire piètrement gai visage à mauvaise fortune, tantôt se montrant au peuple, quêtant une manifestation et ne s'en allant toujours pas !

A l'heure de l'épreuve qui grandit les plus petits, il est redevenu l'homme du procès d'Arnim, l'homme des rancunes, des intrigues basses, sans fierté, sans hauteur, laissant donner à ses fils, l'un après l'autre, leur démission, se vengeant par des mots, quand sur l'heure même il eût dû disparaître, s'échapper en roi du désert. Cet homme n'avait que la peau du lion !

Maintenant que le trésor des Guelfes n'est plus

à la disposition de M. de Bismarck pour mettre en relief ses hautes qualités, couvrir par des mensonges ses mensonges, il ne peut échapper à deux alternatives : ou voir sa personnalité décroître, se rapetisser, une politique qui prend le contre-pied de la sienne réussissant, ou assister à la ruine de tout ce qu'a édifié cette personnalité.

L'heure du chancelier était marquée, alors même qu'elle eût encore tardé; s'il n'avait pas été chassé par Guillaume II, il eût été balayé par un souffle de l'opinion allemande. A la Chambre des députés de Prusse, à la Chambre des seigneurs, la nouvelle de sa démission n'a provoqué ni un murmure, ni une approbation, rien qu'un silence glacial. L'impression première a été un soulagement et si quelques manifestations ont suivi, c'est parce qu'on était bien certain que le chancelier n'était plus chancelier; la sentimentalité du peuple, chauffé par des agents, eux aussi en disgrâce, a enfin consenti à crier un dernier : Hurrah pour le vieux !

L'Allemagne croit respirer. Elle imagine que désormais elle pourra se mouvoir seule sans le terrible « Bismarck ». Illusion ! La voilà livrée à la plus inquiétante des oppressions, à celle de l'absolutisme par l'imprévu !...

Combien la mort eût été préférable pour M. de Bismarck ! On eût crié au cataclysme. Le deuil public eût été d'autant plus sincère que ses ennemis eux-mêmes en eussent pris leur part, certains

que c'étaient bien les devoirs suprêmes qu'ils lui rendaient. Mort, il bénéficiait à la fois de tout le mal qui eût pu advenir et de tout le bien qui se fût fait ; que de gens eussent dit pour le mal : « il l'eût prévu », pour le bien : « il l'avait préparé ! »

Là-bas, dans son exil ducal, témoin de la versatilité des hommes, croyant à leur ingratitude, parce que la flatterie leur voile depuis trop longtemps la lassitude, il sera aussi isolé qu'il a voulu isoler notre adorée France.

Le comte Andrassy jeté à la mer, M. Tisza nageant sur une flottante bouée, M. de Bismarck naufragé, voilà, pour parler le langage marin de Guillaume II dans sa lettre au grand-duc de Saxe-Weimar, « qui permet à l'officier de quart du vaisseau de l'État de marcher à toute vapeur en avant ».

« A toute vapeur en avant ! » telle sera la devise de Guillaume II. En avant ! les routes de l'histoire sont déblayées des barbons que dédaigne la Fortune. En avant ! la place est libre pour les actions subites. Faire grand, de suite, tout seul, voilà qui sera vraiment nouveau.

En avant ! que la renommée n'irrite plus par sa lenteur l'impatience du jeune César ! que le Reichstag vote des crédits pour l'insuffisance des trompettes de la *Messagère de Jupiter* et le nombre infime de ses cent bouches.

Panem et circenses! A cette heure ce qu'il faut aux masses allemandes, c'est du pain. Le cirque,

l'empereur le lui donne : n'est-il pas du soir au matin en représentation?

Les deux ordres du cabinet de Guillaume II à M. de Bismarck sont lyriques ; ils peuvent se résumer ainsi :

« Cher maître, vous m'avez appris à conduire, vos rênes se sont usées à professer, permettez que je les remplace par de plus neuves. Les raisons qui nous séparent sont si définitives que je n'insiste pas pour vous garder. Vous avez été sublime dans le passé, ma maison vous doit tout, c'est assez ! »

La chute de M. de Bismarck est une victoire pour les âmes fanatiques de grandeur morale, qui ne consentent à reconnaître qu'elle, à n'admirer qu'elle, à ne croire qu'à la durée de cette grandeur.

Une pareille chute est une leçon pour les dévots de succès, béatement adorateurs des effets, dédaigneux des causes et dont la punition est d'être atterrés par les conséquences.

C'en est fait, et bien fait de M. de Bismarck, de l'homme d'État qui régnait sur l'Allemagne depuis 1862, qui dirigeait douze ministères, était chancelier de l'Empire, titulaire des Affaires étrangères, qui était tout, qui n'est plus rien que duc de Lauenbourg, seigneur de Friedrichsruhe et de Varzin.

Il est bien, à son tour, l'humble, le vaincu et il n'a plus qu'une consolation possible : la vengeance !

Dès le premier jour de sa disgrâce, M. de Bismarck fit publier par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, qui lui resta un instant fidèle, un passage d'une lettre du maître de l'empire, à lui adressée, avec ce commentaire :

« Maintenant, c'est l'empereur qui parle. Il n'a plus rien à attendre des hommes, c'est Dieu qui l'inspire et il n'entendra d'autre voix que celle de Dieu. »

Cette seule phrase peut fixer à tout jamais, n'y eût-il depuis nulle autre preuve, sur l'état mental de Guillaume II.

La rancune du chancelier ne manque aucune occasion de se manifester contre le Kaiser ; les unes basses, les autres maniées avec art, toutes débordantes de haine. Il serait fatigant de les noter.

Plusieurs complots furent attribués à l'inspiration vengeresse de M. de Bismarck. Le célèbre procès Tausch, en 1897, révéla des faits extraordinaires sur l'un de ces complots, auquel furent mêlés plusieurs souverains allemands.

Mais l'attentat par lequel l'ex-chancelier fut le plus compromis, dit-on, est celui du *Hohenzollern*, navire de l'empereur, où Guillaume II resta enfermé six semaines, se guérissant de blessures reçues à la mâchoire et au genou, faites à bout portant par le revolver d'un officier qu'on exécuta sur l'heure.

10 Novembre 1896

Le Chancelier de fer a fini en Chancelier de paille. — L'heure vengeresse des crimes a sonné. — Combien la mort eût été préférable pour lui! — On eût crié au cataclysme. — Les haines vigoureuses, impersonnelles, nationales ont une puissance. — La France les a, ces haines, vissées au cœur, contre l'Allemagne; elle la verra s'écrouler au milieu de sa mitraille comme nous avons vu s'écrouler le Chancelier de fer! — Katkof. — Faits rétrospectifs. — Propositions faites par Bismarck au Tsar Alexandre III. — L'entente de Skiernevice n'ayant pas été renouvelée, nous eûmes, nous, partisans passionnés de l'alliance russe (moi depuis 1874), les premiers espoirs d'une entente franco-russe, que l'Empereur Alexandre désirait. Quelques faits ajoutés aux citations. — L'ambassadeur de Russie en France était opposé à cette entente. — Le général Saussier fut l'un des partisans les plus actifs de l'alliance russe.

La réputation que le prince de Bismarck, duc de Lauenbourg, Altesse sérénissime, membre illustre entre tous de la noblesse prussienne, convoite avec le plus de cette orgueilleuse âpreté qu'il met dans tous ses actes est, chose inconnue jusqu'à lui, celle d'homme déloyal! Il s'acharne à prouver qu'il a le mépris de l'honneur et pour-

suit avec entêtement le but étrange de voir la postérité accoler à son nom celui de menteur.

Il a toujours menti avec audace, il veut mentir effrontément jusqu'à sa dernière heure. Mais ses mensonges, à mesure qu'il vieillit, perdent de leur puissance et, que le Ciel en soit loué, de leur malfaisance.

Le dernier mensonge bismarckien avait la prétention de couronner toutes les basses œuvres, toutes les vilenies, toutes les intrigues inavouables, tous les crimes avec lesquels il a, durant plus de vingt années, travaillé à détremper, à détourner les sympathies franco-russes, à briser, par des moyens de toutes sortes, les liens tant de fois noués de la politique et des intérêts du grand Empire du Nord et de notre pays.

Aujourd'hui, l'homme déloyal qui exalte ses mensonges veut troubler la France confiante en une mémoire vénérée, la faire douter de la pure loyauté d'Alexandre III.

Pour la première fois depuis sa chute, M. de Bismarck est en accord parfait d'intention avec Guillaume II. La comédie des réponses au *Moniteur de l'Empire*, aux *Nouvelles de Hambourg*, feuille officielle du prince disgracié, est piteuse, lamentable.

« Voyez, dit l'organe de l'empereur allemand, roi de Prusse, combien ce vieil homme est insupportable, mais comment l'exécuter ? Sans doute, il est compromettant et peut-on se mettre en

colère contre celui qu'on nomme à juste titre un « fondateur »? Puis après tout, il n'est pas à craindre. Si nous n'y touchons pas, si, après l'avoir chassé, nous ne le poursuivons pas, c'est qu'en vérité il est grand, qu'il a été un serviteur colossal de notre dynastie. Que voulez-vous? il est pareil à la statue de Memnon que faisait chanter le soleil, ce sont les rayons de sa gloire qui le font parler... Non, il n'y eut point de traité entre l'Allemagne et la Russie, après celui de Skiernevice, mais il y avait cependant quelque chose, et ce quelque chose n'était *rien* contre l'Autriche et était *beaucoup* pour la Russie. »

Et sous le démenti si faible et si magnanime du *Moniteur de l'Empire*, sous les rodomontades des *Nouvelles de Hambourg*, on devine le compérage de Guillaume II et de M. de Bismarck, heureux du même bonheur de semer des doutes dans l'âme de l'ennemi que tous deux haïssent, dans l'âme de la France, heureux de se venger de l'enthousiasme des fêtes de Paris.

Et c'est ainsi que le chancelier de fer consentit pour cette fois à redevenir le chancelier de Guillaume II, mais un chancelier de paille.

Je me demande quel droit au mot « Révélations » a M. de Bismarck en cette occurrence. Est-ce nouveau, ce qu'il nous apprend sur sa fourberie et sa très chère habitude de trahir ses alliés et en particulier l'Autriche-Hongrie ?

Ici, je dois introduire l'ami vénéré, l'homme

illustre, le patriote incomparable, dont l'esprit divinateur, qu'éclairait la vision haute des destinées de son pays, nourrit le premier à travers toutes les difficultés, toutes les résistances, l'idée d'une entente de la Russie avec la France. Je veux parler du regretté Katkof, directeur de la *Gazette de Moscou*.

On sait que Katkof, après de longs services rendus, après avoir donné cent fois la preuve de sa clairvoyance, de son désintéressement et de la grandeur de sa pensée, avait obtenu d'abord de l'empereur Alexandre II, et plus tard d'Alexandre III, le droit de soumettre à Leurs Majestés personnellement et directement ses avis sur tous les problèmes importants de la politique russe. Il était lui-même tenu au courant des événements graves qui surgissaient et toujours certain de faire entendre sa voix.

Or Katkof, outré des procédés bismarckiens, était un partisan résolu de l'alliance franco-russe et un adversaire plus résolu encore des propositions, sans cesse renouvelées par les agents diplomatiques de M. de Bismarck, d'une alliance de l'Allemagne et de la Russie contre l'Autriche.

Un livre très documenté, qu'on pourrait appeler les Mémoires de Katkof où figurent ses lettres, ses dépêches, ses conversations intimes, prouve l'entêtement de M. de Bismarck à renouveler ses propositions sans cesse renaissantes sous

de nouvelles formes et leur continuel échec[1].

On y trouve, entre autres preuves, les propositions *textuelles* qui furent faites par le chancelier de l'Empire en novembre 1887 à l'empereur Alexandre III, lors de son voyage à Berlin.

M. de Bismarck affirmait qu'il avait toujours été partisan d'une entente directe avec la Russie. « *Il comprenait très bien qu'il était peu conforme aux intérêts de l'Allemagne de soutenir l'Empire vacillant des Habsbourg; bien entendu, le nouvel empire d'Allemagne ne sera définitivement consolidé qu'après la désagrégation de l'Autriche-Hongrie.* »

Et le chancelier ajoutait que *Millioutine et Gortschakoff l'avaient forcé par leur hostilité en 1879 à inaugurer une nouvelle politique.*

Le texte des *Révélations* de M. de Bismarck dans les *Nouvelles de Hambourg*, pour revenir au jeu joué par Guillaume et l'ex-chancelier, fourmille d'erreurs et le prince de Bismarck n'a plus la mémoire très nette. L'ex-chancelier y parle de la démission du prince Gortschakoff. Or, le prince Gortschakoff n'a jamais cessé d'être chancelier. Il dit que l'entente de Skiernevice des trois empereurs d'Autriche, de Russie et d'Allemagne[2] a été conclue aussitôt après l'avènement d'Alexandre III, tandis qu'elle ne datait que de 1884.

1. *Histoire de l'entente franco-russe*, par M. Élie de Cyon, Paris, 1895.

2. Entente de trois années qui nous ont donné de telles angoisses, à Katkof, à nos amis russes et à moi.

Le traité de Skiernevice n'ayant pas été renouvelé, quelles espérances nous revinrent! L'empereur Alexandre III se montrait désireux d'une entente avec la France; mais aussi quelle lutte contre l'influence bismarckienne, dont les défenseurs, on peut dire les *soutiens* étaient M. de Morenheim à l'ambassade de Russie à Paris, le comte Schouwaloff à Berlin, le général Schwenisch à Pétersbourg, tous trois en accord parfait avec M. de Giers, ministre des Affaires étrangères de Russie.

M. de Morenheim répétait à satiété que l'alliance française, qu'Alexandre III se montrait désireux de conclure, était grosse de dangers. On affirmait au Tsar qu'un coup de tête d'un général français ambitieux pouvait faire éclater une guerre inopportune, que Bismarck pouvait toujours s'assurer la neutralisation de la France en lui rendant l'Alsace-Lorraine.

J'ai suivi durant bien des années les efforts du général Saussier, l'un des apôtres et des initiateurs de l'alliance russe [1]. Il trouvait dans le général Wannovsky, ministre de la Guerre en Russie (comme le général de Miribel le trouvait dans le général Obroutschef, chef d'état-major de l'armée russe), la contre-partie de son patriotisme, et tous deux sages, prévoyants, se tenaient au courant des événements qui pouvaient menacer ou

1. *Nouvelle Revue* du 10 novembre 1896. Lettres sur la Politique extérieure.

servir la cause commune. Le général Saussier savait qu'il fallait trois années à la Russie pour être prête à la résistance. C'est vers 1890, que l'armée devait avoir réalisé son mouvement. Il fallait à tout prix du temps et aussi de l'argent pour pourvoir à une organisation aussi colossale.

Le Tsar le savait et, par son inaltérable calme, il gagnait du temps. Éclairé sur les machinations de M. de Bismarck, il se tournait loyalement vers la France.

S'il n'a pas rompu *ouvertement* l'entente signée ou non d'une trêve de trois ans, nous savons maintenant pourquoi ; mais où trouver la trace et la preuve d'un traité au milieu des faits que nous avons évoqués? Il n'y a place que pour le mensonge de M. de Bismarck[1].

Alexandre III, dans un entretien avec un sénateur français en mission en Russie, en mai 1888, lui déclarait catégoriquement qu'il était prêt à s'entendre avec la France s'il y avait à la tête de ce pays un homme qui voulût et pût prendre cette responsabilité.

Est-ce que de telles paroles eussent été possibles dans la bouche d'Alexandre III *si réellement un traité eût réellement existé entre le Tsar et Bismarck?*

Poser la question, c'est la résoudre.

1. Je ne puis à mon grand regret continuer toute la citation, où tant de souvenirs sont accumulés. Je termine seulement par ce dernier trait.

Les perfides insinuations de M. de Bismarck tendant à prouver que M. de Caprivi *aurait refusé à la Russie le renouvellement d'un traité* sont donc un effronté *mensonge*, un de plus !

Je terminerai là mes citations de *la Nouvelle Revue*, mais il me faudrait plus d'un gros volume pour donner toutes les preuves que j'ai en mains et faire le récit de toutes les intrigues éhontées, de tous les *crimes bismarckiens*.

Je le répète, les lois historiques et divines, qui président aux rapports des races entre elles, apparaissent, à certaines heures, débarrassées des calculs égoïstes, des basses intrigues de ceux qui prétendent les modifier. Et quel réconfort, pour les croyants dans le droit et la justice, que la chute du colosse bismarckien !

Guillaume II complice, imitateur, bénéficiaire des crimes bismarckiens, en porte le poids qui menace chaque jour davantage de l'écraser. Ainsi soit-il !

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Février 1885

Mars 1885

1er Janvier 1886

1er Octobre 1886

Novembre 1886

Janvier 1887

Novembre 1887

Décembre 1887

1er Janvier 1888

15 Mai 1888

Juillet 1888

Pages.

1er Septembre 1888

1er Novembre 1888

Décembre 1888

Janvier 1889

Février 1889

1er Mars 1889

15 Mars 1889

Avril 1889

Pages.

Mai 1889

1er Juin 1889

15 Juin 1889

Pages,

15 Mars 1890

1er Avril 1890

Paris. — Typ. Ph. Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 59658.

